Vue d'ensemble du système agricole et agroalimentaire canadien

Mai 2005

Agriculture and Agri-Food Canada
Agriculture et Agroalimentaire Canada

Canada

VUE D'ENSEMBLE DU SYSTÈME AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE CANADIEN

Chefs de projet
Eileen Krakar
Kim Longtin

Mai 2005

Direction de la recherche et de l'analyse
Direction générale des politiques stratégiques
Agriculture et Agroalimentaire Canada

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2005

Tout point de vue exprimé, qu'il soit énoncé clairement, sous-entendu ou interprété à partir du contenu de la présente publication, ne reflète pas nécessairement la politique d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC).

AAC ne contrôle pas l'accessibilité des sites Internet mentionnés dans le présent rapport. C'est pourquoi il ne peut être tenu responsable des hyperliens défectueux ou sans suite. Les liens vers les sites Web sont fournis aux utilisateurs uniquement pour des raisons de commodité. AAC ne cautionne pas ces sites et n'est pas responsable de l'exactitude, de l'actualité ni de la fiabilité du contenu. Les utilisateurs doivent savoir que les renseignements accessibles sur les sites qui ne relèvent pas du gouvernement du Canada ne sont pas assujettis à la Loi sur les langues officielles.

Note aux lecteurs

Cette publication contient les plus récentes données disponibles au mois de mai 2005.

Compte tenu des arrondissements effectués, il se peut que les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des éléments.

Publication 10066E
ISSN 1708-4164
ISBN 0-662-70427-4
Catalogue A38-1/1-2005F-PDF
Projet 04-121-rp

Vous pouvez obtenir une version électronique des publications de la Direction de la recherche et de l'analyse sur Internet, à l'adresse suivante : http://www.agr.gc.ca/spb/rad-dra.

Also available in English under the title :
"An Overview of the Canadian Agriculture and Agri-Food System"

106-03938/

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos ..... *v*

Points saillants ..... *vii*

Section A ***Le système agricole et agroalimentaire dans l'économie canadienne*** *1*

A1. PIB et emploi 5
A2. Commerce international 11
A3. Travail, capital et investissement 21
A4. Innovation 29

Section B ***Les composantes du système agricole et agroalimentaire*** *35*

B1. Consommateurs 37
B2. Distribution alimentaire (vente au détail ou en gros et service alimentaire) 43
B3. Transformation des aliments, des boissons et du tabac 51
B4. Agriculture primaire 59
B5. Fournisseurs d'intrants et de services agricoles 81

Section C ***Le gouvernement et le système agricole et agroalimentaire*** *89*

Notes *97*

Glossaire *99*

Les composantes du système 100
Emplois 103
Définitions du commerce 105
Catégories du soutien gouvernemental 106
Termes de nature économique et statistique 108
Définitions diverses 110

Bibliographie et sources des données *113*

AVANT-PROPOS

Le présent rapport de 2005 donne un aperçu économique du système agricole et agroalimentaire canadien. Il examine d'abord la contribution du système à l'économie dans son ensemble, avant de passer aux autres segments de la chaîne agroalimentaire : le consommateur, la distribution alimentaire, la transformation des aliments, des boissons et du tabac, l'agriculture primaire et, enfin, l'offre d'intrants. Des graphiques, des schémas et des tableaux accompagnés d'explications succinctes résument l'information et fournissent des indicateurs de base du rendement.

Ce rapport a été conçu comme un document de référence polyvalent qui :

- constitue une introduction au système agricole et agroalimentaire;
- fournit un instantané des transformations structurelles qui se produisent dans le système en réaction à différents facteurs;
- renferme des données et des renseignements généraux afin d'éclairer les discussions publiques sur les questions qui concernent l'agriculture canadienne.

Ce rapport révèle que le système agricole et agroalimentaire canadien est une chaîne de valeur très complexe, intégrée et concurrentielle sur le plan international, dont l'importance au sein de l'économie canadienne est croissante. C'est un système souple, en perpétuelle mutation, qui doit relever d'importants défis pour s'adapter à l'évolution des exigences des consommateurs, aux progrès technologiques, à l'intégration nord-américaine et à la mondialisation.

POINTS SAILLANTS

- Le système agricole et agroalimentaire joue un rôle important dans l'économie canadienne et dans celle des provinces, puisqu'il fournissait un emploi sur huit et représentait 8,3 % du produit intérieur brut (PIB) en 2003.

- L'agriculture primaire est au cœur du système agricole et agroalimentaire, mais ce système ne se limite pas à la production agricole. Il englobe également les activités de transformation et de distribution. La transformation des aliments, des boissons et du tabac arrive au deuxième rang des secteurs qui contribuent le plus au PIB manufacturier au Canada, et elle est le plus grand employeur du secteur manufacturier. La vente au détail d'aliments se classe deuxième sur la liste des dépenses en biens de consommation, et les services alimentaires constituent la troisième catégorie de dépenses en services de consommation.

- L'évolution des exigences des consommateurs, au Canada et à l'étranger, exerce une influence sur l'ensemble du système agricole et agroalimentaire. Les consommateurs exigent plus de variété, plus de commodité et un plus grand choix d'aliments-santé, de même que des garanties pertinentes concernant la qualité et la salubrité des produits. Pourtant, les prix de l'alimentation au Canada sont parmi les plus bas du monde, puisque les aliments et les boissons non alcoolisées achetés dans les magasins ne représentent que 10 % des dépenses d'un ménage.

- La concentration et l'accroissement des activités se manifestent à chaque échelon du système. Les cinq premiers détaillants en alimentation au Canada réalisent environ 60 % des ventes alimentaires nationales, contre 50 % il y a dix ans. Les grands établissements de transformation alimentaire représentent seulement 5 % des établissements, mais génèrent près de la moitié de la valeur des ventes de produits transformés. Un tiers seulement des fermes de recensement réalisent des ventes supérieures à 100 000 $, mais elles représentent près de 90 % de la production agricole totale.

- La croissance de la productivité dans la plupart des secteurs de l'industrie agricole et agroalimentaire dépasse la moyenne de l'ensemble du secteur opérationnel. C'est la production agricole primaire (comprenant la foresterie, la pêche et la chasse) qui présente une des plus fortes hausses de la productivité du travail dans l'économie, entre 1997 et 2003, avec un taux de croissance annuelle établi à 4,8 %. Le rythme de croissance de la productivité multifactorielle était d'environ 3 %. Cela dépasse la moyenne du secteur opérationnel de 2,1 % pour la productivité du travail et de 1,5 % pour la croissance de la productivité multifactorielle. Cela est dû à l'amélioration des pratiques de gestion, à la restructuration de l'industrie et aux progrès génétiques et technologiques. Dans le secteur de la transformation alimentaire, la croissance de la productivité multifactorielle était à peine inférieure à celle de l'agriculture primaire, avec près de 2 % pendant cette période, tandis que la croissance de la productivité du travail était de 3,4 %. Selon les recherches, l'un des principaux facteurs de cette croissance de la productivité dans le secteur de la transformation alimentaire concerne les investissements dans l'infrastructure publique.

- En ce qui concerne les investissements et les échanges commerciaux, le système est de plus en plus axé sur les marchés internationaux. Depuis 1990, l'investissement étranger direct (IED) accumulé dans le système a plus que doublé; il s'établissait en 2003 à 36,5 milliards de dollars. En même temps, les entreprises canadiennes de transformation alimentaire et de vente au détail ont étendu leurs activités à l'étranger et elles se classent maintenant parmi les plus importantes du monde.

- Les débouchés à l'exportation sont indispensables à la croissance de la plupart des industries agricoles. Avec des exportations évaluées à 24,4 milliards de dollars, le Canada a été en 2003 le quatrième exportateur de produits agricoles et agroalimentaires du monde, après les 15 pays membres de l'Union européenne, les États-Unis et le Brésil. Il a aussi été le cinquième importateur de produits agricoles et agroalimentaires du monde, avec des importations chiffrées à 20,6 milliards de dollars.

- La valeur des ventes à l'exportation du secteur agricole et agroalimentaire canadien a augmenté en 2004 de plus de 2 milliards de dollars par rapport à 2003. Le volume total des exportations de céréales, d'oléagineux et de cultures spéciales a augmenté de 29 % pendant la mauvaise année de récolte 2003. Toutefois, le secteur de la viande est toujours confronté à certains problèmes. En mai 2003, les exportations de ruminants vivants et des produits de viande de ruminants ont tout à fait cessé, puisque les États-Unis et d'autres pays ont fermé leurs frontières en réaction à la détection d'un cas d'ESB au Canada. En septembre 2003, les États-Unis ont rouvert partiellement leur frontière à certaines coupes de viande désossées de bétail de moins de 30 mois, ce qui a apporté un certain soulagement. En avril 2004, les coupes de viande non désossées ont été autorisées, mais les exportations de bétail vivant sont restées interdites. Les exportations de bétail et de bœuf ont atteint en 2004 seulement 48 % de leur valeur en 2002. De même, fin 2004, les États-Unis ont annoncé des droits préliminaires compensateurs et des droits antidumping sur les importations de porc canadien, mais cela n'a pas eu de grandes conséquences sur les ventes de porcs vivants au cours des derniers mois de l'année 2004. De plus, la hausse du dollar continue de nuire aux exportations.

- En raison des grandes différences entre les producteurs agricoles au chapitre du type de produits, de l'envergure des activités, des motivations et des résultats financiers, on observera aussi cette année des résultats différents au chapitre du revenu. Généralement, les exploitants qui réussissent le mieux contrôlent aussi mieux leurs coûts; avec l'aide du financement des programmes gouvernementaux, ils arrivent ainsi à surmonter les problèmes d'ordre financier.

- En général, les producteurs canadiens du secteur de l'agriculture primaire sont moins dépendants du soutien public que leurs homologues européens, selon l'indice ESP (Estimation du soutien aux producteurs). En 2004, l'ESP pour le Canada atteignait 21 % de la valeur moyenne de la production; c'est un peu plus qu'aux États-Unis (18 %), mais encore bien en dessous de l'UE des 15 (34 %).

SECTION A

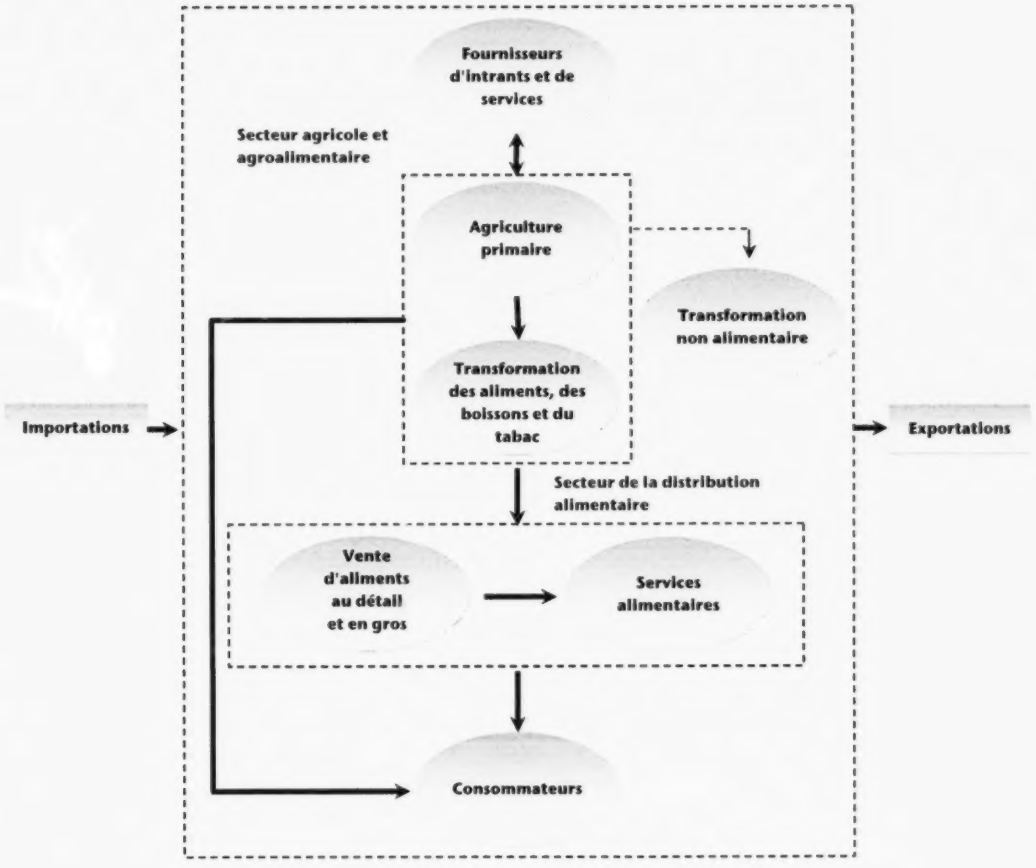
Le système agricole et agroalimentaire dans l'économie canadienne

Le système agricole et agroalimentaire est une chaîne intégrée complexe...

- **Le système agricole et agroalimentaire canadien est une chaîne de production et de distribution complexe et intégrée réunissant des industries qui fournissent des produits alimentaires, des boissons et du tabac aux consommateurs canadiens et internationaux. Il fait partie intégrante de l'économie mondiale et chaque maillon de la chaîne participe aux échanges commerciaux.**

Ses différentes composantes englobent les fournisseurs de services et d'intrants agricoles, l'agriculture primaire, les entreprises de transformation des aliments, des boissons et du tabac ainsi que les distributeurs alimentaires, les grossistes alimentaires et les établissements de service alimentaire[1], qui forment le secteur de la distribution alimentaire.

Le système agricole et agroalimentaire

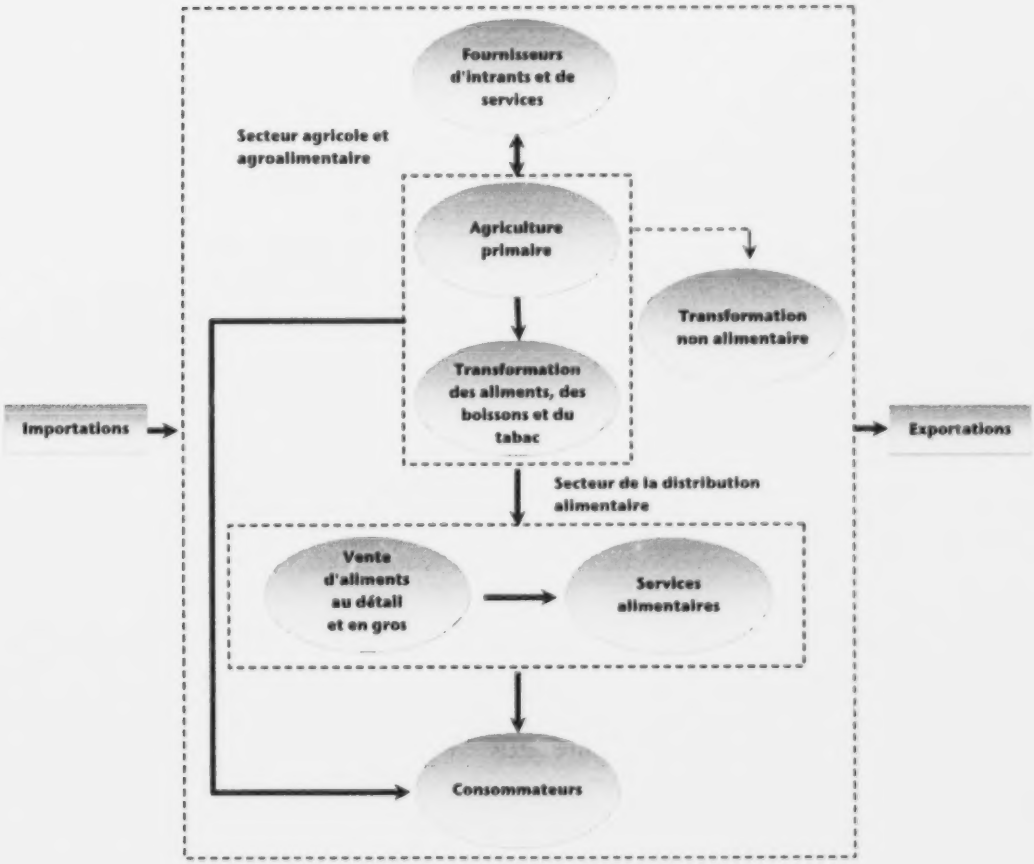


Le système agricole et agroalimentaire est une chaîne intégrée complexe...

- **Le système agricole et agroalimentaire canadien est une chaîne de production et de distribution complexe et intégrée réunissant des industries qui fournissent des produits alimentaires, des boissons et du tabac aux consommateurs canadiens et internationaux. Il fait partie intégrante de l'économie mondiale et chaque maillon de la chaîne participe aux échanges commerciaux.**

Ses différentes composantes englobent les fournisseurs de services et d'intrants agricoles, l'agriculture primaire, les entreprises de transformation des aliments, des boissons et du tabac ainsi que les distributeurs alimentaires, les grossistes alimentaires et les établissements de service alimentaire[1], qui forment le secteur de la distribution alimentaire.

Le système agricole et agroalimentaire



... en constante évolution

- **Le système agricole et agroalimentaire continue d'évoluer. Parmi les facteurs qui génèrent des transformations structurelles au sein du système, citons l'évolution des exigences des consommateurs, les technologies à forte concentration de savoir, l'intégration nord-américaine et la mondialisation.**

Les lignes de séparation entre les différentes composantes du système sont floues. Par exemple, les compagnies céréalières peuvent jouer simultanément les rôles d'entreprises de transformation d'aliments, d'entreprises de production d'aliments pour le bétail, de grossistes d'ingrédients entrant dans la fabrication d'aliments pour le bétail, de grossistes de produits agricoles et d'exportateurs de céréales.

On constate une tendance générale vers un accroissement de la taille des exploitations dans le système. La concentration et l'intégration se manifestent à tous les niveaux. En même temps, la coordination des chaînes d'approvisionnement du système devient de plus en plus verticale.

Projets visant la chaîne d'approvisionnement

Divers projets visant la chaîne d'approvisionnement sont mis en œuvre dans le système agricole et agroalimentaire dans le but de répondre aux besoins changeants des consommateurs, d'augmenter l'efficience de la chaîne d'approvisionnement et de réduire les coûts de production et d'opération. Ces projets sont de deux types : ceux qui assurent une coordination verticale plus étroite des différents maillons de la chaîne d'approvisionnement, et ceux qui supposent une coordination horizontale.

Projets qui assurent une coordination verticale plus étroite

L'intégration verticale des entreprises passe par des investissements visant d'autres maillons de la chaîne d'approvisionnement. Aliments Maple Leaf Inc., par exemple, possède des avoirs s'échelonnant tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Entre autres entreprises, mentionnons la fabrication de provendes (Landmark Feeds et Shur-Gain), la production porcine (Elite Swine), l'emballage de produits du porc (Maple Leaf Pork Co.), la seconde transformation de produits du porc (Maple Leaf Consumer Foods Co.) et l'équarissage (Rothsay Co.)[2].

Puisque les entreprises de différents échelons de la chaîne d'approvisionnement collaborent à la réalisation d'objectifs bien précis visant le marché, les chaînes de valeur se solidifient. Les produits biologiques offrent un exemple de chaîne de valeur. Les entreprises de chaque échelon de la chaîne d'approvisionnement doivent garantir que la production se fait intégralement en l'absence de substances chimiques.

Les entreprises prennent des dispositions contractuelles afin d'exercer un plus grand contrôle sur la qualité de leurs intrants et de leurs produits. Wendy's International, Inc., par exemple, exige que ses fournisseurs respectent ses règles concernant le traitement sans cruauté des animaux et effectue des vérifications pour garantir le respect de ces normes[3]. La boulangerie Warburtons, en Grande-Bretagne, a conclu un contrat avec des producteurs des Prairies pour garantir qu'ils respectent certaines normes de qualité visant une variété particulière de blé, le blé roux de printemps de l'Ouest canadien.

Projets qui supposent une coordination horizontale

Les entreprises représentant chaque maillon de la chaîne d'approvisionnement collaborent aussi pour réaliser des objectifs bien précis visant le marché. La plupart des associations de producteurs, de transformateurs, de grossistes ou de fournisseurs de services alimentaires poursuivent les objectifs suivants : promotion du marché, échange d'information, création d'une présence sur la scène politique. Récemment, les projets horizontaux se sont attachés à l'amélioration de la qualité des produits. À l'échelle des producteurs, par exemple, 19 associations de producteurs ont lancé, ou sont sur le point de le faire, des projets nationaux visant la qualité et la salubrité des aliments à la ferme, dans le cadre du Programme canadien de salubrité des aliments à la ferme (PCSAF).

SECTION A1

PIB et emploi

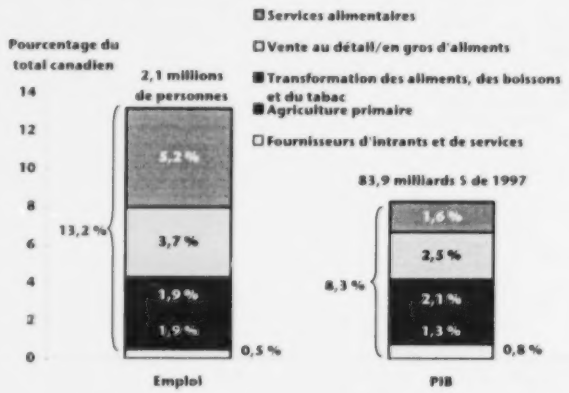
Le système agricole et agroalimentaire joue un rôle important dans l'économie canadienne

- **Le système agricole et agroalimentaire canadien fournit un emploi sur huit, employant près de 2,1 millions de personnes.** En outre, il génère indirectement des emplois dans le secteur des transports et dans d'autres secteurs économiques.

  En 2003, il représentait 8,3 % du produit intérieur brut (PIB) du Canada.

Graphique A1.1

Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB et à l'emploi, 2003



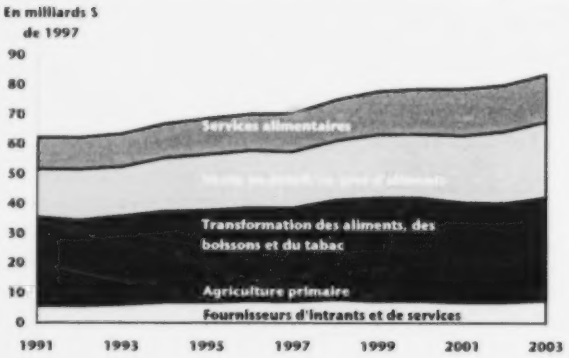
Source : Statistique Canada et AAC.

- **La production à valeur ajoutée est le moteur de l'expansion du système.** La vente au détail est le poste qui connaît l'essor le plus rapide, avec une croissance moyenne annuelle de 3,3 %, suivie des fournisseurs d'intrants avec une croissance moyenne annuelle de 2,7 %.

  La taille du système dans son ensemble augmente d'à peine plus de 2 % par année, ce qui est légèrement inférieur au taux de croissance général de l'économie.

Graphique A1.2

Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB, 1991-2003



Source : Statistique Canada et AAC.

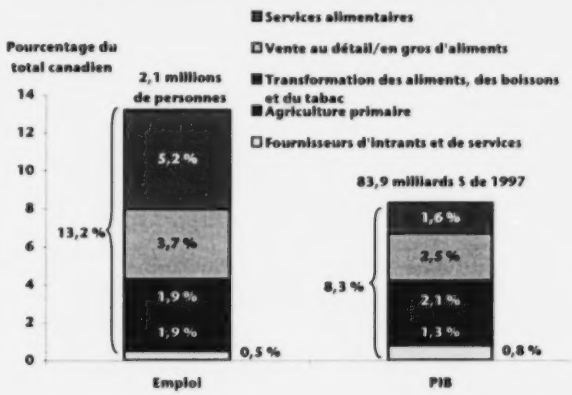
Le système agricole et agroalimentaire joue un rôle important dans l'économie canadienne

- **Le système agricole et agroalimentaire canadien fournit un emploi sur huit, employant près de 2,1 millions de personnes.** En outre, il génère indirectement des emplois dans le secteur des transports et dans d'autres secteurs économiques.

  En 2003, il représentait 8,3 % du produit intérieur brut (PIB) du Canada.

Graphique A1.1

Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB et à l'emploi, 2003



Source : Statistique Canada et AAC.

- **La production à valeur ajoutée est le moteur de l'expansion du système.** La vente au détail est le poste qui connaît l'essor le plus rapide, avec une croissance moyenne annuelle de 3,3 %, suivie des fournisseurs d'intrants avec une croissance moyenne annuelle de 2,7 %.

  La taille du système dans son ensemble augmente d'à peine plus de 2 % par année, ce qui est légèrement inférieur au taux de croissance général de l'économie.

Graphique A1.2

Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB, 1991-2003

Source : Statistique Canada et AAC.

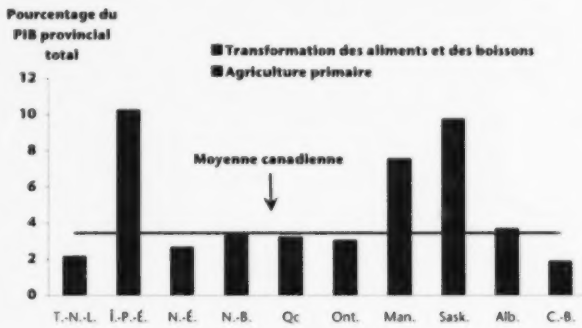
Il est également important pour les économies provinciales comme source de revenu

- **En termes de contribution au PIB provincial total, le secteur agricole et agroalimentaire joue le rôle le plus important à l'Île-du-Prince-Édouard et en Saskatchewan, avec 10 % du PIB chacune et 7,5 % au Manitoba.**

  Le ratio entre agriculture primaire et transformation des aliments et des boissons varie également d'une région à l'autre du Canada. Les activités de transformation des aliments et des boissons dans l'Est du Manitoba représentent la majorité de la part du PIB provincial générée par le secteur agricole et agroalimentaire. Dans les Prairies, l'agriculture primaire joue un rôle prépondérant.

Graphique A1.3

Contribution du secteur agricole et agroalimentaire au PIB provincial, 2003



Source : Conference Board du Canada et Statistique Canada.

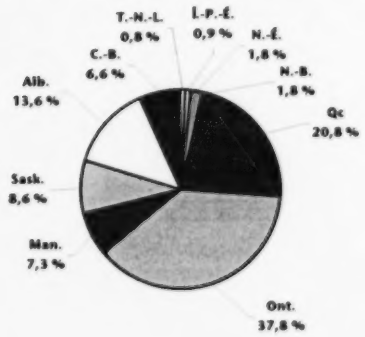
Nota : La moyenne canadienne comprend également la transformation du tabac.

- **L'importance du secteur agricole et agroalimentaire varie d'une région à l'autre du Canada.**

  En 2003, l'Ontario, le Québec et l'Alberta représentaient 71 % du PIB généré par l'ensemble du secteur agricole et agroalimentaire.

Graphique A1.4

Contribution provinciale au PIB généré par l'ensemble du secteur agricole et agroalimentaire canadien, 2003



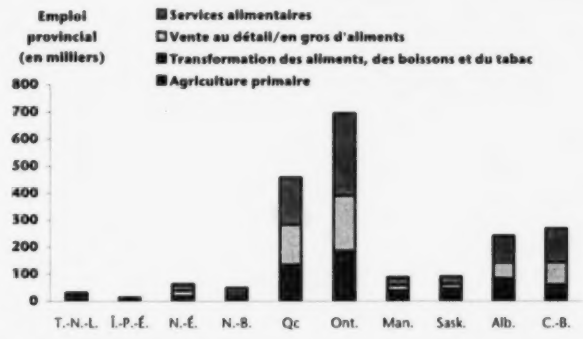
Source : Conference Board du Canada.

... et comme employeur principal

- **Tandis que l'Ontario et le Québec comptent le plus grand nombre de personnes employées par le système agricole et agroalimentaire en termes absolus,...**

Graphique A1.5

Emploi provincial dans le système agricole et agroalimentaire, 2003



Source : Statistique Canada et AAC.

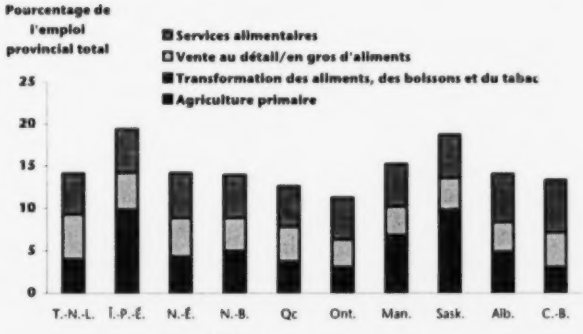
Nota : Les fournisseurs d'intrants et de services provinciaux sont exclus du fait des doutes en matière de fiabilité et de confidentialité des données de nombreux secteurs qui les composent.

... les pourcentages d'emploi provincial les plus élevés sont enregistrés à l'Île du Prince Édouard et en Saskatchewan,...

où l'agriculture primaire et le secteur de la transformation représentent plus de 50 % de ce total, alors que dans la plupart des provinces, les emplois dans la distribution alimentaire représentent la plus grande part de l'ensemble des emplois du système agricole et agroalimentaire.

Graphique A1.6

Part de l'emploi provincial du système agricole et agroalimentaire, 2003



Source : Statistique Canada et AAC.

Nota : Les fournisseurs d'intrants et de services provinciaux sont exclus du fait des doutes en matière de fiabilité et de confidentialité des données de nombreux secteurs qui les composent.

Le secteur agricole et agroalimentaire est un acheteur important de produits et de services provenant d'autres secteurs...

- **L'agriculture primaire utilise des produits énergétiques en grande quantité et a recours aux services de réparation et d'entretien.**

  Par exemple, en 2001, l'agriculture primaire a acheté près de 8 % du carburant diesel industriel utilisé, soit 6 % de la valeur totale de la production de carburant diesel au Canada.

Graphique A1.7

Achats à coût variable par l'agriculture primaire d'extrants issus d'autres secteurs, 2001

	Achats de l'agriculture primaire		
	Expenditure	Part de l'ensemble des achats de l'industrie	Part de l'ensemble de la production nationale
	(en millions $)	(%)	(%)
Achats d'énergie			
Carburant diesel	583	7,6	6,3
Essence à moteur	331	6,2	2,3
Électricité	638	3,6	2,1
Achats pour la réparation et l'entretien			
Construction (réparation)	867	4,4	4,4
Service de réparation et d'entretien de véhicules automobiles	203	4,8	2,1
Huiles et graisses lubrifiantes	67	5,8	4,9
Autres achats			
Assurances (sauf vie)	360	5,4	2,6
Services de comptabilité et conseillers juridiques	721	4,7	4,2

Source : Statistique Canada.

Nota : Les intrants et les extrants sont répertoriés dans la feuille de calcul.

- **Le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac est un grand acheteur de papier, de produits fabriqués de métal, de plastique, de verre et de produits en verre.**

  Il a également recours, de façon importante, aux services de publicité et de promotion.

Graphique A1.8

Achats par le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac d'extrants issus d'autres secteurs, 2001

	Achats du secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac		
	Expenditure	Part de l'ensemble des achats de l'industrie	Part de l'ensemble de la production nationale
	(en millions $)	(%)	(%)
Publicité et promotion[1]	1 672	7,8	7,8
Achats d'emballages			
Boîtes, carton et barils en papier[1]	1 632	42,2	39,9
Autres produits finis en métal[2]	1 095	52,8	61,3
Contenants et bouchons en matière plastique[3]	1 147	13,1	11,7

Source : Statistique Canada.

Nota : 1) Les intrants et les extrants sont répertoriés dans la feuille de calcul.
2) Les intrants et les extrants sont réunis dans le lien. Les industries manufacturières d'aliments pour animaux, de sucre et de confiseries et de tabac ne sont pas présentées pour des raisons de confidentialité.
3) Les intrants et les extrants sont réunis dans le lien. Les brasseries ne sont pas présentées pour des raisons de confidentialité.

Le secteur agricole et agroalimentaire est un acheteur important de produits et de services provenant d'autres secteurs...

- **L'agriculture primaire utilise des produits énergétiques en grande quantité et a recours aux services de réparation et d'entretien.**

  Par exemple, en 2001, l'agriculture primaire a acheté près de 8 % du carburant diesel industriel utilisé, soit 6 % de la valeur totale de la production de carburant diesel au Canada.

Graphique A1.7

Achats à coût variable par l'agriculture primaire d'extrants issus d'autres secteurs, 2001

	Achats de l'agriculture primaire		
	Expenditure	Part de l'ensemble des achats de l'industrie	Part de l'ensemble de la production nationale
	(en millions $)	(%)	(%)
Achats d'énergie			
Carburant diesel	583	7,6	6,3
Essence à moteur	331	6,2	2,3
Électricité	638	3,6	2,1
Achats pour la réparation et l'entretien			
Construction (réparation)	867	4,4	4,4
Service de réparation et d'entretien de véhicules automobiles	203	4,8	2,1
Huiles et graisses lubrifiantes	67	5,8	4,9
Autres achats			
Assurances (sauf vie)	360	5,4	2,6
Services de comptabilité et conseillers juridiques	721	4,7	4,2

Source : Statistique Canada.

Nota : Les intrants et les extrants sont répertoriés dans la feuille de calcul.

- **Le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac est un grand acheteur de papier, de produits fabriqués de métal, de plastique, de verre et de produits en verre.**

  Il a également recours, de façon importante, aux services de publicité et de promotion.

Graphique A1.8

Achats par le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac d'extrants issus d'autres secteurs, 2001

	Achats du secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac		
	Expenditure	Part de l'ensemble des achats de l'industrie	Part de l'ensemble de la production nationale
	(en millions $)	(%)	(%)
Publicité et promotion[1]	1 672	7,8	7,8
Achats d'emballages			
Boîtes, carton et bards en papier[3]	1 632	42,2	39,9
Autres produits finis en métal[2]	1 095	52,8	61,3
Contenants et bouchons en matière plastique[3]	1 147	13,1	11,7

Source : Statistique Canada.

Nota : 1) Les intrants et les extrants sont répertoriés dans la feuille de calcul.
2) Les intrants et les extrants sont réunis dans le lien. Les industries manufacturières d'aliments pour animaux, de sucre et de confiseries et de tabac ne sont pas présentées pour des raisons de confidentialité.
3) Les intrants et les extrants sont réunis dans le lien. Les brasseries ne sont pas présentées pour des raisons de confidentialité.

... et il est à son tour un fournisseur essentiel

- **De même, le secteur agricole et agroalimentaire est un fournisseur clé pour les autres secteurs.**

  Par exemple, en 2001, le secteur agricole et agroalimentaire a fourni l'équivalent de 202 millions de dollars de bois de chauffage (soit 25 % du bois de chauffage produit).

  Il a également fourni l'équivalent de 284 millions de dollars de cuirs et de peaux animales bruts; l'équivalent de 59 millions de dollars pour chaque produit a été utilisé comme intrant dans le secteur national de la fabrication de cuirs et de peaux.

Graphique A1.9

Achats par les autres secteurs d'extrants issus du secteur agricole et agroalimentaire, 2001

	Production de l'agriculture primaire	Production du secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac	Production du secteur agricole et agroalimentaire	Production de l'ensemble des industries nationales
	(En millions $)			
Autres produits forestiers, y compris le bois de chauffage et le liège	202	0	202	796
Peaux et cuirs non apprêtés	2	282	284	303
Engrais d'origine animale et végétale, imputé	378	0	378	378
Produits dérivés d'animaux pour usage industriel	213	13	226	225

Source : Statistique Canada.

Nota : Les intrants et les extrants sont répertoriés dans la feuille de calcul, à l'exception des cuirs et des peaux animales bruts et des produits d'origine animale destinés à la transformation des aliments, des boissons et du tabac, qui sont réunis dans le lien.

... et il est à son tour un fournisseur essentiel

- **De même, le secteur agricole et agroalimentaire est un fournisseur clé pour les autres secteurs.**

  Par exemple, en 2001, le secteur agricole et agroalimentaire a fourni l'équivalent de 202 millions de dollars de bois de chauffage (soit 25 % du bois de chauffage produit).

  Il a également fourni l'équivalent de 284 millions de dollars de cuirs et de peaux animales bruts; l'équivalent de 59 millions de dollars pour chaque produit a été utilisé comme intrant dans le secteur national de la fabrication de cuirs et de peaux.

Graphique A1.9

Achats par les autres secteurs d'extrants issus du secteur agricole et agroalimentaire, 2001

	Production de l'agriculture primaire	Production du secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac	Production du secteur agricole et agroalimentaire	Production de l'ensemble des industries nationales
	(En millions $)			
Autres produits forestiers, y compris le bois de chauffage et le liège	202	0	202	796
Peaux et cuirs non apprêtés	2	282	284	303
Engrais d'origine animale et végétale, imputé	378	0	378	378
Produits dérivés d'animaux pour usage industriel	213	13	226	225

Source : Statistique Canada.

Nota : Les intrants et les extrants sont répertoriés dans la feuille de calcul, à l'exception des cuirs et des peaux animales bruts et des produits d'origine animale destinés à la transformation des aliments, des boissons et du tabac, qui sont réunis dans le lien.

SECTION A2

Commerce international

Le Canada est un acteur important sur les marchés agroalimentaires mondiaux

- **Dans les années 1990, on a observé une croissance régulière de la part des exportations et des importations canadiennes sur les marchés agricoles et agroalimentaires internationaux.** Toutefois, ces trois dernières années, la part des exportations canadiennes a subi les contrecoups de plusieurs facteurs, dont il sera question plus loin, et celle-ci est passée en dessous des 3 %.

  En 2003, les exportations de produits agricoles et agroalimentaires du Canada se sont élevées à 24,4 milliards de dollars; ses importations, à 20,6 milliards de dollars.

Graphique A2.1

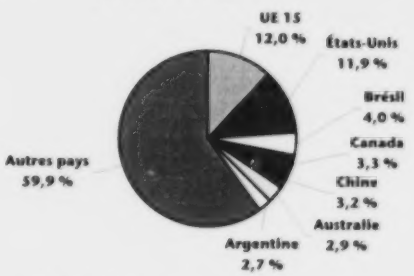
Part du Canada du commerce agricole et agroalimentaire mondial, 1990-2003

Source : Statistique Canada, FAO et AAC.

- **Le Canada arrive au quatrième rang des plus importants exportateurs agricoles et agroalimentaires,** après l'UE des 15, les États-Unis et le Brésil; il se place devant la Chine, l'Australie et l'Argentine

Graphique A2.2

Part des exportations agricoles et agroalimentaires mondiales par pays d'origine, 2003



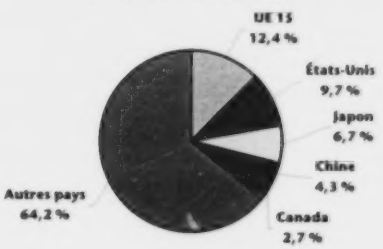
Source : Statistique Canada, FAO et AAC.

Nota : Il n'est pas tenu compte du commerce interne dans l'UE des 15.

- **Le Canada est au cinquième rang des plus importants importateurs agricoles et agroalimentaires,** après l'UE des 15, les États-Unis, le Japon et la Chine.

Graphique A2.3

Part des importations agricoles et agroalimentaires mondiales par pays d'origine, 2003



Source : Statistique Canada, FAO et AAC.

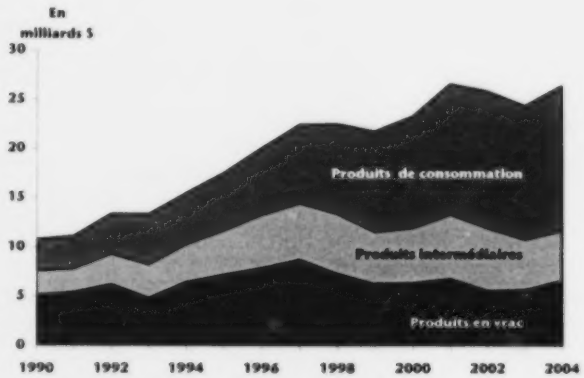
Nota : Il n'est pas tenu compte du commerce interne dans l'UE des 15.

Les produits à valeur ajoutée sont le moteur de la croissance du commerce

- **La valeur des exportations de produits de consommation a plus que quadruplé depuis 1990 et représente maintenant plus de la moitié de toutes les ventes à l'exportation.**

  Ces trois dernières années, on a observé une chute des exportations agricoles et agroalimentaires canadiennes. Plusieurs facteurs expliquent cette situation, y compris les conditions défavorables aux récoltes (c.-à-d. la sécheresse dans les Prairies et les infestations de sauterelles) en 2001 et 2002, les restrictions au commerce qui ont suivi la découverte d'un cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) et la hausse du dollar canadien.

Graphique A2.4
Ventes à l'exportation agricoles et agroalimentaires, 1990-2004

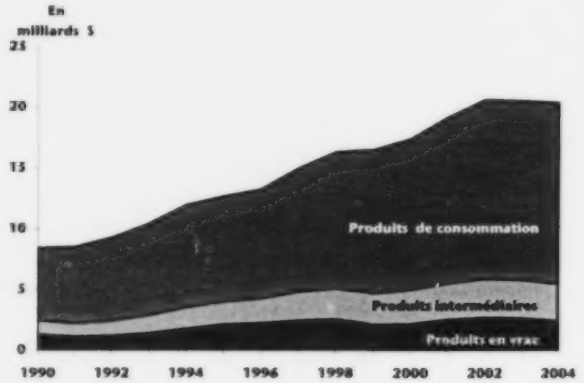


Source : Statistique Canada et AAC.

- **Les produits de consommation constituent en outre la plus grande partie des importations agricoles et agroalimentaires du Canada;** ils représentent 73 % des importations.

  Les produits de consommation ont conservé une part d'environ 70 % au cours des dix dernières années.

Graphique A2.5
Achats d'importations agricoles et agroalimentaires, 1990-2004



Source : Statistique Canada et AAC.

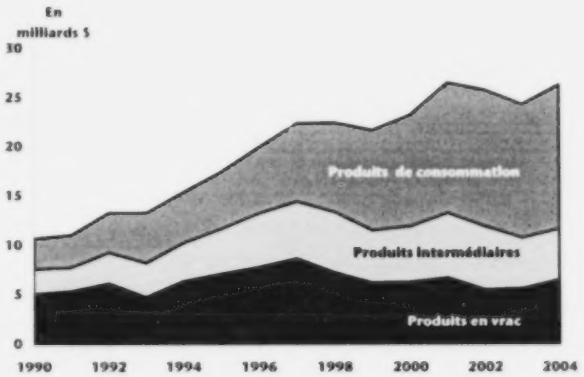
Les produits à valeur ajoutée sont le moteur de la croissance du commerce

- **La valeur des exportations de produits de consommation a plus que quadruplé depuis 1990 et représente maintenant plus de la moitié de toutes les ventes à l'exportation.**

  Ces trois dernières années, on a observé une chute des exportations agricoles et agroalimentaires canadiennes. Plusieurs facteurs expliquent cette situation, y compris les conditions défavorables aux récoltes (c.-à-d. la sécheresse dans les Prairies et les infestations de sauterelles) en 2001 et 2002, les restrictions au commerce qui ont suivi la découverte d'un cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) et la hausse du dollar canadien.

Graphique A2.4

Ventes à l'exportation agricoles et agroalimentaires, 1990-2004



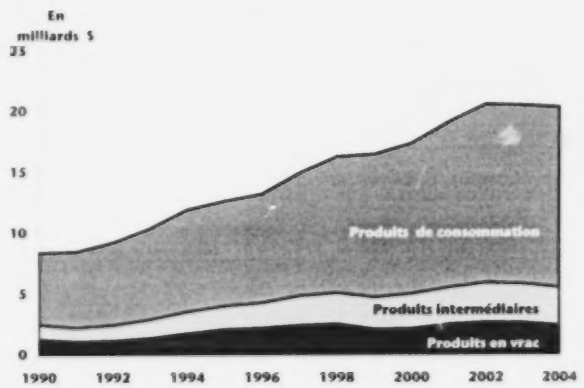
Source : Statistique Canada et AAC.

- **Les produits de consommation constituent en outre la plus grande partie des importations agricoles et agroalimentaires du Canada;** ils représentent 73 % des importations.

  Les produits de consommation ont conservé une part d'environ 70 % au cours des dix dernières années.

Graphique A2.5

Achats d'importations agricoles et agroalimentaires, 1990-2004



Source : Statistique Canada et AAC.

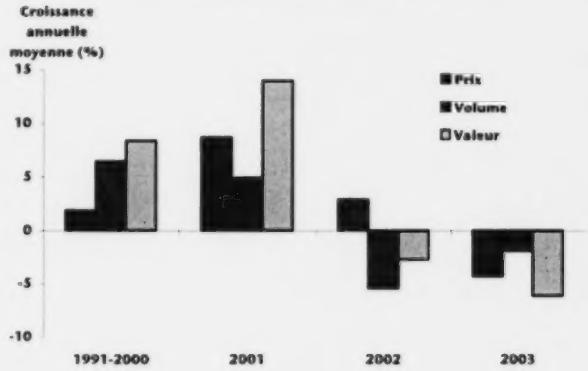
Les volumes et les prix ont une incidence sur les fluctuations annuelles de la croissance du commerce

- **La croissance observée des exportations agricoles et agroalimentaires canadiennes entre 1991 et 2001 peut être attribuée à la croissance des prix et des volumes.** Toutefois, en 2002, la hausse des prix n'a pas été suffisante pour compenser la baisse des approvisionnements en céréales à l'exportation.

  En 2003, la chute de la valeur des exportations s'est accentuée compte tenu des restrictions à l'exportation à la suite de la découverte d'un cas d'ESB et de l'appréciation du dollar canadien.

Graphique A2.6

Exportations agricoles et agroalimentaires, croissance des prix et des volumes, 1991-2003



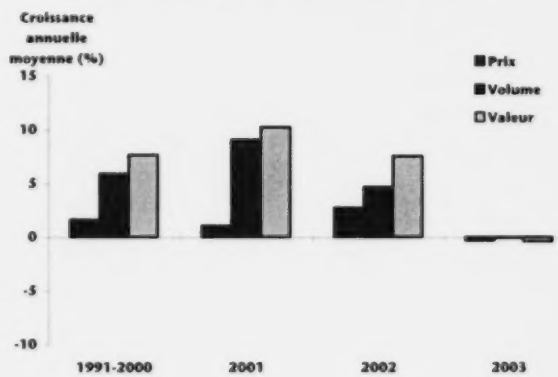
Source : Statistique Canada et AAC.

- **Depuis les années 1990, la hausse des importations agricoles et agroalimentaires est due en grande partie à la croissance des volumes.** Le volume des importations a augmenté d'une moyenne annuelle de 5,6 %, tandis que les prix ont augmenté d'une moyenne annuelle de 1,5 %.

  En 2003, la valeur des importations a chuté, en partie du fait de l'appréciation du dollar canadien.

Graphique A2.7

Importations agricoles et agroalimentaires, croissances des prix et des volumes, 1991-2003



Source : Statistique Canada et AAC.

Les produits destinés à l'exportation ne sont pas les mêmes que les produits importés

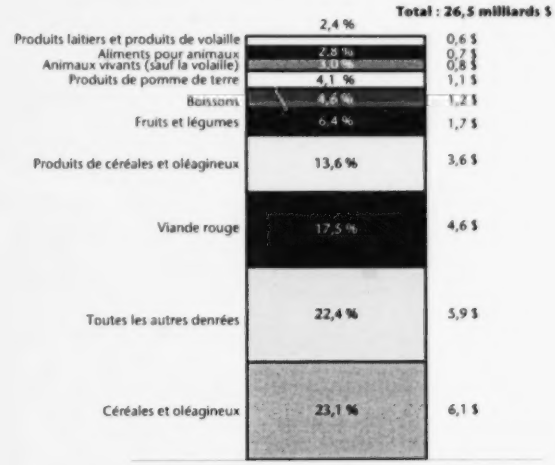
- **Les produits canadiens destinés à l'exportation sont variés.** Les céréales et les oléagineux et leurs produits représentent plus du tiers de la valeur totale des exportations agricoles et agroalimentaires.

  En général, les animaux vivants et la viande rouge représentent 25 % de ce total. En 2003, toutefois, la part des animaux vivants et de la viande rouge a chuté à 20 % et s'est maintenue à ce niveau en 2004.

  Les produits laitiers et les produits de la volaille représentent moins de 3 % de la valeur totale des exportations agricoles et agroalimentaires.

Graphique A2.8

Produits destinés à l'exportation, 2004



Source : Statistique Canada et AAC.

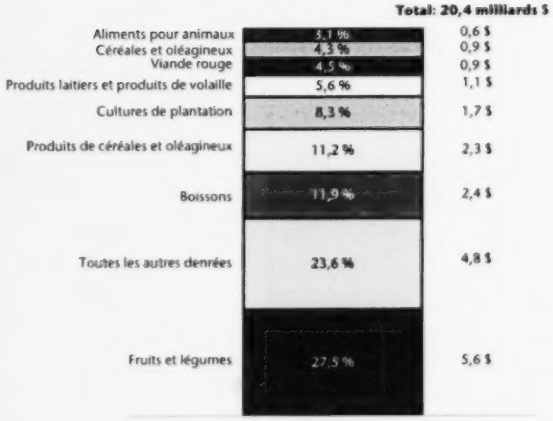
- **Les importations de denrées crues diffèrent des exportations.** Prenons par exemple les céréales. Les exportations de céréales du Canada se composent principalement de blé et d'orge, tandis que les importations de céréales du Canada se composent surtout de riz et de maïs.

  Par contre, les importations et les exportations visent les mêmes types de produits prêts à servir (p. ex., aliments cuits, soupes, mets préparés).

  En 2004, les fruits et les légumes représentaient la plus importante catégorie de produits importés (plus de 27 % de la valeur); les boissons, les céréales et les oléagineux formaient les catégories suivantes et détenaient chacune environ 11 % de la valeur.

Graphique A2.9

Produits importés, 2004



Source : Statistique Canada et AAC.

Les produits destinés à l'exportation ne sont pas les mêmes que les produits importés

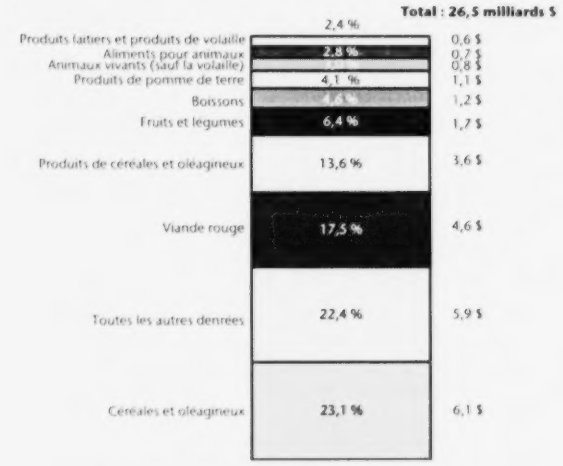
- **Les produits canadiens destinés à l'exportation sont variés.** Les céréales et les oléagineux et leurs produits représentent plus du tiers de la valeur totale des exportations agricoles et agroalimentaires.

  En général, les animaux vivants et la viande rouge représentent 25 % de ce total. En 2003, toutefois, la part des animaux vivants et de la viande rouge a chuté à 20 % et s'est maintenue à ce niveau en 2004.

  Les produits laitiers et les produits de la volaille représentent moins de 3 % de la valeur totale des exportations agricoles et agroalimentaires.

Graphique A2.8

Produits destinés à l'exportation, 2004



Source : Statistique Canada et AAC.

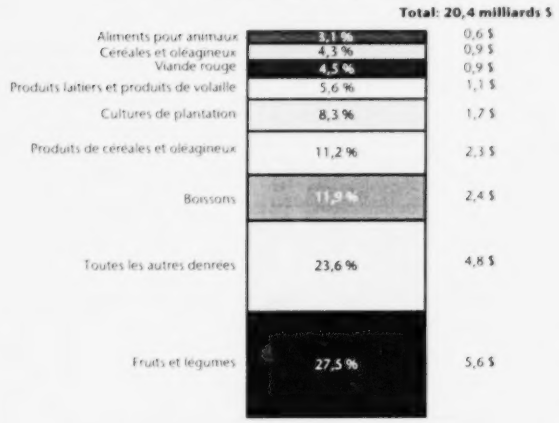
- **Les importations de denrées crues diffèrent des exportations.** Prenons par exemple les céréales. Les exportations de céréales du Canada se composent principalement de blé et d'orge, tandis que les importations de céréales du Canada se composent surtout de riz et de maïs.

  Par contre, les importations et les exportations visent les mêmes types de produits prêts à servir (p. ex., aliments cuits, soupes, mets préparés).

  En 2004, les fruits et les légumes représentaient la plus importante catégorie de produits importés (plus de 27 % de la valeur); les boissons, les céréales et les oléagineux formaient les catégories suivantes et détenaient chacune environ 11 % de la valeur.

Graphique A2.9

Produits importés, 2004



Source : Statistique Canada et AAC.

Les exportations de bœuf vivant et de viande de bœuf ont subi les contrecoups de l'ESB, mais la reprise est commencée

- **En mai 2003, beaucoup de pays, principalement les États-Unis, ont fermé leurs frontières à l'importation de ruminants vivants et de produits carnés en provenance du Canada; cette décision a eu des répercussions sur toute la chaîne d'approvisionnement nationale.**

L'annonce d'un deuxième cas d'ESB en Amérique du Nord a eu les mêmes répercussions sur les exportations de ruminants vivants en 2004. Les responsables des trois pays poursuivent l'harmonisation des politiques et des règlements visant à accélérer la reprise du commerce*.

La réouverture partielle des frontières américaines a signifié, jusqu'à un certain point, la reprise des ventes de viande rouge (viande désossée de bétail de moins de 30 mois, en septembre 2003, et viande non désossée de bétail de moins de 30 mois, en avril 2004).

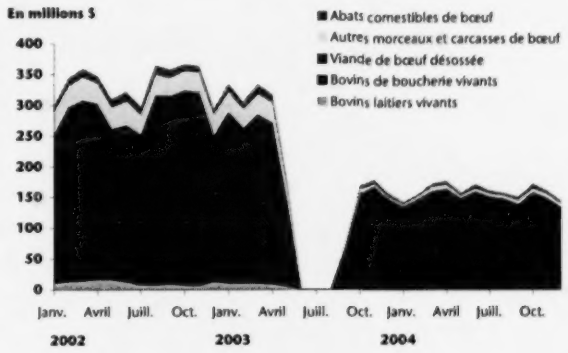
- **La crise liée à l'ESB en mai 2003 touche également les exportations de moutons et de chèvres. Malgré la levée partielle des restrictions sur les moutons et les chèvres de moins de 12 mois, les exportations ne se sont pas autant redressées que dans le secteur bovin, étant donné que la majorité des exportations concernent en général des animaux vivants.**

Les discussions visant la réouverture complète des frontières avec les États-Unis se poursuivent, de même que les négociations visant l'accès aux autres marchés étrangers.

Le maintien des restrictions sur le commerce entre le Canada et les États-Unis, qui visent les animaux plus âgés, a entraîné une chute des prix. Mais les marchés asiatiques ont offert à l'industrie du bétail un débouché important, celui des abats, comme la langue de bœuf, qui n'ont que peu de valeur sur les marchés intérieurs, et ont acheté ces produits à prix fort.

Graphique A2.10

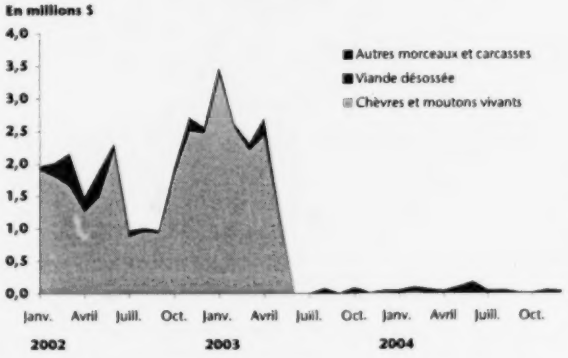
Exportations de bœuf et de viande de bœuf vers tous les pays, janvier 2002 à décembre 2004



Source : Statistique Canada et AAC.

Graphique A2.11

Exportations de chèvres et de moutons vivants et de produits de leur viande vers tous les pays, janvier 2002 à décembre 2004



Source : Statistique Canada et AAC.

*Au moment de l'impression (mai 2005), les États-Unis avaient ouvert leurs frontières à bon nombre de produits de bœuf canadien, et le Mexique avait ouvert ses frontières aux animaux vivants en provenance du Canada. Toutefois, le gouvernement américain attendait la fin de son processus de réglementation en vue de la reprise du commerce de bovins vivants avec le Canada, mais une décision judiciaire dans le Montana a différé la réouverture prévue le 7 mars 2005.

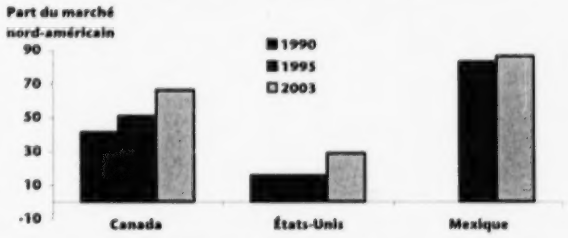
Le commerce se concentre de plus en plus sur les marchés nord américains

- **Le marché nord-américain est de mieux en mieux intégré;** le commerce agroalimentaire entre le Canada, les États-Unis et le Mexique est plus intense.

  Le Canada et le Mexique dépendent plus des exportations des pays de l'ALENA que les États-Unis.

Graphique A2.12

Part des exportations agricoles et agroalimentaires des pays de l'ALENA destinée aux autres pays de l'ALENA, 1990, 1995 et 2003



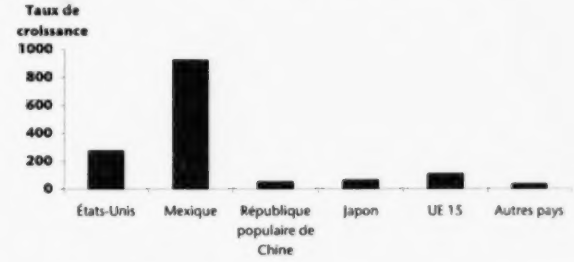
Source : Statistique Canada, Industrie Canada, Global Trade Atlas et AAC.

Nota : Les données de 1990 qui concernent le Mexique ne sont pas disponibles.

- Les exportations agricoles et agroalimentaires vers les États-Unis ont quasiment triplé depuis 1990; les exportations vers le Mexique sont neuf fois plus importantes.

Graphique A2.13

Croissance des exportations agricoles et agroalimentaires canadiennes par pays, 1990-2004



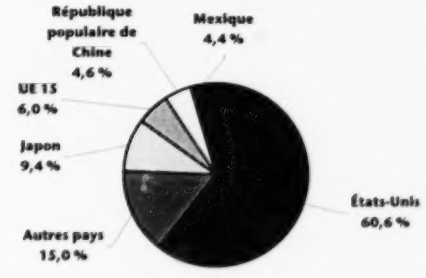
Source : Statistique Canada et AAC.

- **En 2004, les exportations agricoles et agroalimentaires vers les États-Unis représentaient 61 % du total canadien.** À titre de comparaison, cette proportion était de 63 % en 2003 et de 40 % en 1990. Le fléchissement observé par rapport à 2003 tient, en partie, à la fermeture des frontières américaines en raison de l'ESB.

  Le marché américain est particulièrement important en ce qui concerne les exportations de produits de consommation; 81 % des exportations totales de ces produits vont aux États-Unis.

Graphique A2.14

Destination des exportations agricoles et agroalimentaires canadiennes, 2004



Source : Statistique Canada et AAC.

Le commerce avec le reste du monde demeure stable

- **Depuis la fin des années 1990, les exportations agricoles et agroalimentaires dans le reste du monde fluctuent entre 8 et 9 milliards de dollars.**

  Après les États-Unis, c'est le Japon qui est le plus important acheteur de produits agricoles et agroalimentaires; sa part était de 9 % en 2004. Les pays de l'UE des 15 arrivent au troisième rang, leur part s'établissant à 6 % (voir le graphique A2.14).

Graphique A2.15

Exportations agricoles et agroalimentaires vers l'Amérique du Nord et les autres pays, 1990-2004

Source : Statistique Canada et AAC.

- **Les importations en provenance d'autres pays que les États-Unis et le Mexique ont plus que doublé depuis 1990; les importations en provenance des pays membres de l'ALENA ont quasiment triplé.**

Graphique A2.16

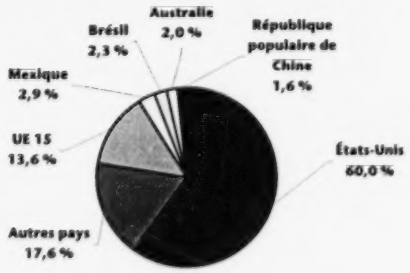
Importations agricoles et agroalimentaires en provenance de l'Amérique du Nord et des autres pays, 1990-2004

Source : Statistique Canada et AAC.

- **Après les États-Unis, ce sont les pays de l'UE des 15 qui fournissent la plus grande partie des importations agricoles et agroalimentaires du Canada,** soit près de 14 % des importations totales agricoles et agroalimentaires.

Graphique A2.17

Pays de provenance des importations agricoles et agroalimentaires canadiennes, 2004



Source : Statistique Canada et AAC.

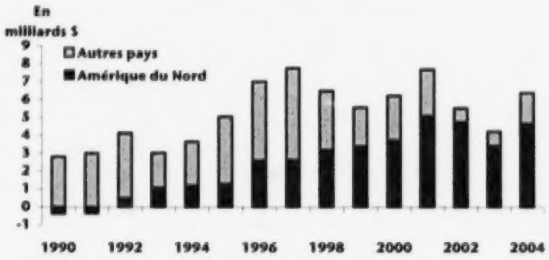
Le commerce agricole et agroalimentaire représente une part importante de l'excédent commercial du Canada

- **La croissance des importations agricoles et agroalimentaires est moins forte que celle des exportations; le solde commercial est donc positif.** L'excédent commercial pour ces produits a atteint 6,4 milliards de dollars en 2004, après une chute de deux ans.

  Même si le solde commercial pour ce qui est des pays de l'Amérique du Nord a augmenté de façon constante depuis le début des années 1990, le solde commercial visant tous les autres pays varie grandement d'une année à l'autre.

Graphique A2.18

Solde commercial du secteur agricole et agroalimentaire pour ce qui est des pays de l'Amérique du Nord et visant tous les autres pays, 1990-2004



Source : Statistique Canada et AAC.

- **En 2004, le solde commercial du secteur agricole et agroalimentaire représentait 10,7 % du solde commercial total du Canada visant tous les pays.** Ce solde commercial a fluctué au cours des années, atteignant jusqu'à 26 % en 1997 et 1998.
- En 2004, le solde commercial du secteur agricole et agroalimentaire était de 3,6 % du solde commercial total du Canada visant l'Amérique du Nord.

Graphique A2.19

Part de l'excédent commercial du secteur agricole et agroalimentaire par rapport au solde commercial total canadien, 1990-2004

Source : Statistique Canada et AAC.

- Le Canada connaît une situation de déficit commercial avec le reste du monde et ce déficit ne cesse de se creuser depuis le milieu des années 1990. L'excédent commercial du secteur agricole et agroalimentaire avec le reste du monde compense en partie ce déficit commercial.

Graphique A2.20

Compensation du déficit commercial total du Canada avec le reste du monde par l'excédent commercial du secteur agricole et agroalimentaire, 1990-2004

Source : Statistique Canada et AAC.

SECTION A3

Travail, capital et investissement

La main-d'œuvre du système agricole et agroalimentaire est diversifiée

- **L'agriculteur type est un homme âgé en moyenne de 51 ans.** Toutefois, le nombre d'agricultrices et de gérantes d'exploitation augmente. Le pourcentage d'agriculteurs détenant un diplôme d'études postsecondaires augmente également.

  L'effectif des exploitations agricoles est, de façon générale, composé de personnes des deux sexes qui arrivent à la fin de la trentaine.

Graphique A3.1
Caractéristiques des travailleurs de l'agriculture primaire, par type d'emploi, 1995 et 2000

	Âge moyen		Sexe (% d'hommes)		Scolarité (% d'employés détenant un diplôme d'études post-secondaires)	
	1995	2000	1995	2000	1995	2000
Exploitants agricoles et gestionnaires d'une exploitation agricole	50	51	77	74	28	32
Superviseurs d'exploitation agricole et spécialistes et ouvriers de l'élevage	39	38	69	63	31	35
Ouvriers agricoles	36	36	65	65	20	20
Moissonneurs	35	37	49	55	13	13
Opérateurs et gestionnaires de pépinière et de serre	43	44	52	56	46	47
Manœuvres de pépinière et de serre	35	35	55	44	26	23

Source : Statistique Canada.

Nota : Voir le glossaire des emplois.

- Dans le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac, l'employé type est un homme ou une femme à la fin de la trentaine ou au début de la quarantaine. Les superviseurs sont en général des hommes, et moins de la moitié d'entre eux détiennent un diplôme d'études postsecondaires. Les manœuvres sont moins scolarisés; il y a autant de femmes que d'hommes dans leurs rangs.

Graphique A3.2
Caractéristiques des travailleurs du secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac, par type d'emploi, 1995 et 2000

	Âge moyen		Sexe (% d'hommes)		Scolarité (% d'employés détenant un diplôme d'études post-secondaires)	
	1995	2000	1995	2000	1995	2000
Superviseurs, transformation des aliments, des boissons et du tabac	40	40	78	75	38	40
Opérateurs de machine et autres travailleurs, transformation des aliments, des boissons et du tabac	38	39	65	65	21	24
Manœuvres, transformation des aliments, des boissons et du tabac	36	37	52	48	18	19

Source : Statistique Canada.

Nota : Voir le glossaire des emplois.

Dans le secteur agricole et agroalimentaire, les hommes sont plus nombreux que les femmes; dans le secteur des services alimentaires, c'est le contraire

- **Dans le secteur de la vente alimentaire au détail et en gros, les hommes sont plus nombreux que dans d'autres secteurs de la vente au détail et en gros.**

  Tandis que l'effectif du secteur de la vente alimentaire au détail et en gros est généralement composé d'une majorité d'hommes, le nombre de femmes a pourtant augmenté. La proportion des hommes et des femmes dans d'autres secteurs non alimentaires demeure relativement stable.

Graphique A3.3

Caractéristiques de l'effectif de la vente au détail et en gros du secteur alimentaire, par type d'emploi, 1995 et 2000

	Âge moyen		Sexe (% d'hommes)		Scolarité (% d'employés détenant un diplôme d'études post-secondaires)	
	1995	2000	1995	2000	1995	2000
Opérateurs d'élévateur à grains	38	41	98	92	28	29
Boulangers et bouchers	36	37	61	57	31	29
Superviseurs, vente au détail*	37	36	46	45	37	34
Commis à la caisse*	29	29	14	14	24	22

Source : Statistique Canada.

Nota : Voir le glossaire des emplois.

*Les statistiques tiennent aussi compte du nombre de travailleurs des secteurs non alimentaires.

- Dans le secteur des services alimentaires, les femmes sont plus nombreuses dans les postes de niveau inférieur, tels que commis aux comptoirs alimentaires, aides cuisiniers.

Graphique A3.4

Caractéristiques de l'effectif du secteur du service alimentaire, par type d'emploi, 1995 et 2000

	Âge moyen		Sexe (% d'hommes)		Scolarité (% d'employés détenant un diplôme d'études post-secondaires)	
	1995	2000	1995	2000	1995	2000
Directeurs, restauration et services d'alimentation*	40	41	57	53	41	42
Superviseurs, services d'alimentation	34	31	37	34	40	31
Chefs et cuisiniers	35	35	55	57	29	30
Personnel du service des aliments et boissons	30	29	23	23	28	27
Commis aux comptoirs alimentaires, aides cuisiniers et emplois connexes	26	28	28	35	16	15

Source : Statistique Canada.

Nota : Voir le glossaire des emplois.

*Les statistiques tiennent aussi compte des directeurs des services d'hébergement.

La main-d'œuvre du système agricole et agroalimentaire est diversifiée

- **L'agriculteur type est un homme âgé en moyenne de 51 ans.** Toutefois, le nombre d'agricultrices et de gérantes d'exploitation augmente. Le pourcentage d'agriculteurs détenant un diplôme d'études postsecondaires augmente également.

  L'effectif des exploitations agricoles est, de façon générale, composé de personnes des deux sexes qui arrivent à la fin de la trentaine.

Graphique A3.1
Caractéristiques des travailleurs de l'agriculture primaire, par type d'emploi, 1995 et 2000

	Âge moyen		Sexe (% d'hommes)		Scolarité (% d'employés détenant un diplôme d'études post-secondaires)	
	1995	2000	1995	2000	1995	2000
Exploitants agricoles et gestionnaires d'une exploitation agricole	50	51	77	74	28	32
Superviseurs d'exploitation agricole et spécialistes et ouvriers de l'élevage	39	38	69	63	31	35
Ouvriers agricoles	36	36	65	65	20	20
Moissonneurs	35	37	49	35	13	13
Opérateurs et gestionnaires de pépinière et de serre	43	44	52	56	46	47
Manœuvres de pépinière et de serre	35	35	55	44	26	23

Source : Statistique Canada

Nota : Voir le glossaire des emplois.

- Dans le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac, l'employé type est un homme ou une femme à la fin de la trentaine ou au début de la quarantaine. Les superviseurs sont en général des hommes, et moins de la moitié d'entre eux détiennent un diplôme d'études postsecondaires. Les manœuvres sont moins scolarisés; il y a autant de femmes que d'hommes dans leurs rangs.

Graphique A3.2
Caractéristiques des travailleurs du secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac, par type d'emploi, 1995 et 2000

	Âge moyen		Sexe (% d'hommes)		Scolarité (% d'employés détenant un diplôme d'études post-secondaires)	
	1995	2000	1995	2000	1995	2000
Superviseurs, transformation des aliments, des boissons et du tabac	40	40	78	75	38	40
Opérateurs de machine et autres travailleurs, transformation des aliments, des boissons et du tabac	38	39	65	65	27	24
Manœuvres, transformation des aliments, des boissons et du tabac	36	37	52	48	18	19

Source : Statistique Canada

Nota : Voir le glossaire des emplois.

Dans le secteur agricole et agroalimentaire, les hommes sont plus nombreux que les femmes; dans le secteur des services alimentaires, c'est le contraire

- **Dans le secteur de la vente alimentaire au détail et en gros, les hommes sont plus nombreux que dans d'autres secteurs de la vente au détail et en gros.**

  Tandis que l'effectif du secteur de la vente alimentaire au détail et en gros est généralement composé d'une majorité d'hommes, le nombre de femmes a pourtant augmenté. La proportion des hommes et des femmes dans d'autres secteurs non alimentaires demeure relativement stable.

Graphique A3.3

Caractéristiques de l'effectif de la vente au détail et en gros du secteur alimentaire, par type d'emploi, 1995 et 2000

	Âge moyen		Sexe (% d'hommes)		Scolarité (% d'employés détenant un diplôme d'études post-secondaires)	
	1995	2000	1995	2000	1995	2000
Opérateurs d'élévateur à grains	38	41	98	92	28	29
Boulangers et bouchers	36	37	61	57	31	29
Superviseurs, vente au détail*	37	36	46	45	37	34
Commis à la caisse*	29	29	14	14	24	22

Source : Statistique Canada

Nota : Voir le glossaire des emplois.

*Les statistiques tiennent aussi compte du nombre de travailleurs des secteurs non alimentaires.

- Dans le secteur des services alimentaires, les femmes sont plus nombreuses dans les postes de niveau inférieur, tels que commis aux comptoirs alimentaires, aides cuisiniers.

Graphique A3.4

Caractéristiques de l'effectif du secteur du service alimentaire, par type d'emploi, 1995 et 2000

	Âge moyen		Sexe (% d'hommes)		Scolarité (% d'employés détenant un diplôme d'études post-secondaires)	
	1995	2000	1995	2000	1995	2000
Directeurs, restauration et services d'alimentation*	40	41	57	53	41	42
Superviseurs, services d'alimentation	34	33	37	34	40	33
Chefs et cuisiniers	35	35	55	57	29	30
Personnel du service des aliments et boissons	30	29	23	23	28	27
Commis aux comptoirs alimentaires, aides cuisiniers et emplois connexes	26	28	28	35	16	15

Source : Statistique Canada

Nota : Voir le glossaire des emplois.

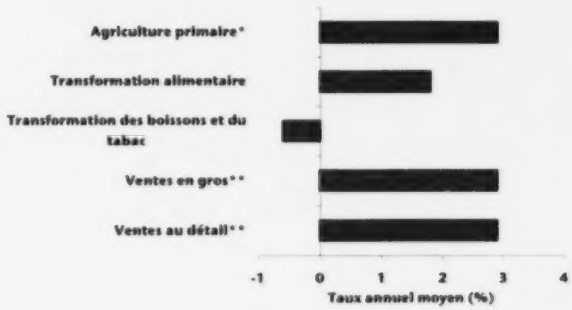
*Les statistiques tiennent aussi compte des directeurs des services d'hébergement.

L'agriculture primaire conserve une croissance de la productivité modérée malgré un ralentissement de la croissance économique au Canada

- **Entre 1997 et 2003, la moyenne annuelle de la productivité multifactorielle pour ce qui est de l'agriculture primaire et de la transformation alimentaire était de 3 % et de 2 %, respectivement.**

Graphique A3.5

Croissance de la productivité multifactorielle dans le système agricole et agroalimentaire, 1997-2003



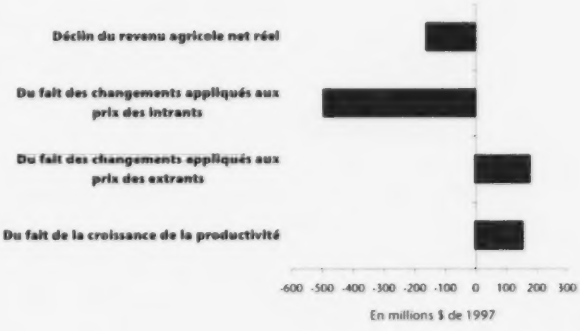
Source : Statistique Canada.

Nota : *Y compris les secteurs de la foresterie, de la pêche et de la chasse.
**En intégrant la vente au détail et en gros des produits alimentaires et non alimentaires.

- **Tandis que la croissance du revenu a été positive pendant de nombreuses années au cours des deux dernières décennies, le revenu agricole net réel du Canada a chuté.** Ce déclin du revenu agricole net réel peut être attribué aux changements des prix des extrants et des intrants et à la productivité totale des facteurs. Entre 1984 et 2003, la baisse moyenne annuelle du revenu agricole net de 493 millions de dollars s'explique par la hausse des dépenses agricoles. La croissance moyenne de la productivité totale des facteurs et des prix moyens des extrants avoisinait respectivement 156 millions de dollars et 178 millions de dollars. Bien que la croissance de la productivité totale des facteurs et des prix moyens des extrants ait été positive, celle-ci a été insuffisante pour compenser la hausse des prix des intrants, entraînant ainsi une baisse du revenu agricole net réel annuel établi à 159 millions de dollars.

Graphique A3.6

Décomposition de la croissance du revenu agricole net au Canada, 1984-2003



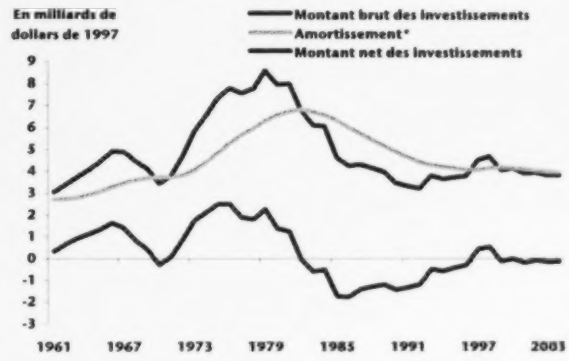
Source : Calculs d'AAC.

Dans le secteur de l'agriculture primaire, le capital social diminue depuis les années 1980

- **À la fin des années 1980, l'agriculture primaire est entrée dans une ère de rationalisation qui succédait à la croissance rapide des investissements observée dans les années 1970.**

  La diminution des investissements est due à plusieurs facteurs. Le plus important est lié à la chute marquée du prix des denrées qui s'ajoutait à l'augmentation des taux d'intérêt et à la restructuration des modes de production agricole. Les exploitations agricoles se sont regroupées, ce qui a permis une utilisation plus efficiente des machines et de l'équipement et, en conséquence, des gains importants au chapitre de la productivité.

Graphique A3.7
Investissements visant l'agriculture primaire, 1961-2004



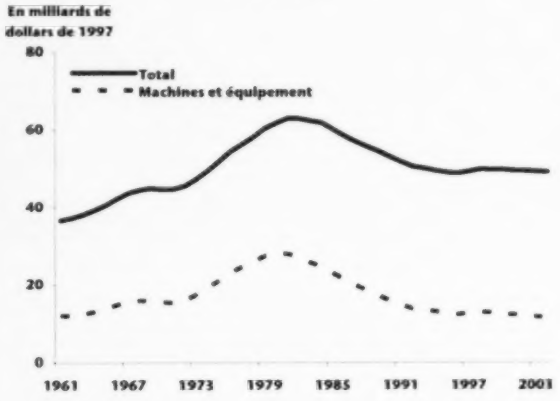
Source : Statistique Canada.

Nota : * Amortissement géométrique (infini).

- **La diminution du capital social dans le secteur de l'agriculture primaire a surtout visé les machines et l'équipement agricoles.** Depuis le milieu des années 1990, la valeur totale du capital social s'est maintenue à environ 50 milliards de dollars (en dollars de 1997), et celle des machines et de l'équipement, à environ 12 milliards de dollars (en dollars de 1997).

  En ce qui concerne le capital social du secteur de l'agriculture primaire, le cycle des investissements aux États-Unis est comparable à celui du Canada.

Graphique A3.8
Capital social de l'agriculture primaire, 1961-2004



Source : Statistique Canada.

Les investissements étrangers directs (IED) sont en croissance

- **Les investissements étrangers directs (IED) représentent une source de capitaux essentielle à la croissance du système agricole et agroalimentaire.** Les IED profitent à la fois aux entreprises qui investissent et aux pays visés par les investissements. Ils donnent à l'entreprise qui investit un accès aux marchés et la possibilité de réaliser des économies d'échelle. Le pays hôte profite du transfert de technologies et d'une concurrence accrue qui peuvent se traduire par une baisse des prix des aliments pour les consommateurs.

  Par exemple, des détaillants en alimentation et des entreprises de transformation de produits alimentaires d'envergure internationale qui investissent au Canada utiliseront leurs propres systèmes d'approvisionnement, de distribution et de mise en marché et auront accès au marché nord-américain.

- **L'IED de sources américaines accumulé au Canada dans le secteur de la transformation alimentaire a plus que doublé depuis 1990; il représente maintenant environ les trois quarts des IED dans ce secteur.** Ces données masquent l'importance réelle de l'IED de sources américaines. Les statistiques officielles sur les IED ne tiennent pas compte du réinvestissement des bénéfices dans les installations de production canadiennes.

- La forte augmentation de l'IED accumulé des pays autres que les États-Unis dans le domaine de la transformation des boissons, observée entre 1995 et 2003, est due en partie à l'achat de Seagram par Vivendi SA et de Labatt par Interbrew de Belgique.

Graphique A3.9

Principaux détaillants en alimentation internationaux possédant des installations au Canada, 2004

Rang mondial	Entreprise	Ventes mondiales (en milliards $US)
1	Magasins Wal-Mart, États-Unis	244,5
7	Costco, États-Unis	38,0
11	Safeway, États-Unis	32,4
13	Ito-Yokado, Japon	27,2

Source : Supermarket News, SN Global Top 25.

Graphique A3.10

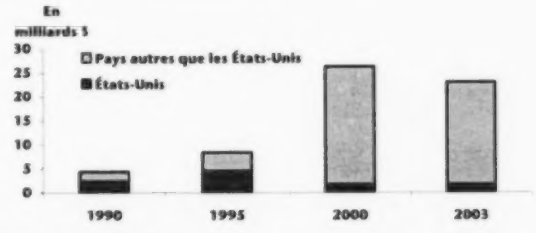
IED accumulé dans le secteur de la transformation alimentaire au Canada, par pays investisseur, 1990-2003

Source : Statistique Canada et AAC.

Nota : Système de classification CTI-C.

Graphique A3.11

IED accumulé dans le secteur de la transformation des boissons au Canada, par pays investisseur, 1990-2003



Source : Statistique Canada et AAC.

Nota : Système de classification CTI-C.

Les investissements à l'étranger soutiennent les objectifs internationaux du système

- **Des entreprises canadiennes s'étendent aussi à l'étranger en y apportant leur technologie et leurs modes de gestion.** Ces investissements sont souvent essentiels à l'accroissement des débouchés sur les marchés internationaux.

  Par exemple, McCain Foods possède plus de 55 installations de production, sur six continents.[4]

Graphique A3.12

Situation géographique des installations internationales de McCain Foods, 2004

Entreprise	Situation géographique des installations internationales
McCain Foods	Argentine
	Australie
	Belgique
	France
	Mexique
	Pays-Bas
	Nouvelle-Zélande
	Pologne
	Afrique du Sud
	Royaume-Uni
	États-Unis

- **L'investissement à l'étranger se concentre de plus en plus sur le marché américain.** L'investissement direct vers les États-Unis, accumulé dans le secteur de la transformation alimentaire, a augmenté de 2,5 milliards de dollars depuis 1990.

  Les activités du Canada dans le domaine de la transformation alimentaire s'étendent rapidement au-delà du marché nord-américain; l'investissement étranger à destination des autres pays a doublé l'année passée.

Graphique A3.13

Investissement étranger accumulé dans le domaine de la transformation alimentaire, par pays de destination, 1990-2003

Source : Statistique Canada et AAC.

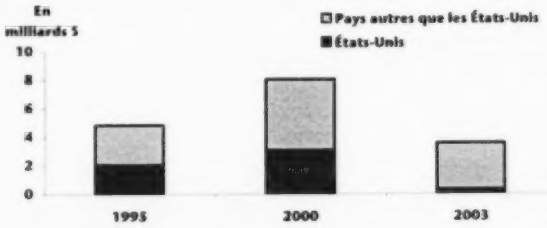
Nota : Système de classification CTI-C.

- **Le secteur de la transformation des boissons s'est aussi étendu au-delà du marché nord américain.**

  Toutefois, la fusion entre Molson et Coors entraînera la baisse de l'ensemble des investissements étrangers accumulés en 2005.

Graphique A3.14

Investissement étranger accumulé dans le domaine de la transformation des boissons, par pays de destination, 1995-2003



Source : Statistique Canada et AAC.

Nota : Système de classification CTI-C.

Les investissements étrangers directs (IED) sont en croissance

- **Les investissements étrangers directs (IED) représentent une source de capitaux essentielle à la croissance du système agricole et agroalimentaire.** Les IED profitent à la fois aux entreprises qui investissent et aux pays visés par les investissements. Ils donnent à l'entreprise qui investit un accès aux marchés et la possibilité de réaliser des économies d'échelle. Le pays hôte profite du transfert de technologies et d'une concurrence accrue qui peuvent se traduire par une baisse des prix des aliments pour les consommateurs.

  Par exemple, des détaillants en alimentation et des entreprises de transformation de produits alimentaires d'envergure internationale qui investissent au Canada utiliseront leurs propres systèmes d'approvisionnement, de distribution et de mise en marché et auront accès au marché nord-américain.

- **L'IED de sources américaines accumulé au Canada dans le secteur de la transformation alimentaire a plus que doublé depuis 1990; il représente maintenant environ les trois quarts des IED dans ce secteur.** Ces données masquent l'importance réelle de l'IED de sources américaines. Les statistiques officielles sur les IED ne tiennent pas compte du réinvestissement des bénéfices dans les installations de production canadiennes.

- La forte augmentation de l'IED accumulé des pays autres que les États-Unis dans le domaine de la transformation des boissons, observée entre 1995 et 2003, est due en partie à l'achat de Seagram par Vivendi SA et de Labatt par Interbrew de Belgique.

Graphique A3.9

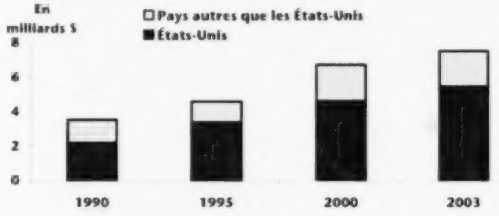
Principaux détaillants en alimentation internationaux possédant des installations au Canada, 2004

Rang mondial	Entreprise	Ventes mondiales (en milliards $US)
1	Magasins Wal-Mart, États-Unis	244,5
7	Costco, États-Unis	38,0
11	Safeway, États-Unis	32,4
13	Ito-Yokado, japon	27,2

Source : Supermarket News, SN Global Top 25.

Graphique A3.10

IED accumulé dans le secteur de la transformation alimentaire au Canada, par pays investisseur, 1990-2003

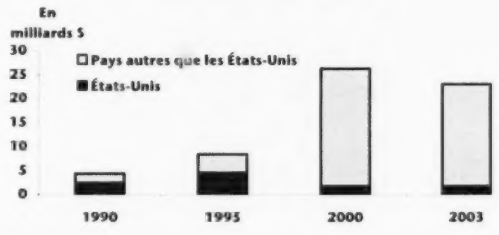


Source : Statistique Canada et AAC.

Nota : Système de classification CTI-C.

Graphique A3.11

IED accumulé dans le secteur de la transformation des boissons au Canada, par pays investisseur, 1990-2003



Source : Statistique Canada et AAC.

Nota : Système de classification CTI-C.

Les investissements à l'étranger soutiennent les objectifs internationaux du système

- **Des entreprises canadiennes s'étendent aussi à l'étranger en y apportant leur technologie et leurs modes de gestion.** Ces investissements sont souvent essentiels à l'accroissement des débouchés sur les marchés internationaux.

  Par exemple, McCain Foods possède plus de 55 installations de production, sur six continents.[4]

Graphique A3.12

Situation géographique des installations internationales de McCain Foods, 2004

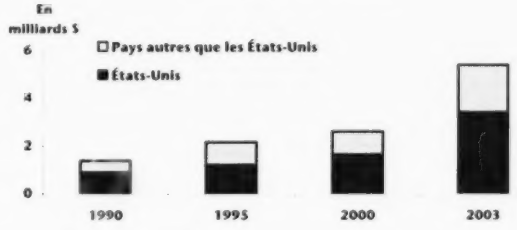
Entreprise	Situation géographique des installations internationales
McCain Foods	Argentine
	Australie
	Belgique
	France
	Mexique
	Pays-Bas
	Nouvelle-Zélande
	Pologne
	Afrique du Sud
	Royaume-Uni
	États-Unis

- **L'investissement à l'étranger se concentre de plus en plus sur le marché américain.** L'investissement direct vers les États-Unis, accumulé dans le secteur de la transformation alimentaire, a augmenté de 2,5 milliards de dollars depuis 1990.

  Les activités du Canada dans le domaine de la transformation alimentaire s'étendent rapidement au-delà du marché nord-américain; l'investissement étranger à destination des autres pays a doublé l'année passée.

Graphique A3.13

Investissement étranger accumulé dans le domaine de la transformation alimentaire, par pays de destination, 1990-2003



Source : Statistique Canada et AAC.

Nota : Système de classification CTI-C.

- **Le secteur de la transformation des boissons s'est aussi étendu au-delà du marché nord américain.**

  Toutefois, la fusion entre Molson et Coors entrainera la baisse de l'ensemble des investissements étrangers accumulés en 2005.

Graphique A3.14

Investissement étranger accumulé dans le domaine de la transformation des boissons, par pays de destination, 1995-2003

Source : Statistique Canada et AAC.

Nota : Système de classification CTI-C.

SECTION A4

Innovation

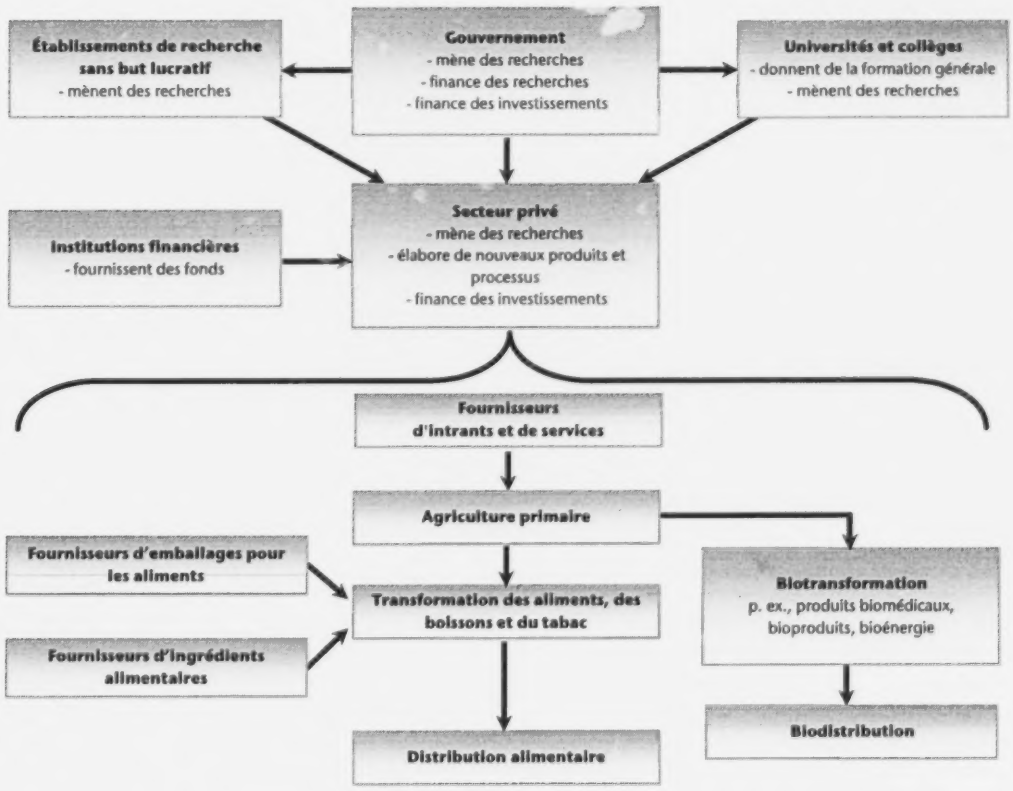
L'innovation a contribué à rendre le système agricole et agroalimentaire très productif

- **L'innovation est une stratégie concurrentielle clé du secteur agricole et agroalimentaire.** Elle comporte l'introduction d'éléments nouveaux qui créent de la valeur. Il peut s'agir d'un nouveau produit, d'un nouveau processus ou même d'une nouvelle manière d'organiser, de financer ou de gérer une entreprise.

  L'innovation, dans le système agricole et agroalimentaire, ne se limite pas à la chaîne d'approvisionnement traditionnelle; elle touche aussi d'autres intervenants de l'industrie, comme les fournisseurs d'ingrédients et d'emballages pour les aliments et les industries de biotransformation.

  Les institutions financières, les investisseurs providentiels, les investisseurs en capital risque, les universités et les collèges ainsi que les gouvernements fédéral et provinciaux ont aussi un rôle clé à jouer dans le système d'innovation.

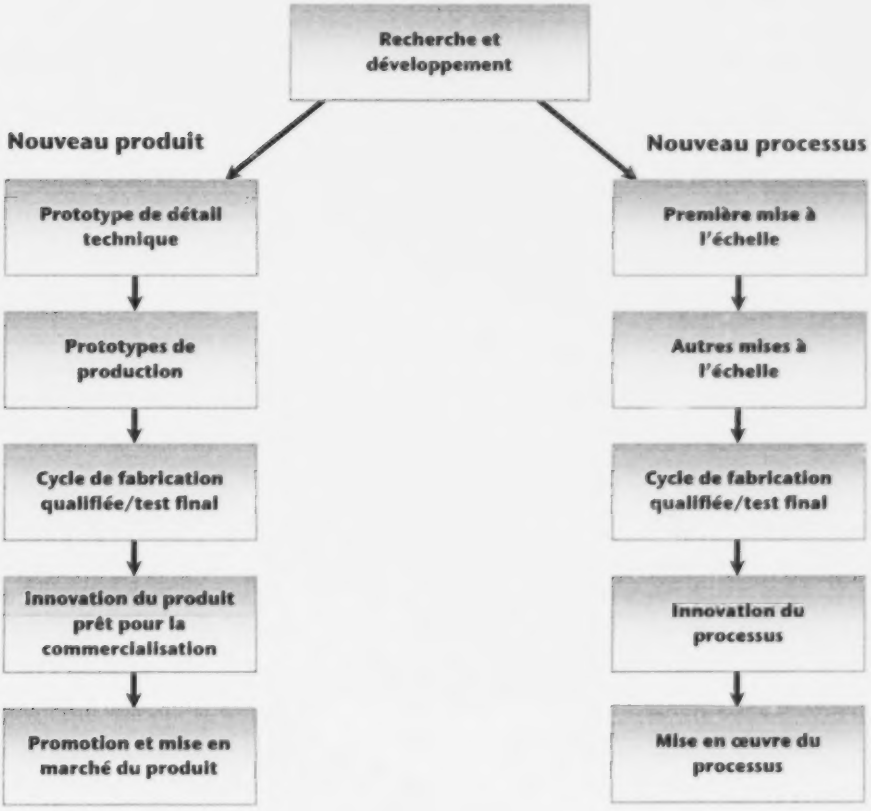
Graphique A4.1
Le système d'innovation du secteur agricole et agroalimentaire



L'innovation ne se limite pas à la recherche et au développement (R-D)

- **La R-D n'est que le début d'un processus d'innovation complexe et souvent très risqué qui,** à partir des résultats de laboratoire, consiste à créer des maquettes de produits et de technologies et à les soumettre à des tests de production.

Graphique A4.2
Étapes de l'innovation dans le secteur agricole et agroalimentaire



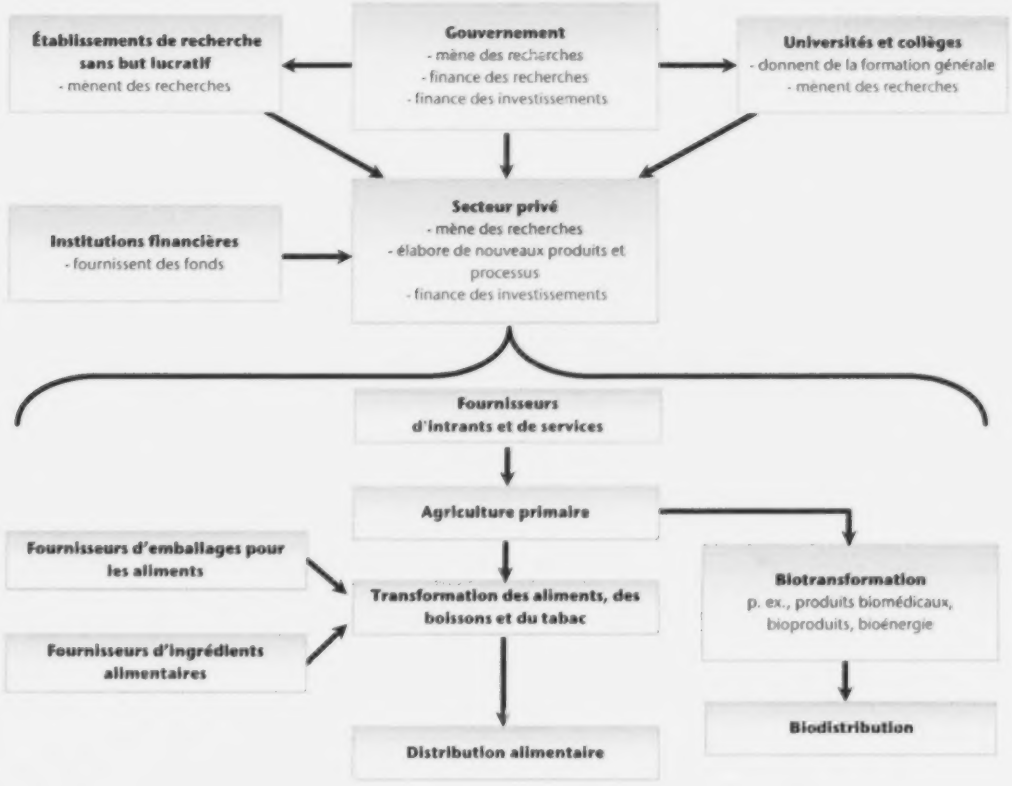
L'innovation a contribué à rendre le système agricole et agroalimentaire très productif

- **L'innovation est une stratégie concurrentielle clé du secteur agricole et agroalimentaire.** Elle comporte l'introduction d'éléments nouveaux qui créent de la valeur. Il peut s'agir d'un nouveau produit, d'un nouveau processus ou même d'une nouvelle manière d'organiser, de financer ou de gérer une entreprise.

  L'innovation, dans le système agricole et agroalimentaire, ne se limite pas à la chaîne d'approvisionnement traditionnelle; elle touche aussi d'autres intervenants de l'industrie, comme les fournisseurs d'ingrédients et d'emballages pour les aliments et les industries de biotransformation.

  Les institutions financières, les investisseurs providentiels, les investisseurs en capital risque, les universités et les collèges ainsi que les gouvernements fédéral et provinciaux ont aussi un rôle clé à jouer dans le système d'innovation.

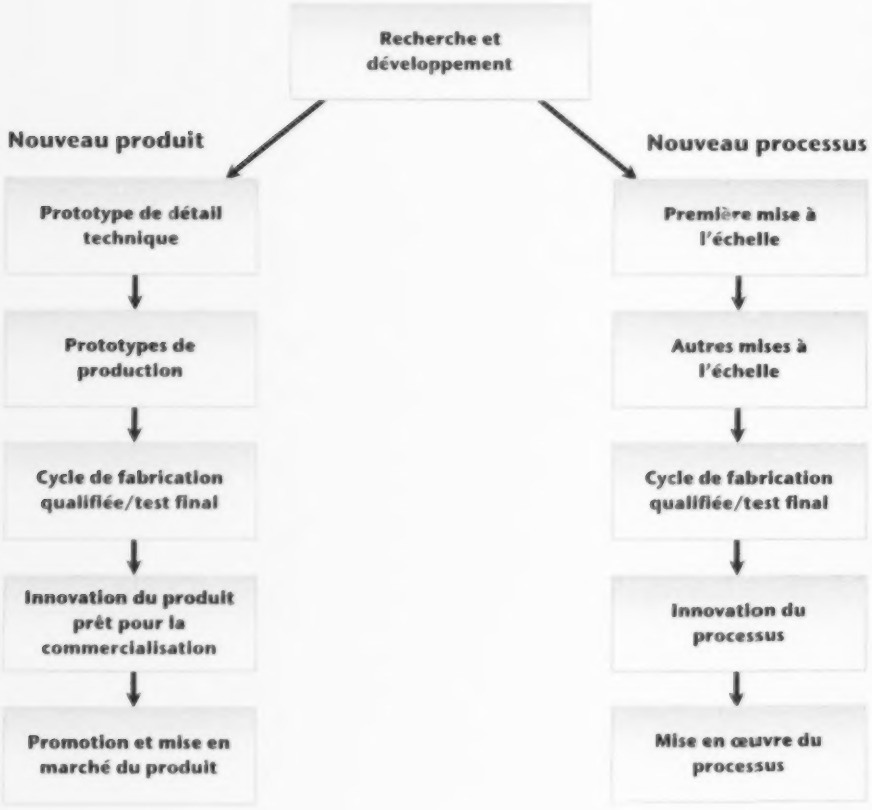
Graphique A4.1
Le système d'innovation du secteur agricole et agroalimentaire



L'innovation ne se limite pas à la recherche et au développement (R-D)

- **La R-D n'est que le début d'un processus d'innovation complexe et souvent très risqué qui,** à partir des résultats de laboratoire, consiste à créer des maquettes de produits et de technologies et à les soumettre à des tests de production.

Graphique A4.2
Étapes de l'innovation dans le secteur agricole et agroalimentaire



Les dépenses en R-D augmentent, mais restent plus faibles que dans le secteur de la fabrication générale

- **Au fil du temps, les dépenses en R-D du secteur agricole et agroalimentaire ont augmenté.**

  Entre 1980 et 2003, les dépenses en R-D consacrées au secteur de l'agriculture primaire ont augmenté, passant de 4,2 millions de dollars à 93,0 millions de dollars.

  La croissance des dépenses en R-D dans le secteur de la transformation des aliments est relativement faible; elle a augmenté seulement de 62 % pendant la même période.

Graphique A4.3

Dépenses en R-D du secteur privé dans le secteur agroalimentaire, 1980, 1990 et 2003

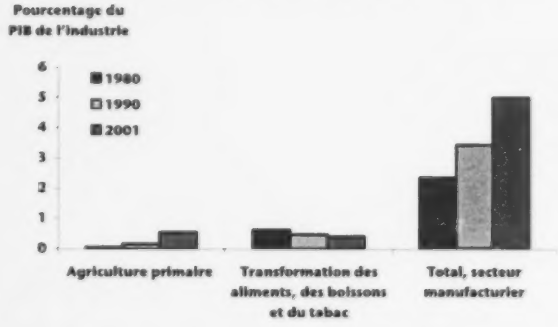
Source : Statistique Canada.

Nota : 1) Les données de 2003 sont préliminaires.
2) Comprend toutes les dépenses en R-D du secteur privé, quelle que soit la source des fonds (autofinancement, subventions ou contrats du gouvernement ou d'autres entreprises).

- **La valeur des dépenses en R-D du secteur agricole et agroalimentaire est beaucoup plus faible que celle du secteur de la fabrication générale.**

Graphique A4.4

Dépenses en R-D du secteur privé par rapport au PIB, 1980, 1990 et 2001



Source : Statistique Canada.

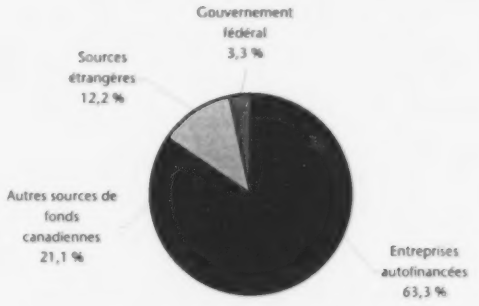
Nota : Comprend toutes les dépenses en R-D du secteur privé, quelle que soit la source des fonds (autofinancement, subventions ou contrats du gouvernement ou d'autres entreprises).

Les gouvernements assument une bonne partie des dépenses des entreprises privées visant l'innovation

- **Les gouvernements fédéral et provinciaux canadiens accordent des subventions et des contributions au secteur privé pour la R-D.** Ils mènent eux-mêmes des recherches et soutiennent les activités de R-D d'universités et d'établissements de recherche à but non lucratif. On trouvera à la section C une analyse plus poussée du financement en R-D des gouvernements.

Graphique A4.5

Sources du financement des dépenses en R-D des industries privées visant l'agriculture primaire, 2002



Source : Statistique Canada.

Nota : 1) Ces données visent aussi la foresterie, la pêche et la chasse.
2) Les autres sources canadiennes comprennent les autres entreprises et les gouvernements provinciaux.

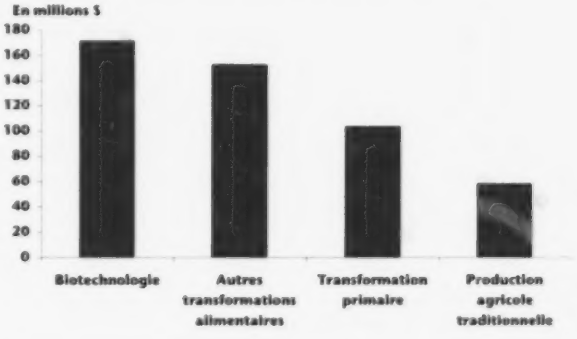
- **Le capital de risque visant spécifiquement le secteur agricole et agroalimentaire provient généralement beaucoup plus du gouvernement que de l'industrie privée.** Une bonne partie du financement gouvernemental vise à favoriser le développement économique[5].

  Depuis 1996, le secteur agricole et agroalimentaire a reçu près de 500 millions de dollars en capital de risque, dont 40 millions de dollars dans les trois premiers trimestres de 2003.

  Le financement du capital de risque vise surtout les activités biotechnologiques, par exemple, le développement de biopesticides, les organismes génétiquement modifiés (OGM), les nutraceutiques et les produits pharmaceutiques pour les humains et les animaux.

Graphique A4.6

Investissement de capital de risque visant les entreprises liées à l'agriculture, par secteur, janvier 1996-septembre 2003



Source : MacDonald and Associates, 2002.

SECTION B

Les composantes du système agricole et agroalimentaire

SECTION B1

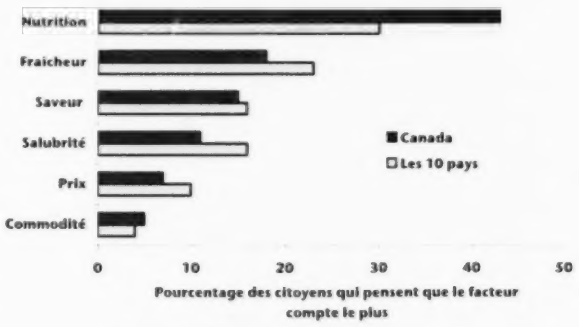
Consommateurs

Les consommateurs se sentent concernés par la nutrition

- **Les consommateurs au Canada et dans les autres pays prennent un certain nombre de facteurs en compte lorsqu'ils décident d'acheter un produit alimentaire, y compris la valeur nutritionnelle, la fraîcheur, la salubrité, la saveur et le prix des aliments**.

  En comparaison avec d'autres pays, les recherches menées par GlobeScan Inc. révèlent que les Canadiens considèrent généralement la nutrition comme le facteur le plus important et le prix et la salubrité comme les facteurs les moins importants lors de leurs choix alimentaires[6].

Graphique B1.1
Facteur principal pour les consommateurs dans le choix d'aliments, 2003



Source : GlobeScan Inc., « Food Issues Monitor » 2003.

Nota : Les 10 pays sont : l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Mexique, le Royaume-Uni et les États-Unis.

- **La plupart des Canadiens sont très confiants envers le système de réglementation des aliments au Canada et ils sont convaincus qu'un tel système les protégera des maladies d'origine alimentaire**[7].

  Les personnes préoccupées par les questions de salubrité des aliments sont moins nombreuses au Canada que dans les autres pays. Toutefois, un pourcentage assez important de Canadiens (66 %) sont toujours préoccupés par l'altération et l'empoisonnement des aliments, la pollution et la contamination bactérienne[8].

Graphique B1.2
Préoccupations des consommateurs quant à la salubrité des aliments, 2003

Pourcentage des citoyens qui sont très préoccupés		
	Les 10 pays	Canada
Altération ou empoisonnement	70 %	66 %
Pollution	61 %	56 %
Contamination bactérienne	58 %	54 %
Maladie animale	58 %	54 %
Pesticides chimiques	56 %	53 %
Hormones	54 %	49 %
Antibiotiques	44 %	38 %
OGM	42 %	38 %

Source : GlobeScan Inc., « Food Issues Monitor » 2003.

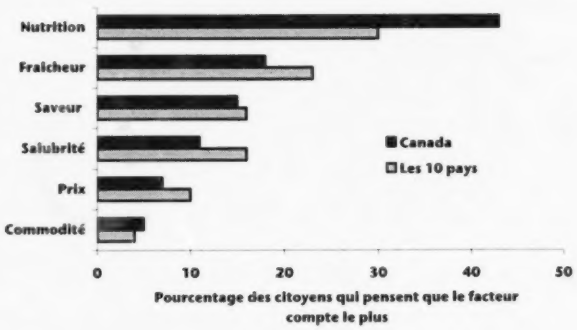
Nota : Les 10 pays sont : l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Mexique, le Royaume-Uni et les États-Unis.

Les consommateurs se sentent concernés par la nutrition

- **Les consommateurs au Canada et dans les autres pays prennent un certain nombre de facteurs en compte lorsqu'ils décident d'acheter un produit alimentaire, y compris la valeur nutritionnelle, la fraîcheur, la salubrité, la saveur et le prix des aliments.**

  En comparaison avec d'autres pays, les recherches menées par GlobeScan Inc. révèlent que les Canadiens considèrent généralement la nutrition comme le facteur le plus important et le prix et la salubrité comme les facteurs les moins importants lors de leurs choix alimentaires[6].

Graphique B1.1
Facteur principal pour les consommateurs dans le choix d'aliments, 2003



Source : GlobeScan Inc., « Food Issues Monitor » 2003.

Nota : Les 10 pays sont : l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Mexique, le Royaume-Uni et les États-Unis.

- **La plupart des Canadiens sont très confiants envers le système de réglementation des aliments au Canada et ils sont convaincus qu'un tel système les protégera des maladies d'origine alimentaire**[7].

  Les personnes préoccupées par les questions de salubrité des aliments sont moins nombreuses au Canada que dans les autres pays. Toutefois, un pourcentage assez important de Canadiens (66 %) sont toujours préoccupés par l'altération et l'empoisonnement des aliments, la pollution et la contamination bactérienne[8].

Graphique B1.2
Préoccupations des consommateurs quant à la salubrité des aliments, 2003

Pourcentage des citoyens qui sont très préoccupés		
	Les 10 pays	Canada
Altération ou empoisonnement	70 %	66 %
Pollution	61 %	56 %
Contamination bactérienne	58 %	54 %
Maladie animale	58 %	54 %
Pesticides chimiques	56 %	53 %
Hormones	54 %	49 %
Antibiotiques	44 %	38 %
OGM	42 %	38 %

Source : GlobeScan Inc., « Food Issues Monitor » 2003.

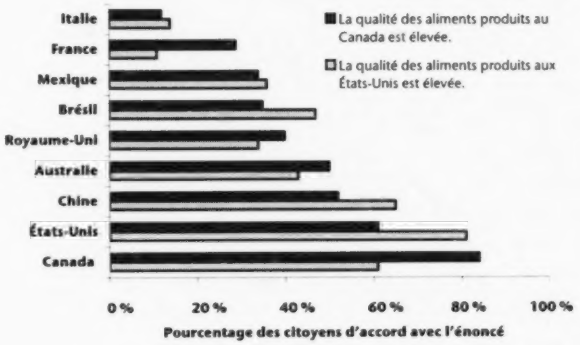
Nota : Les 10 pays sont : l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Mexique, le Royaume-Uni et les États-Unis.

La production alimentaire canadienne a une bonne réputation parmi les consommateurs internationaux, notamment du fait qu'elle respecte l'environnement

- **En général, les consommateurs internationaux ont une meilleure perception des aliments produits au Canada que de ceux produits aux États-Unis.**

  L'enquête internationale menée par GlobeScan révèle qu'en moyenne, la majorité de la population australienne, britannique et française considère que la qualité des produits alimentaires canadiens est supérieure à celle des produits alimentaires américains. Une majorité de personnes, en Italie et au Mexique, considèrent que la qualité alimentaire est élevée dans les deux pays.

Graphique B1.3
Classement du Canada et des États-Unis par les autres pays en termes de qualité des aliments produits, 2003

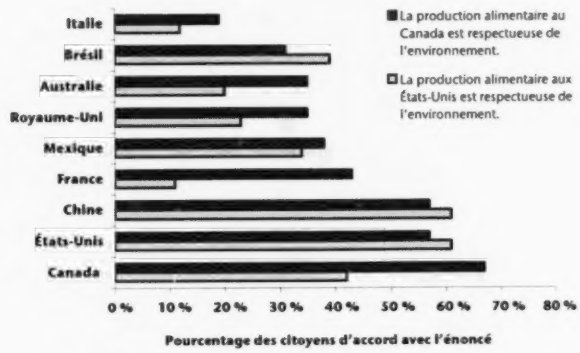


Source : GlobeScan Inc., « Food Issues Monitor » 2003.

- **Les consommateurs internationaux classent également les aliments canadiens en très bonne position du fait de l'utilisation de méthodes de production respectueuses de l'environnement.**

  Dans la plupart des pays sondés, à l'exception de la Chine et du Brésil, une majorité de personnes considèrent que la production alimentaire au Canada est plus respectueuse de l'environnement que celle des États-Unis.

Graphique B1.4
Classement du Canada et des États-Unis par les autres pays en termes de production respectueuse de l'environnement, 2003



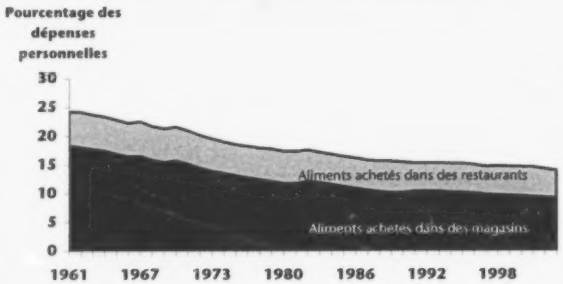
Source : GlobeScan Inc., « Food Issues Monitor » 2003.

Pour le Canadien moyen, les aliments sont de plus en plus abordables

- **La part des dépenses personnelles consacrées aux achats alimentaires diminue depuis 40 ans.**

  La tendance est le résultat de la baisse de la part des aliments achetés dans les magasins, tandis que la part des dépenses personnelles consacrées aux achats d'aliments dans les restaurants est restée identique.

Graphique B1.5
Part des dépenses personnelles consacrées par les Canadiens à l'alimentation, 1961-2003

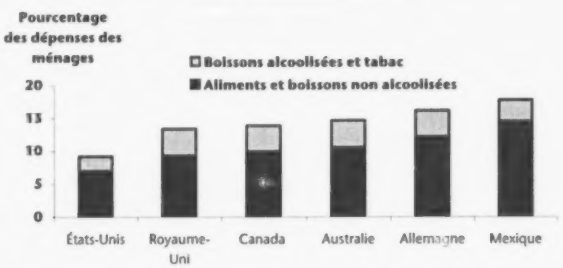


Source : Statistique Canada et AAC.

- **En 2002, la part des dépenses consacrées par les ménages aux aliments et aux boissons non alcoolisées au Canada était à peine inférieure à 10 %; les boissons alcoolisées et le tabac représentaient 4 % des dépenses.**

  Parmi les pays de l'OCDE sélectionnés, le Canada se situe au troisième rang des parts des dépenses les plus basses consacrées par les ménages aux aliments, aux boissons et au tabac, derrière les États-Unis avec 9 % et le Royaume-Uni avec 13 %.

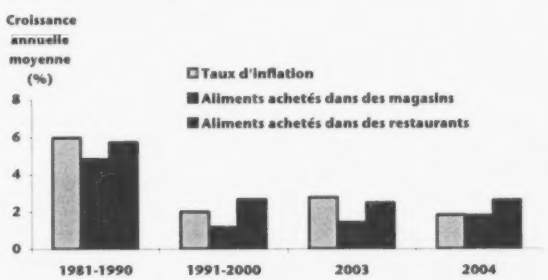
Graphique B1.6
Part des dépenses consacrées par les ménages aux aliments, aux boissons et au tabac dans les pays de l'OCDE sélectionnés, 2002



Source : OCDE.

- **Au cours des 25 dernières années, la hausse du prix des aliments au détail est restée généralement inférieure à l'inflation; cependant la hausse des prix des services alimentaires a égalé et parfois même été supérieure à l'inflation.**

Graphique B1.7
Indice des prix à la consommation pour les aliments et l'ensemble des biens et services, 1981-2004



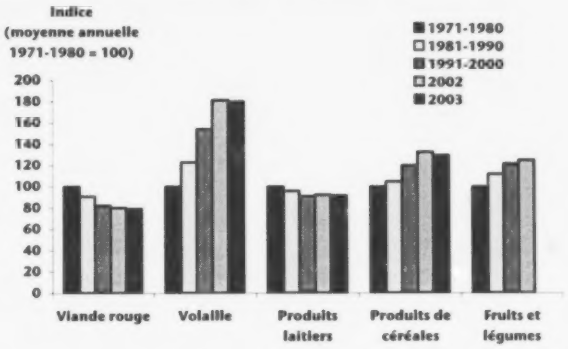
Source : Statistique Canada et AAC.

Le régime du Canadien moyen change au fil du temps

- **Par rapport aux années 1970, on mange moins de viande rouge, mais plus de volaille, de produits céréaliers et de fruits et légumes.**

  Bien que la consommation de viande rouge par tête soit en baisse constante, la consommation de bœuf par tête a augmenté de 5 % en 2003, du fait de la baisse des prix du bœuf et afin de soutenir les producteurs de bœuf canadiens anéantis par la crise de l'ESB.

Graphique B1.8
Disparition des aliments par tête, par groupe alimentaire principal, 1971-2003



Source : Statistique Canada et AAC.

Nota : Les données relatives à la disparition des fruits et des légumes en 2003 ne sont pas disponibles.

- **Le Canadien moyen consomme davantage de farine de blé, de lait de consommation, de fruits et de légumes frais que l'Américain moyen; il consomme cependant beaucoup moins de viande et de succédanés de viande, tels que les œufs et le fromage.**

  Par exemple, alors que l'Américain moyen consomme environ 100 kg de bœuf, de porc et de volaille et 251 œufs par an, le Canadien moyen consomme 81 kg de bœuf, de porc et de volaille et 190 œufs par an.

  Les Canadiens boivent plus de café et de thé que les Américains, mais moins de boissons gazeuses.

Graphique B1.9
Comparaison entre la disparition des aliments par tête au Canada et aux États-Unis, par denrée, 2001

	Canada	États-Unis
Boeuf (kg)	22	30
Porc (kg)	22	23
Poulet (kg)	32	40
Dindon (kg)	4	8
Oeufs (nombre)	190	251
Lait de consommation (litre)	87	83
Fromage (kg)	12	14
Fruits frais (kg)	61	54
Légumes frais (kg)	142	120
Farine de blé (kg)	72	64
Huiles et gras (kg)	31	32
Boissons gazeuses (litre)	114	185
Café (litre)	102	92
Thé (litre)	73	31

Source : Statistique Canada et « USDA, Economic Research Service ».

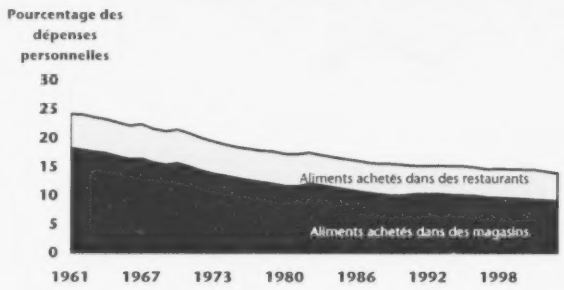
Nota : Les données sur les huiles et les graisses pour les États-Unis correspondent à l'année 2000.

Pour le Canadien moyen, les aliments sont de plus en plus abordables

- **La part des dépenses personnelles consacrées aux achats alimentaires diminue depuis 40 ans.**

  La tendance est le résultat de la baisse de la part des aliments achetés dans les magasins, tandis que la part des dépenses personnelles consacrées aux achats d'aliments dans les restaurants est restée identique.

Graphique B1.5
Part des dépenses personnelles consacrées par les Canadiens à l'alimentation, 1961-2003

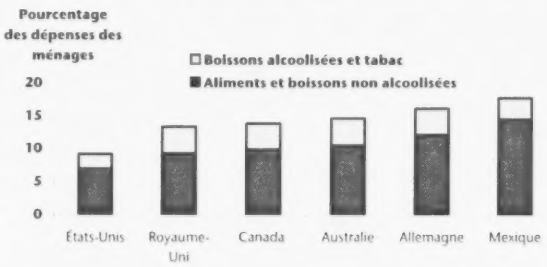


Source : Statistique Canada et AAC.

- **En 2002, la part des dépenses consacrées par les ménages aux aliments et aux boissons non alcoolisées au Canada était à peine inférieure à 10 %; les boissons alcoolisées et le tabac représentaient 4 % des dépenses.**

  Parmi les pays de l'OCDE sélectionnés, le Canada se situe au troisième rang des parts des dépenses les plus basses consacrées par les ménages aux aliments, aux boissons et au tabac, derrière les États-Unis avec 9 % et le Royaume-Uni avec 13 %.

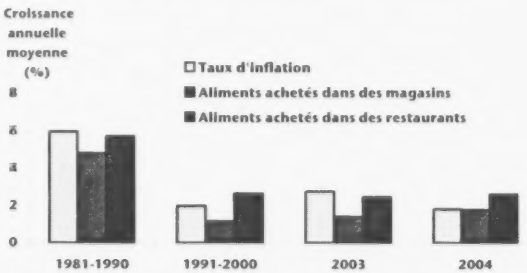
Graphique B1.6
Part des dépenses consacrées par les ménages aux aliments, aux boissons et au tabac dans les pays de l'OCDE sélectionnés, 2002



Source : OCDE.

- **Au cours des 25 dernières années, la hausse du prix des aliments au détail est restée généralement inférieure à l'inflation; cependant la hausse des prix des services alimentaires a égalé et parfois même été supérieure à l'inflation.**

Graphique B1.7
Indice des prix à la consommation pour les aliments et l'ensemble des biens et services, 1981-2004



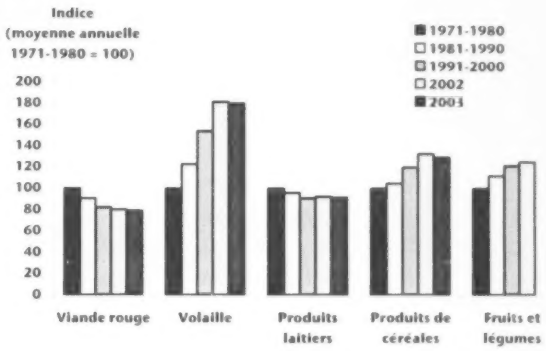
Source : Statistique Canada et AAC.

Le régime du Canadien moyen change au fil du temps

- **Par rapport aux années 1970, on mange moins de viande rouge, mais plus de volaille, de produits céréaliers et de fruits et légumes.**

  Bien que la consommation de viande rouge par tête soit en baisse constante, la consommation de bœuf par tête a augmenté de 5 % en 2003, du fait de la baisse des prix du bœuf et afin de soutenir les producteurs de bœuf canadiens anéantis par la crise de l'ESB.

Graphique B1.8
Disparition des aliments par tête, par groupe alimentaire principal, 1971-2003



Source : Statistique Canada et AAC.

Nota : Les données relatives à la disparition des fruits et des légumes en 2003 ne sont pas disponibles.

- **Le Canadien moyen consomme davantage de farine de blé, de lait de consommation, de fruits et de légumes frais que l'Américain moyen; il consomme cependant beaucoup moins de viande et de succédanés de viande, tels que les œufs et le fromage.**

  Par exemple, alors que l'Américain moyen consomme environ 100 kg de bœuf, de porc et de volaille et 251 œufs par an, le Canadien moyen consomme 81 kg de bœuf, de porc et de volaille et 190 œufs par an.

  Les Canadiens boivent plus de café et de thé que les Américains, mais moins de boissons gazeuses.

Graphique B1.9
Comparaison entre la disparition des aliments par tête au Canada et aux États-Unis, par denrée, 2001

	Canada	États-Unis
Boeuf (kg)	22	30
Porc (kg)	22	23
Poulet (kg)	32	40
Dindon (kg)	4	8
Oeufs (nombre)	190	251
Lait de consommation (litre)	87	83
Fromage (kg)	12	14
Fruits frais (kg)	61	54
Légumes frais (kg)	142	120
Farine de blé (kg)	72	64
Huiles et gras (kg)	31	32
Boissons gazeuses (litre)	114	185
Café (litre)	102	92
Thé (litre)	73	31

Source : Statistique Canada et « USDA, Economic Research Service ».

Nota : Les données sur les huiles et les graisses pour les États-Unis correspondent à l'année 2000.

SECTION B2

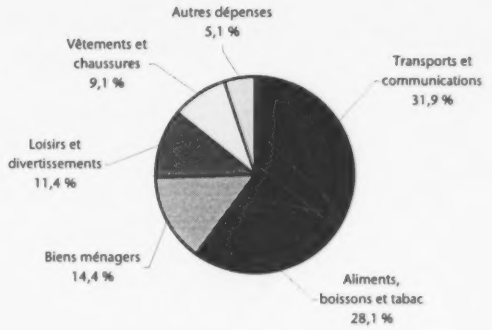
Distribution alimentaire
(vente au détail ou en gros et service alimentaire)

La distribution alimentaire est une composante majeure du secteur canadien des biens et des services de consommation

- **En 2003, les Canadiens ont consacré près de 127 milliards de dollars (soit 18 % des dépenses personnelles totales) aux aliments, aux boissons et au tabac achetés dans des magasins (92 milliards de dollars) et dans les services alimentaires (35 milliards de dollars).**

  Les dépenses consacrées aux aliments, aux boissons et au tabac se situent au deuxième rang en importance des dépenses de biens de consommation.

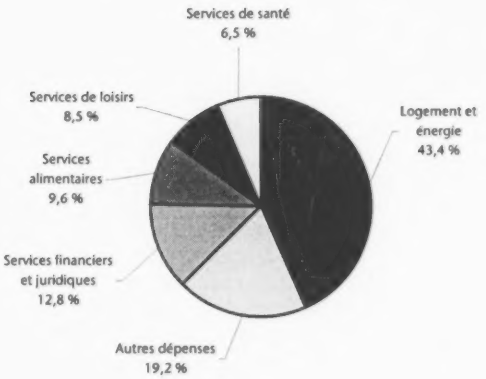
Graphique B2.1
Dépenses personnelles consacrées aux biens, 2003



Source : Statistique Canada.

- **Les dépenses consacrées aux services alimentaires sont arrivées au troisième rang en importance des dépenses de services de consommation.**

Graphique B2.2
Dépenses personnelles consacrées aux services, 2003



Source : Statistique Canada.

Dans le domaine de l'alimentation, les activités de vente au détail s'internationalisent, se regroupent et prennent de plus en plus d'importance

- **Au cours de la dernière décennie, les commerces se sont organisés de façon beaucoup plus rationnelle;** leur taille a augmenté.

  Bien que le nombre absolu des commerces d'alimentation diminue, les chaînes multiplient le nombre de leurs succursales et de leurs franchisés au Canada. En 2004, Loblaws possédait environ 1 030 succursales ou magasins franchisés et Sobeys en possédait environ 1 310.

Graphique B2.3
Nombre de magasins d'alimentation au Canada et ventes moyennes, 1990-2003

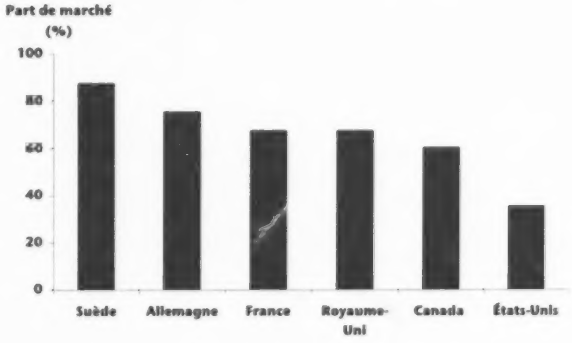
Source : Canadian Grocer, Statistique Canada et AAC.

Nota : Les données de 2003 sont des estimations.

- **Les cinq plus grands détaillants en alimentation au Canada génèrent environ 60 % des ventes alimentaires nationales, contre 50 % il y a dix ans, tandis que la part des magasins indépendants est passée de 47 % à 39 % pendant la même période.**

  Certains pays d'Europe présentent un niveau de concentration de magasins d'alimentation au détail plus élevé que le Canada; aux États-Unis, ce niveau est plus faible. Cependant, dans certaines régions des États-Unis, la concentration des activités de vente au détail du secteur de l'alimentation est souvent élevée.

Graphique B2.4
Part de marché des cinq plus importants détaillants en alimentation de certains pays, 1997-1999



Source : Calculs d'AAC basés sur des données de Dobson Consulting (1999) et de l'USDA.

Les détaillants en alimentation canadiens partagent les rangs des principaux détaillants en alimentation d'Amérique du Nord

- Loblaws, Sobeys et Metro se situent aux 10e, 18e et 30e rangs des ventes, respectivement, dans la liste des « 75 principaux détaillants en alimentation d'Amérique du Nord » établie par Supermarket News.

  Loblaws, Sobeys et Metro se situent également parmi les principaux détaillants internationaux de fournitures de tout genre, aux 53e, 78e et 153e rangs, respectivement, dans la liste des « 200 principaux détaillants internationaux » établie par Deloitte.

Graphique B2.5
The Ranking of Canadian Food Retailers, 2004

Nom du détaillant en alimentation	Ventes (en milliards $US)	Principales bannières	Classement dans la liste des « 75 principaux détaillants en alimentation d'Amérique du Nord » établie par Supermarket News	Classement dans la liste des « 200 principaux détaillants internationaux » établie par Deloitte
Loblaws Companies Ltd.	16,2	Loblaws; Atlantic Superstore; Fortinos; Provigo, Your Independent Grocer; Zehrs Markets	10	53
Sobeys	7,0	Sobeys; IGA, Price Choppers	18	78
Metro	3,5	Metro; Marche Richelieu; Super C; Loeb	30	153
Overwaitea Food Group	2,0	Overwaitea Foods, Save-On-Foods, Urban Fare	48	s/o

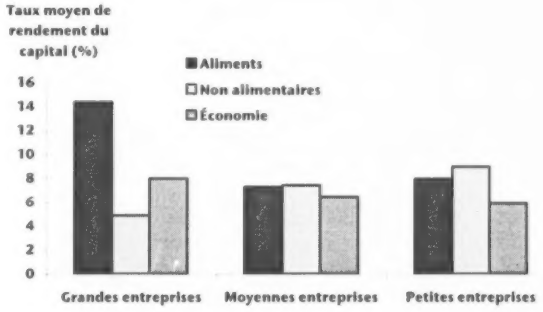
Source : Supermarket News (2004) and Deloitte (2004).

- **Les grands détaillants en alimentation font des économies d'échelle.**

  Les grands détaillants en alimentation gagnent en moyenne près de trois fois les taux de rendement; il en est de même pour les grands détaillants dans d'autres secteurs.

  Les détaillants en alimentation de taille moyenne touchent généralement des taux de rendement identiques à ceux de leurs homologues dans d'autres secteurs, tandis que les petits détaillants en alimentation touchent des taux de rendement à peine inférieurs à ceux de leurs homologues dans d'autres secteurs.

Graphique B2.6
Taux moyens de rendement des grandes, moyennes et petites entreprises de vente au détail, 1990-1998



Source : Harper et Burroughs (2003), Smith et Trant (2003) et Harper et Smith (2001).

Nota : Les grandes entreprises de vente au détail génèrent des ventes de 100 millions de dollars ou plus; les entreprises de taille moyenne génèrent des ventes de 10 millions de dollars à 99,9 millions de dollars; les petites entreprises génèrent des ventes de moins de 10 millions de dollars.

Les détaillants en alimentation canadiens partagent les rangs des principaux détaillants en alimentation d'Amérique du Nord

- Loblaws, Sobeys et Metro se situent aux 10e, 18e et 30e rangs des ventes, respectivement, dans la liste des « 75 principaux détaillants en alimentation d'Amérique du Nord » établie par Supermarket News.

  Loblaws, Sobeys et Metro se situent également parmi les principaux détaillants internationaux de fournitures de tout genre, aux 53e, 78e et 153e rangs, respectivement, dans la liste des « 200 principaux détaillants internationaux » établie par Deloitte.

Graphique B2.5
The Ranking of Canadian Food Retailers, 2004

Nom du détaillant en alimentation	Ventes (en milliards $US)	Principales bannières	Classement dans la liste des « 75 principaux détaillants en alimentation d'Amérique du Nord » établie par Supermarket News	Classement dans la liste des « 200 principaux détaillants internationaux » établie par Deloitte
Loblaws Companies Ltd.	16,2	Loblaws; Atlantic Superstore; Fortinos; Provigo, Your Independent Grocer; Zehrs Markets	10	53
Sobeys	7,0	Sobeys; IGA, Price Choppers	18	78
Metro	3,5	Metro; Marché Richelieu; Super C; Loeb	30	153
Overwaitea Food Group	2,0	Overwaitea Foods, Save-On-Foods, Urban Fare	48	s/o

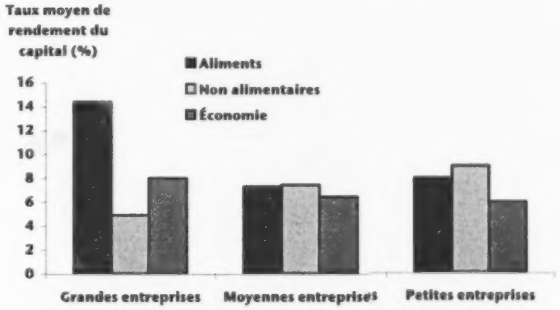
Source : Supermarket News (2004) and Deloitte (2004).

- **Les grands détaillants en alimentation font des économies d'échelle.**

  Les grands détaillants en alimentation gagnent en moyenne près de trois fois les taux de rendement; il en est de même pour les grands détaillants dans d'autres secteurs.

  Les détaillants en alimentation de taille moyenne touchent généralement des taux de rendement identiques à ceux de leurs homologues dans d'autres secteurs, tandis que les petits détaillants en alimentation touchent des taux de rendement à peine inférieurs à ceux de leurs homologues dans d'autres secteurs.

Graphique B2.6
Taux moyens de rendement des grandes, moyennes et petites entreprises de vente au détail, 1990-1998



Source : Harper et Burroughs (2003), Smith et Trant (2003) et Harper et Smith (2001).

Nota : Les grandes entreprises de vente au détail génèrent des ventes de 100 millions de dollars ou plus; les entreprises de taille moyenne génèrent des ventes de 10 millions de dollars à 99,9 millions de dollars; les petites entreprises génèrent des ventes de moins de 10 millions de dollars.

Les lignes de démarcation entre la vente au détail alimentaire et non alimentaire, la vente en gros d'aliments et la transformation alimentaire se brouillent

- **La distinction entre les détaillants alimentaires et non alimentaires est de moins en moins nette,** étant donné que les grands magasins, les pharmacies et les stations-service vendent de plus en plus d'articles alimentaires, tandis que les détaillants et les grossistes en alimentation traditionnels étoffent leur assortiment non alimentaire.

Graphique B2.7
Part des différents canaux de vente au détail alimentaire, 2002

	%
Supermarchés (magasins d'alimentation)	80,1
Magasins de marchandises diverses	9,7
Magasins d'alimentation spécialisée	7,3
Pharmacies	1,4
Stations-service	1,0
Autres commerces	0,3

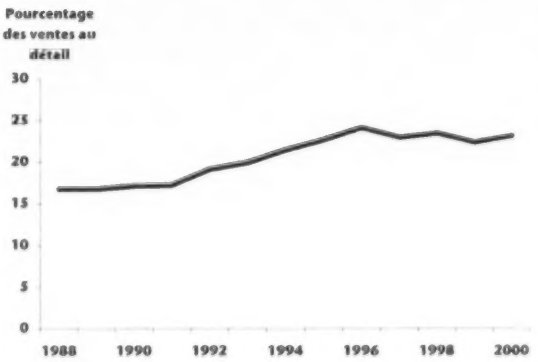
Source : Statistique Canada, L'observateur économique canadien, décembre 2003.

- **Il est également de plus en plus difficile de faire la distinction entre la vente au détail alimentaire et les industries en amont.**

  Les activités de vente au détail et en gros d'aliments sont largement intégrées et les grands détaillants exercent également des activités de grossiste.

  De plus en plus de détaillants en alimentation utilisent des marques maison afin de mieux répondre aux préoccupations des consommateurs relativement au coût ou à la qualité et pour mieux différencier leurs produits.

Graphique B2.8
Pénétration des marques maison, 1988-2000



Source : Rapport de Canadian Grocer, 2002, et Globe and Mail, 1998.

La plupart des repas sont encore pris à la maison, mais le service alimentaire est une composante grandissante des dépenses des ménages

- **Près de 70 % des repas au Canada sont préparés et pris à la maison.** Environ 10 % des repas pris au Canada proviennent des services d'alimentation commerciaux.

Graphique B2.9
Endroits où les Canadiens prennent leurs repas, 2003

	% des repas
Repas pris à la maison, achetés chez un détaillant	67
Repas pris au restaurant	8
Repas sautés	8
Repas préparés à la maison et pris ailleurs	7
Tous les autres repas pris ailleurs qu'à la maison	7
Repas pris à la maison, achetés au restaurant	2
Repas pris à la maison, substituts de repas pris à la maison	1

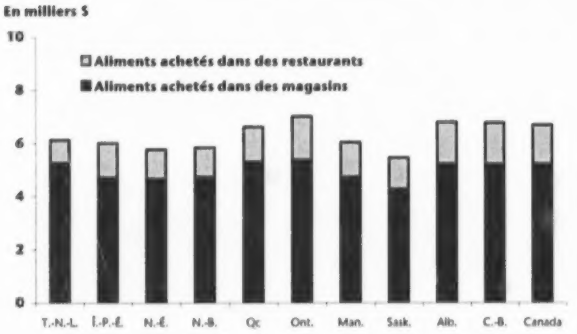
Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires. (tiré du rapport sur les habitudes alimentaires au Canada publié en 2003 par NPD Group Canada Inc.).

- **La famille moyenne canadienne va au restaurant pour prendre un repas ou un casse-croûte environ 500 fois par an et y dépense environ un cinquième des dépenses totales consacrées par les ménages à l'alimentation**[9].

  Les résidents de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et de l'Ontario sont ceux qui consacrent la plus grande part de leurs dépenses alimentaires dans les restaurants par rapport aux résidents des autres provinces.

  La taxe de vente provinciale ne justifie pas ces différences, puisque les provinces n'appliquent pas de taxe de vente provinciale sur les repas pris dans les restaurants, à l'exception de l'Alberta et de l'Ontario, où seuls les repas d'un coût inférieur à 4 $ sont exemptés.

Graphique B2.10
Dépenses consacrées par les ménages à l'alimentation, par province, 2002



Source : Statistique Canada et AAC.

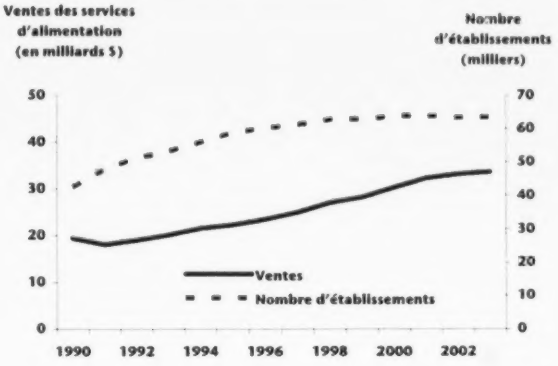
Nota : Les aliments achetés dans les magasins comprennent les pensions versées aux ménages privés.

Au fil du temps, les ventes des services alimentaires augmentent

- **Les ventes des services d'alimentation commerciaux ont augmenté de plus de 70 % depuis 1990, tandis que le nombre d'établissements s'est stabilisé au niveau du milieu des années 1990.**

  En 2003, on comptait environ 63 500 établissements de services d'alimentation commerciaux au Canada, dont un tiers en Ontario.

Graphique B2.11
Ventes des services d'alimentation et nombre d'établissements commerciaux, 1990-2003



Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires et Statistique Canada.

- **Lorsque les Canadiens mangent à l'extérieur, ils préfèrent les restaurants à service complet plutôt que ceux à service restreint.** Près de la moitié des ventes des services d'alimentation commerciaux se font dans les restaurants à service complet.

  Les autres établissements et les services d'alimentation non commerciaux génèrent environ 22 % des ventes totales des services alimentaires.

Graphique B2.12
Part de marché des services d'alimentation, 2004

	%
Services d'alimentation commerciaux	**78**
Restaurants à service complet	39
Restaurants à service restreint	28
Traiteurs sociaux et contractuels	6
Brasseries et boîtes de nuit	5
Autres services d'alimentation et services non commerciaux	**22**
Services d'alimentation des établissements d'hébergement	10
Restauration collective	6
Services d'alimentation au détail	2
Autres services d'alimentation	4

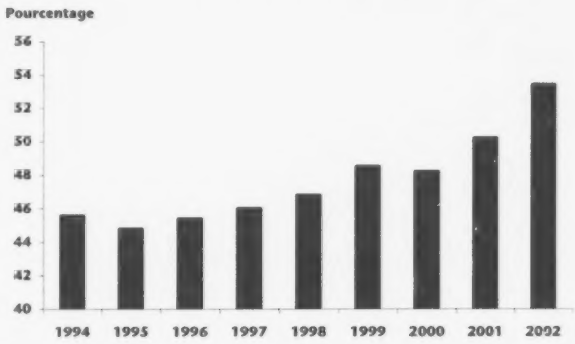
Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires.

Les services alimentaires sont de plus en plus concentrés, mais une bonne proportion de commerces sont restés indépendants

- **Le secteur des services d'alimentation commerciaux reste passablement fragmenté : 63 % des établissements appartiennent à un propriétaire indépendant plutôt qu'à une chaîne.** La concentration est toutefois de plus en plus forte, parce que les chaînes de restauration poursuivent leur expansion.

  En 2002, les 50 principales entreprises de services d'alimentation détenaient 53 % des ventes du secteur commercial; c'est une augmentation de sept points de pourcentage par rapport à 1994.

Graphique B2.13
Part des ventes des services d'alimentation commerciaux des 50 principales entreprises de services d'alimentation, 1994-2002



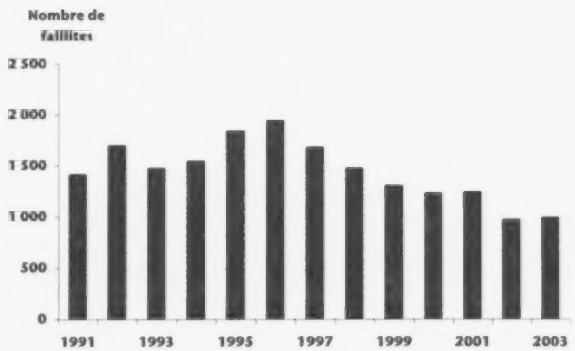
Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires.

- **Les faillites des restaurants étaient en légère hausse en 2003, du fait en partie du ralentissement économique.**

  Selon l'Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires, le pourcentage de marge bénéficiaire pour les exploitants des services alimentaires s'élève en moyenne à 4,6 %.

  Les aliments représentent 37,5 % des coûts totaux des exploitants des services alimentaires et la main-d'œuvre en représente 30 %[10].

Graphique B2.14
Nombre de faillites des commerces de restaurant, 1991-2003



Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires, Quarterly InfoStats.

SECTION B3

Transformation des aliments, des boissons et du tabac

La transformation des aliments, des boissons et du tabac est une chaîne d'industries

- **La transformation des aliments, des boissons et du tabac est une chaîne d'industries qui va des entreprises de transformation primaire, comme les minoteries et les abattoirs, aux entreprises de transformation de second cycle, comme les boulangeries et les usines de mise en conserve de viande.**

Les denrées agricoles brutes, le poisson frais et les fruits de mer frais représentent 50 % (soit 19 milliards de dollars) de la valeur totale des intrants de la transformation des aliments, des boissons et du tabac. Les aliments, les boissons et les produits du tabac qui passeront un second cycle de transformation représentent 37 % (soit 14 milliards de dollars). L'autre partie des intrants (13 %) vise principalement les matériaux d'emballage. On verse aussi dans cette catégorie les coûts liés à l'énergie, aux agents chimiques et à l'équipement.

Graphique B3.1
Composition des intrants pour la transformation alimentaire et répartition des produits, 2001

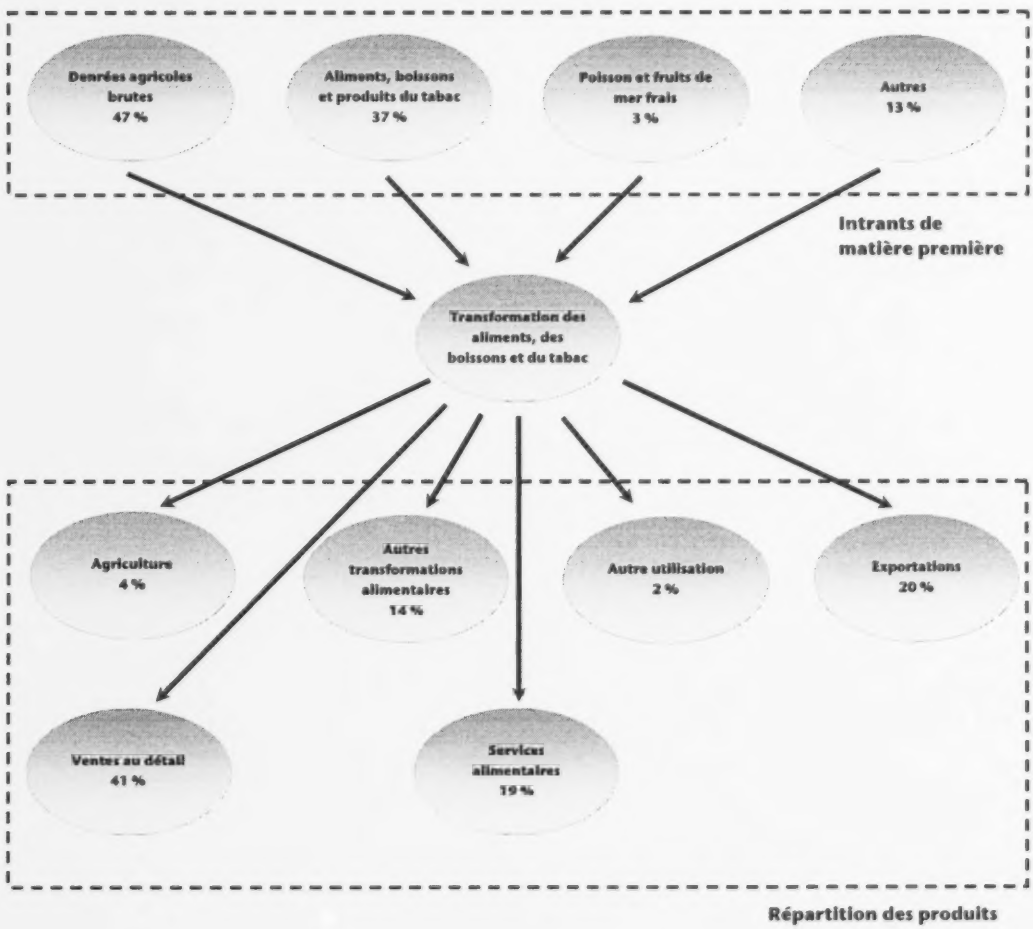
Source : Statistique Canada et AAC.

La transformation des aliments, des boissons et du tabac est une chaîne d'industries

- **La transformation des aliments, des boissons et du tabac est une chaîne d'industries qui va des entreprises de transformation primaire, comme les minoteries et les abattoirs, aux entreprises de transformation de second cycle, comme les boulangeries et les usines de mise en conserve de viande.**

Les denrées agricoles brutes, le poisson frais et les fruits de mer frais représentent 50 % (soit 19 milliards de dollars) de la valeur totale des intrants de la transformation des aliments, des boissons et du tabac. Les aliments, les boissons et les produits du tabac qui passeront un second cycle de transformation représentent 37 % (soit 14 milliards de dollars). L'autre partie des intrants (13 %) vise principalement les matériaux d'emballage. On verse aussi dans cette catégorie les coûts liés à l'énergie, aux agents chimiques et à l'équipement.

Graphique B3.1
Composition des intrants pour la transformation alimentaire et répartition des produits, 2001



Source : Statistique Canada et AAC.

La transformation des aliments, des boissons et du tabac est un volet important du secteur manufacturier

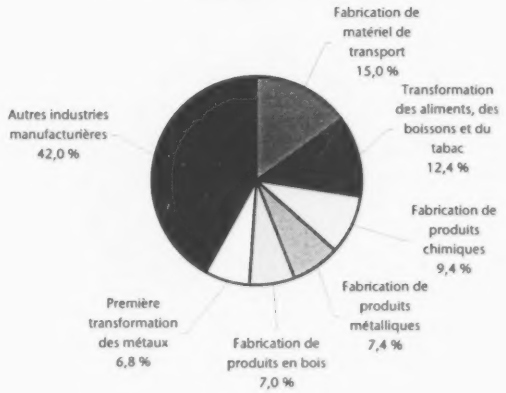
- **La transformation des aliments, des boissons et du tabac vient en deuxième position pour la contribution au PIB manufacturier total au Canada, juste après le secteur de la fabrication d'équipement de transport.**

  En 2003, la part du PIB manufacturier générée par la transformation des aliments, des boissons et du tabac a été de 12 % (la transformation alimentaire représentant près de 10 % de cette part).

  La transformation des aliments, des boissons et du tabac est la principale industrie manufacturière dans six provinces. Elle arrive au deuxième rang en Ontario et au Québec, et au troisième rang en Colombie Britannique et au Nouveau-Brunswick.

Graphique B3.2

Répartition du PIB manufacturier total, par secteur, 2003

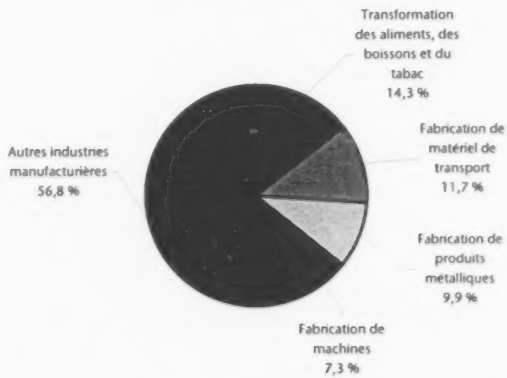


Source : Statistique Canada.

- **Le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac est le principal employeur manufacturier;** il emploie 14 % de la main-d'œuvre.

Graphique B3.3

Répartition des emplois dans l'industrie manufacturière, par secteur, 2003



Source : Statistique Canada.

La production est toujours en croissance, mais à un taux plus faible

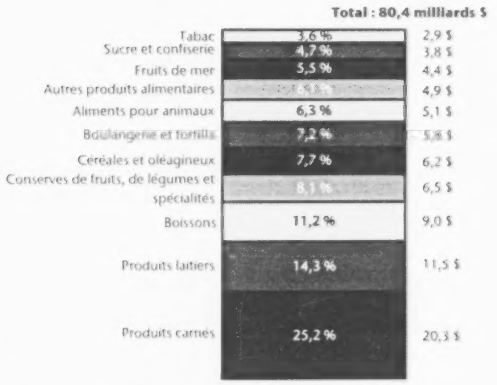
- **La valeur totale des ventes du secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac a été de 80,4 milliards de dollars en 2004, soit une hausse de près de 5 milliards de dollars par rapport à 2003.**

  Les expéditions du secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac ont augmenté de 33 milliards de dollars depuis le début des années 1990.

  La principale industrie de transformation des aliments, des boissons et du tabac est celle des produits de la viande; les produits laitiers et les boissons arrivent aux deuxième et troisième rangs.

Graphique B3.4

Valeur des ventes du secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac, 2004

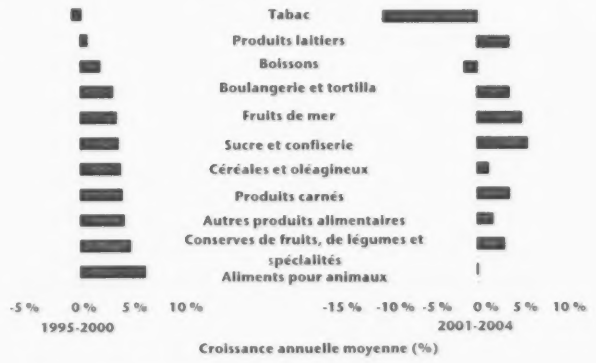


Source : Statistique Canada.

- **La plupart des industries de la transformation alimentaire ont connu un ralentissement de la croissance annuelle moyenne par rapport à la fin des années 1990.** Il convient de signaler que les industries manufacturières de sucre et de confiseries, de fruits de mer, de produits laitiers et de boulangerie ainsi que de tortilla font exception à la règle.

Graphique B3.5

Croissance de la valeur des ventes réalisées par le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac, en dollars réels, 1995-2004



Source : Statistique Canada et AAC.

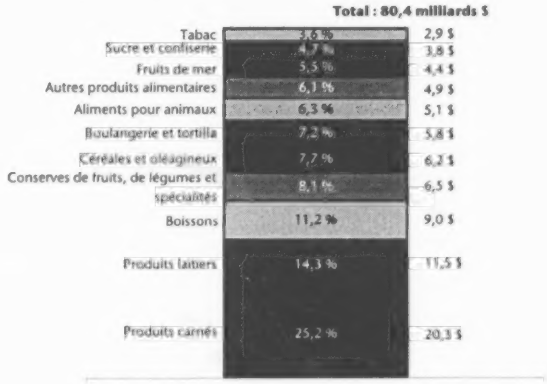
La production est toujours en croissance, mais à un taux plus faible

- **La valeur totale des ventes du secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac a été de 80,4 milliards de dollars en 2004, soit une hausse de près de 5 milliards de dollars par rapport à 2003.**

  Les expéditions du secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac ont augmenté de 33 milliards de dollars depuis le début des années 1990.

  La principale industrie de transformation des aliments, des boissons et du tabac est celle des produits de la viande; les produits laitiers et les boissons arrivent aux deuxième et troisième rangs.

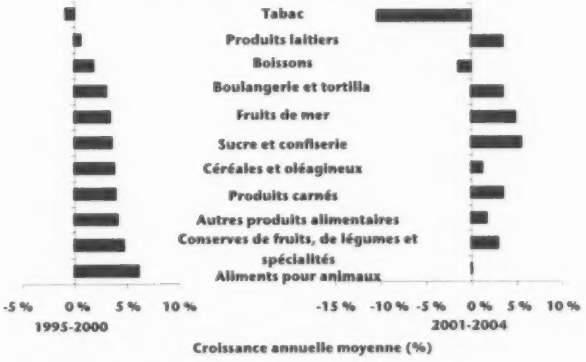
Graphique B3.4
Valeur des ventes du secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac, 2004



Source : Statistique Canada.

- **La plupart des industries de la transformation alimentaire ont connu un ralentissement de la croissance annuelle moyenne par rapport à la fin des années 1990.** Il convient de signaler que les industries manufacturières de sucre et de confiseries, de fruits de mer, de produits laitiers et de boulangerie ainsi que de tortilla font exception à la règle.

Graphique B3.5
Croissance de la valeur des ventes réalisées par le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac, en dollars réels, 1995-2004



Source : Statistique Canada et AAC.

Les grandes entreprises génèrent la moitié de la production

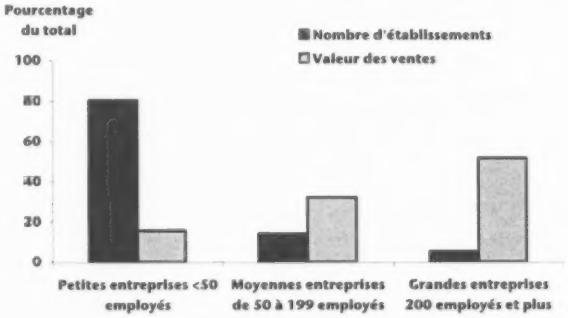
- **En 2002, il existait 6 000 entreprises de transformation des aliments, des boissons et du tabac au Canada.** Chacune de ces entreprises générait au moins 30 000 $ de ventes.

  Les grands établissements de transformation des aliments, des boissons et du tabac génèrent la plus grande partie de la production. En 2002, ces grands établissements ne représentaient que 5 % du nombre total d'établissements, mais ils généraient 52 % de la valeur des ventes.

  Les petits établissements, au contraire, formaient plus de 80 % du nombre total d'établissements, mais ils généraient seulement 16 % de la valeur totale des ventes.

Graphique B3.6

Répartition des ventes du secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac et nombre d'établissements en fonction du nombre d'employés, 2002



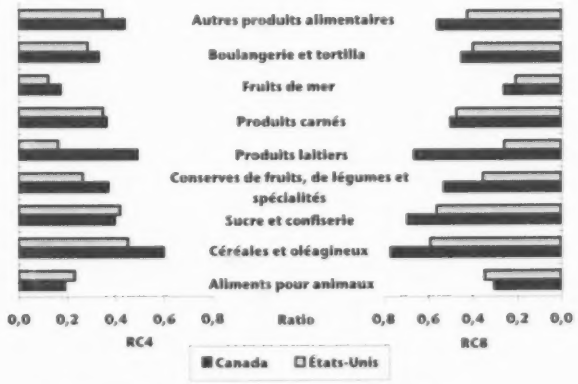
Source : Statistique Canada.

- **D'après les mesures du RC4 et du RC8, toutes les industries canadiennes de transformation des aliments, à l'exception des aliments pour animaux, sont plus concentrées qu'aux États-Unis.**

Graphique B3.7

Ratios de concentration dans le secteur de la transformation alimentaire

Canada-1999 États-Unis-1997



Source : Statistique Canada et Bureau du recensement des États-Unis.

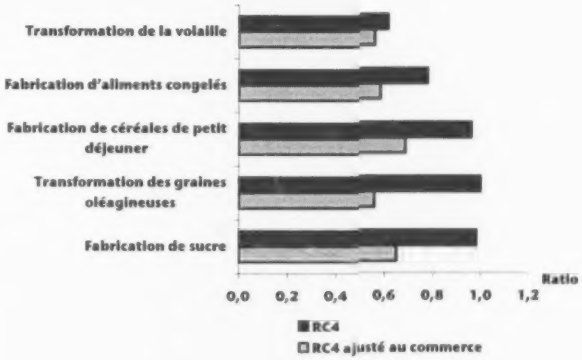
Tandis que le secteur canadien de la transformation alimentaire est assez concentré, une fois que l'on prend en compte les importations, le ratio de concentration chute

- **De nombreuses industries appartenant au sous-secteur de la transformation alimentaire ont un ratio de concentration (RC4) élevé; les quatre principales entreprises représentent jusqu'à 80 % des ventes totales du secteur.**

  Une fois que l'on ajuste ce ratio au commerce, le ratio de concentration chute.

Graphique B3.8

Ratios de concentration dans les entreprises de transformation alimentaire sélectionnées, 2001

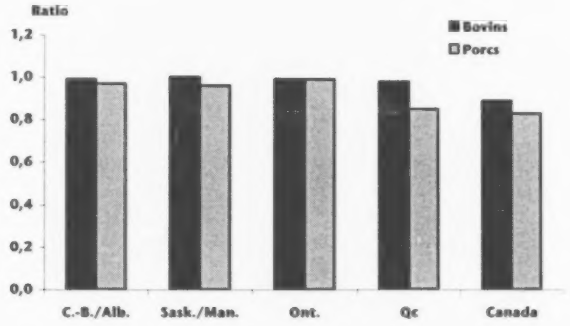


Source : Statistique Canada.

- **Au niveau régional, le RC4 peut être supérieur au ratio national, comme cela a été le cas dans le secteur des abattages d'animaux dans plusieurs provinces.**

Graphique B3.9

Ratios de concentration régionaux (RC4) pour l'abattage des animaux, 2001



Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Statistiques de bovins d'abattage pour les établissements fédéraux.

La portée de la transformation des aliments, des boissons et du tabac s'internationalise

- **La plupart des grands établissements appartiennent à des entreprises actives à l'échelle internationale.**

  Des entreprises canadiennes font partie de ce groupe de fabricants internationaux.

Graphique B3.10
Principaux producteurs alimentaires mondiaux, 2004

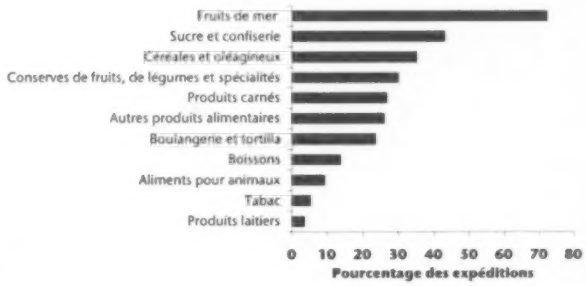
Classement	Entreprise	Siège social	Ventes internationales (en milliards de $US)
1	Nestlé	Suisse	61,6
2	Archer Daniel Midland	États-Unis	36,2
3	Kraft Foods	États-Unis	31,0
4	Unilever	Angleterre/Pays-Bas	29,9
5	Cargill	États-Unis	27,3
48	McCain Foods	Florenceville, Canada	4,7
69	Maple Leaf Foods	Toronto, Canada	3,2
72	George Weston	Toronto, Canada	3,1
89	Saputo	Montréal, Canada	2,5

Source : Food Engineering, octobre 2004.

- **Les trois quarts environ des ventes du secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac visent les consommateurs canadiens; l'autre quart vise le marché d'exportation.** Toutefois, certains sous-secteurs sont davantage tournés vers les exportations que d'autres. Par exemple, tandis que près des trois quarts des produits de la mer sont exportés, seuls 4 % des produits laitiers le sont.

  En 2003, des produits transformés au Canada ont été vendus dans 170 pays, et 85 % du total été destiné uniquement à deux marchés, les États-Unis (76 %) et le Japon (9 %).

Graphique B3.11
Taux d'exportation du secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac, 2004

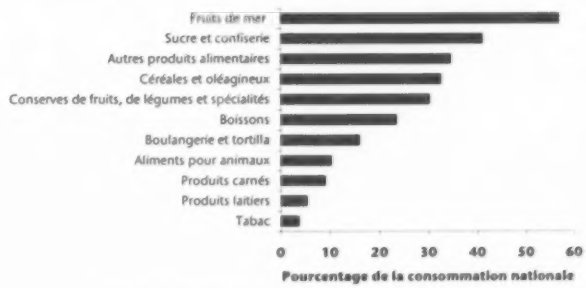


Source : Statistique Canada et AAC.

- **Les entreprises de transformation des aliments, des boissons et du tabac entrent en concurrence avec les importations pour ce qui est des ventes nationales.** Les importations de produits alimentaires, de boissons et de tabac représentent en moyenne 20 % du marché national.

  En général, les sous-secteurs qui détiennent les taux les plus élevés et les plus bas d'exportations détiennent également les taux les plus élevés et les plus bas d'importations, respectivement.

Graphique B3.12
Taux d'importation du secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac, 2004



Source : Statistique Canada et AAC.

La portée de la transformation des aliments, des boissons et du tabac s'internationalise

- **La plupart des grands établissements appartiennent à des entreprises actives à l'échelle internationale.**

  Des entreprises canadiennes font partie de ce groupe de fabricants internationaux.

Graphique B3.10

Principaux producteurs alimentaires mondiaux, 2004

Classement	Entreprise	Siège social	Ventes internationales (en milliards de $US)
1	Nestlé	Suisse	61,6
2	Archer Daniel Midland	États-Unis	36,2
3	Kraft Foods	États-Unis	31,0
4	Unilever	Angleterre/Pays-Bas	29,9
5	Cargill	États-Unis	27,3
48	McCain Foods	Florenceville, Canada	4,7
69	Maple Leaf Foods	Toronto, Canada	3,2
72	George Weston	Toronto, Canada	3,1
89	Saputo	Montréal, Canada	2,5

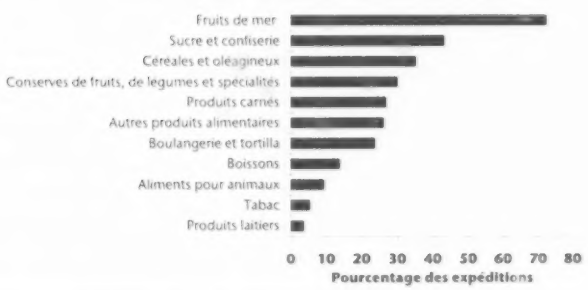
Source : Food Engineering, octobre 2004.

- **Les trois quarts environ des ventes du secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac visent les consommateurs canadiens; l'autre quart vise le marché d'exportation.** Toutefois, certains sous-secteurs sont davantage tournés vers les exportations que d'autres. Par exemple, tandis que près des trois quarts des produits de la mer sont exportés, seuls 4 % des produits laitiers le sont.

  En 2003, des produits transformés au Canada ont été vendus dans 170 pays, et 85 % du total été destiné uniquement à deux marchés, les États-Unis (76 %) et le Japon (9 %).

Graphique B3.11

Taux d'exportation du secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac, 2004



Source : Statistique Canada et AAC.

- **Les entreprises de transformation des aliments, des boissons et du tabac entrent en concurrence avec les importations pour ce qui est des ventes nationales.** Les importations de produits alimentaires, de boissons et de tabac représentent en moyenne 20 % du marché national.

  En général, les sous-secteurs qui détiennent les taux les plus élevés et les plus bas d'exportations détiennent également les taux les plus élevés et les plus bas d'importations, respectivement.

Graphique B3.12

Taux d'importation du secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac, 2004

Source : Statistique Canada et AAC.

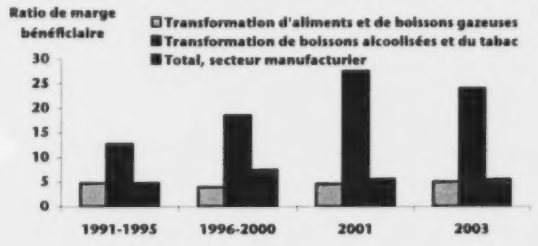
Les entreprises de transformation des aliments, des boissons et du tabac sont plus rentables que les autres industries manufacturières en général

- **Le ratio de marge bénéficiaire du secteur de la transformation des boissons alcoolisées et du tabac est arrivé à dépasser de façon nette celui des autres industries manufacturières**; le secteur de la transformation exclusivement alimentaire présente un ratio de marge bénéficiaire légèrement inférieur.

  Le ratio de marge bénéficiaire est un reflet de la capacité de la direction de générer des revenus à partir des activités commerciales principales d'une entreprise.

Graphique B3.13

Ratios de marge bénéficiaire de certaines industries, 1991-2003



Source : Statistique Canada.

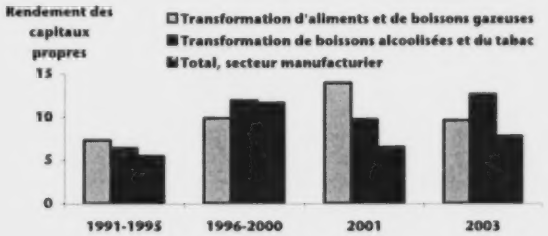
Nota : On trouvera une définition du ratio de marge bénéficiaire dans le glossaire.

- **En 2003, le rendement des capitaux propres était plus élevé dans le secteur de la transformation alimentaire et des boissons gazeuses que dans le secteur des industries manufacturières dans son ensemble.**

  Le rendement des capitaux propres est une mesure des profits qui seront versés aux propriétaires ou aux investisseurs; il est un indicateur de la rentabilité.

Graphique B3.14

Rendement des capitaux propres de certaines industries, 1991-2003



Source : Statistique Canada.

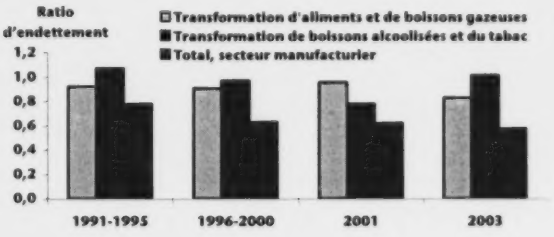
Nota : On trouvera une définition du ratio de marge bénéficiaire dans le glossaire.

- **Le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac a tendance à contracter beaucoup plus de dettes que le secteur des industries manufacturières en général, si l'on se fonde sur le ratio d'endettement.**

  Ce ratio compare la taille relative de la dette et les ressources investies par les propriétaires. Il indique dans quelle mesure une entreprise s'appuie sur des fonds empruntés pour financer ses activités.

Graphique B3.15

Ratio d'endettement de certaines industries, 1991-2003



Source : Statistique Canada.

Nota : On trouvera une définition du ratio de marge bénéficiaire dans le glossaire.

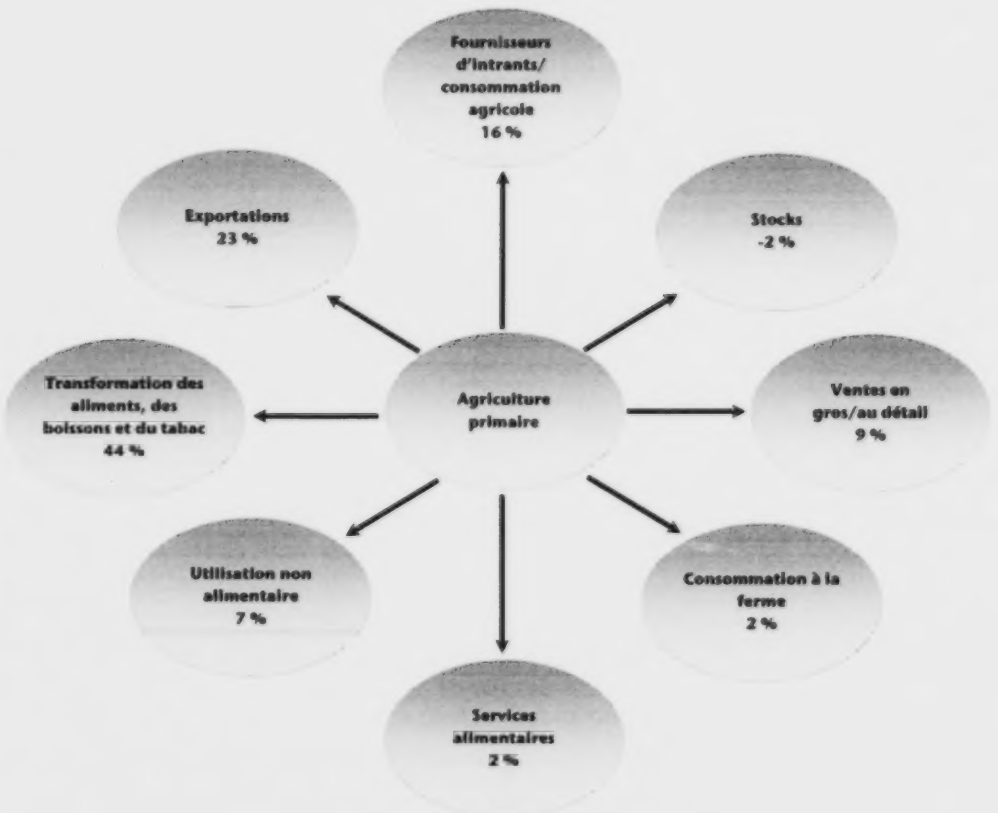
SECTION B4

Agriculture primaire

Les producteurs agricoles ont des liens directs avec tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement

- Les producteurs agricoles ont le choix pour vendre leurs produits. En 2001, une part de 23 % de la production agricole était exportée directement, une part de 44 % était destinée à la transformation alimentaire (dont une partie était aussi exportée), et une autre de 11 % à la distribution; enfin, une tranche de 16 % était consommée par le secteur agricole primaire.

Graphique B4.1
Répartition de la valeur de la production agricole , 2001



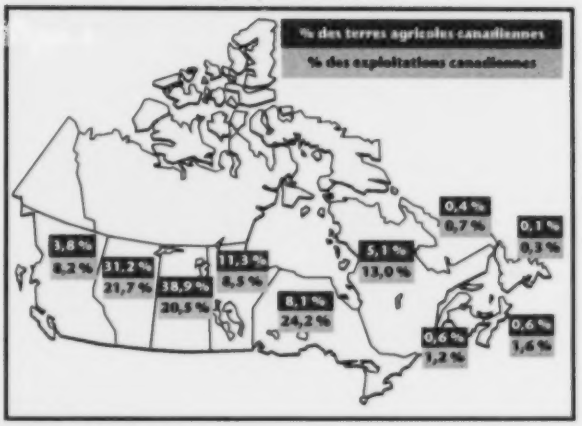
Source : Statistique Canada et AAC.

La production est très variée d'une région à l'autre du Canada

- **En 2001, le Canada comptait 167 millions d'acres de terres cultivées.**

  Les provinces des Prairies totalisent 137 millions d'acres, soit à peu près 81 % des terres agricoles totales. La Colombie-Britannique, l'Ontario et le Québec comptent 29 millions d'acres, soit 17 % des terres agricoles totales. Les 2 % restants se trouvent dans la région du Canada atlantique.

Graphique B4.2
Part des terres agricoles et des exploitations agricoles de chaque province, 2001



Source : Statistique Canada.

- **La taille des exploitations agricoles varie selon les régions du Canada et elle dépend en grande partie du type de produits et du classement typologique de l'exploitation.**

  La taille moyenne des exploitations en Ontario, où l'agriculture est plus intensive, est d'environ 230 acres. La taille moyenne des exploitations de la Saskatchewan, où l'agriculture est plus extensive, est près de six fois supérieure et se situe à 1 300 acres.

  Il y a plus d'exploitants que d'exploitations, du fait des partenariats et d'autres accords de copropriété.

Graphique B4.3
Nombre et taille des exploitations agricoles, 2001

	Terres agricoles (milliers d'acres)	Nombre d'exploitations	Taille moyenne des exploitations (acres)	Nombre d'exploitants	Nombre d'employés agricoles
Canada	**166 802**	**246 923**	**676**	**346 195**	**293 000**
T.-N.-L.	100	643	156	780	600
Î.-P.-É.	646	1 845	350	2 455	3 700
N.-É.	1 006	3 923	256	5 080	6 500
N.-B.	959	3 034	316	3 895	5 700
Qc	8 444	32 139	263	47 385	58 000
Ont.	13 507	59 728	226	85 015	75 400
Man.	18 784	21 071	891	28 795	25 500
Sask.	64 904	50 598	1 283	66 275	44 000
Alb.	52 059	53 652	970	76 195	49 900
C.-B.	6 393	20 290	315	30 320	23 500

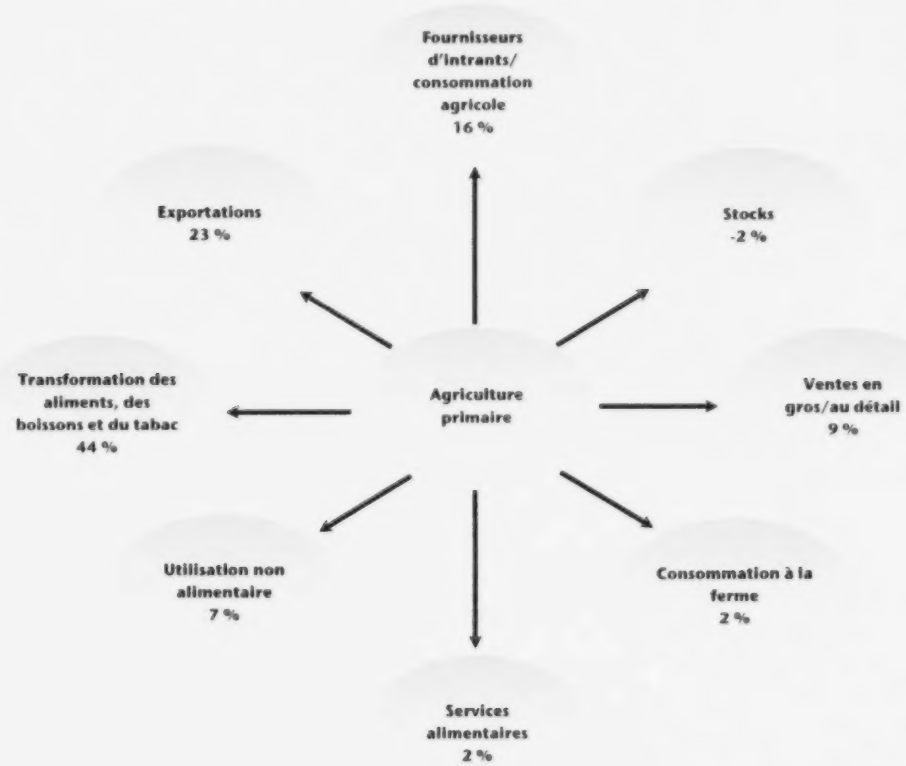
Source : Statistique Canada.

Nota : Les exploitants sont les personnes qui assurent le fonctionnement quotidien de l'exploitation. L'emploi agricole est mesuré par grandes catégories d'activité. Si un exploitant agricole tire une grande partie de son revenu de travaux non agricoles, il n'est pas considéré comme exerçant un emploi agricole.

Les producteurs agricoles ont des liens directs avec tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement

- Les producteurs agricoles ont le choix pour vendre leurs produits. En 2001, une part de 23 % de la production agricole était exportée directement, une part de 44 % était destinée à la transformation alimentaire (dont une partie était aussi exportée), et une autre de 11 % à la distribution; enfin, une tranche de 16 % était consommée par le secteur agricole primaire.

Graphique B4.1
Répartition de la valeur de la production agricole , 2001



Source : Statistique Canada et AAC.

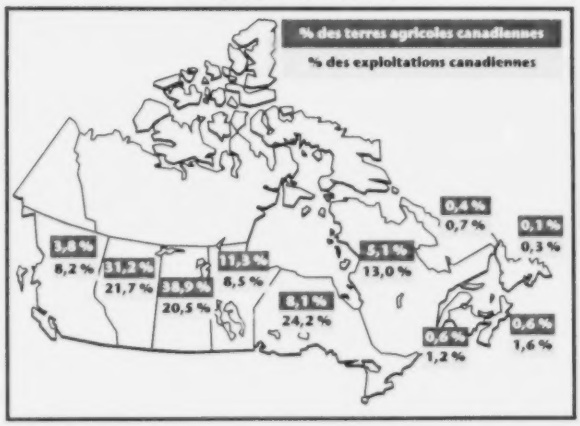
La production est très variée d'une région à l'autre du Canada

- **En 2001, le Canada comptait 167 millions d'acres de terres cultivées.**

  Les provinces des Prairies totalisent 137 millions d'acres, soit à peu près 81 % des terres agricoles totales. La Colombie-Britannique, l'Ontario et le Québec comptent 29 millions d'acres, soit 17 % des terres agricoles totales. Les 2 % restants se trouvent dans la région du Canada atlantique.

Graphique B4.2

Part des terres agricoles et des exploitations agricoles de chaque province, 2001



Source : Statistique Canada

- **La taille des exploitations agricoles varie selon les régions du Canada et elle dépend en grande partie du type de produits et du classement typologique de l'exploitation.**

  La taille moyenne des exploitations en Ontario, où l'agriculture est plus intensive, est d'environ 230 acres. La taille moyenne des exploitations de la Saskatchewan, où l'agriculture est plus extensive, est près de six fois supérieure et se situe à 1 300 acres.

  Il y a plus d'exploitants que d'exploitations, du fait des partenariats et d'autres accords de copropriété.

Graphique B4.3

Nombre et taille des exploitations agricoles, 2001

	Terres agricoles (milliers d'acres)	Nombre d'exploitations	Taille moyenne des exploitations (acres)	Nombre d'exploitants	Nombre d'employés agricoles
Canada	**166 802**	**246 923**	**676**	**346 195**	**293 000**
T.-N.-L.	100	643	156	780	600
Î.-P.-É.	646	1 845	350	2 455	3 700
N.-É.	1 006	3 923	256	5 080	6 500
N.-B.	959	3 034	316	3 895	5 700
Qc	8 444	32 139	263	47 385	58 000
Ont.	13 507	59 728	226	85 015	75 400
Man.	18 784	21 071	891	28 795	25 500
Sask.	64 904	50 598	1 283	66 275	44 000
Alb.	52 059	53 652	970	76 195	49 900
C.-B.	6 393	20 290	315	30 320	23 500

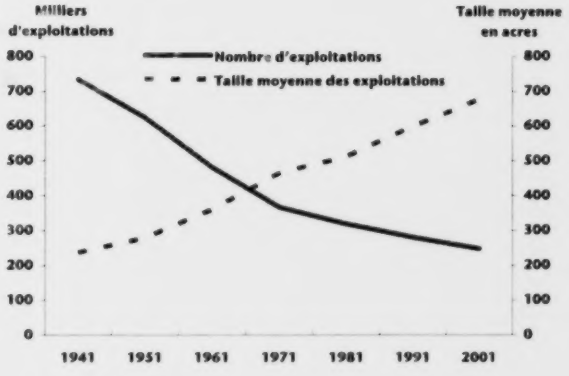
Source : Statistique Canada

Nota : Les exploitants sont les personnes qui assurent le fonctionnement quotidien de l'exploitation. L'emploi agricole est mesuré par grandes catégories d'activité. Si un exploitant agricole tire une grande partie de son revenu de travaux non agricoles, il n'est pas considéré comme exerçant un emploi agricole.

On observe une tendance générale à l'augmentation de l'envergure des activités et de la concentration

- **Au cours des 60 dernières années, la taille des exploitations a constamment augmenté;** une exploitation moyenne s'étend maintenant sur 676 acres. Cette augmentation de la taille est due en partie aux économies d'échelle liées à l'adoption de technologies à fort coefficient de capital.

Graphique B4.4
Nombre et taille des exploitations agricoles au Canada, 1941-2001

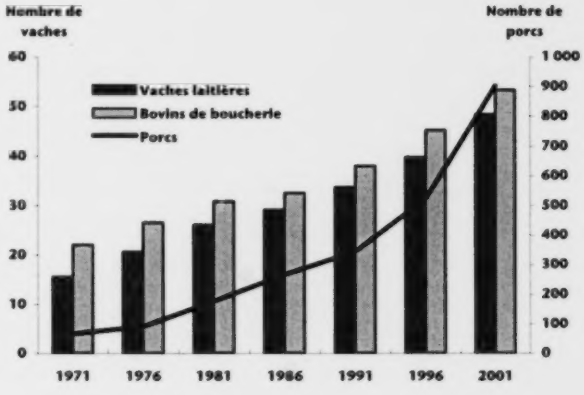


Source : Statistique Canada.

- **La taille des exploitations augmente aussi sur le plan de la taille des troupeaux.**

  Le nombre moyen de vaches laitières par exploitation a plus que triplé au cours des 30 dernières années, tandis que le nombre moyen de porcs par exploitation a été multiplié par plus de dix.

Graphique B4.5
Taille moyenne des troupeaux, 1971-2001



Source : Statistique Canada et AAC.

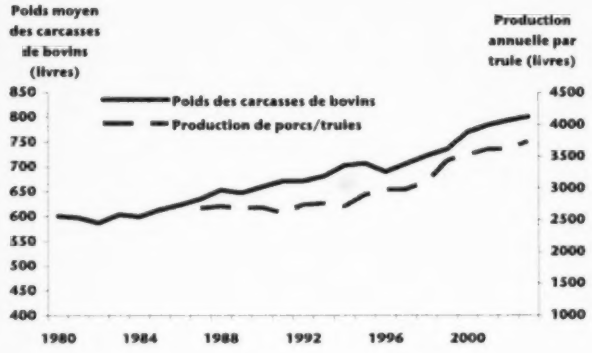
Les changements technologiques et l'amélioration des pratiques de gestion ont permis d'obtenir un meilleur rendement

- **Le rendement du bétail a augmenté grâce à la génétique, à la biotechnologie et aux meilleures pratiques de gestion.**

  Au cours des 20 dernières années, le poids des carcasses de bovins a augmenté de 34 %.

  Depuis 1990, les augmentations de la taille des portées, de la fréquence des portées par an et du poids des carcasses ont entraîné une hausse de 38 % de la production par truie.

Graphique B4.6
Rendement du bétail, 1980-2003



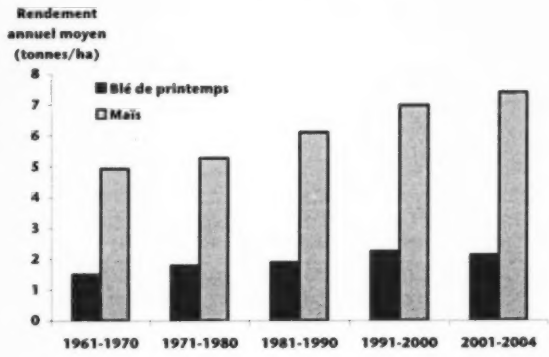
Source : Agence canadienne de classement du bœuf (poids moyen des carcasses de bovins) et Statistique Canada (production annuelle par truie).

Nota : Les données sur la production de porcs débutent en 1987.

- **Le rendement des cultures augmente aussi constamment en raison de l'amélioration des plantes.**

  Ces dernières années, toutefois, on a observé un ralentissement de cette croissance en raison de mauvaises conditions, comme des sécheresses et des infestations de sauterelles, notamment dans les régions de culture du blé de l'Ouest du Canada.

Graphique B4.7
Rendement du blé de printemps et du maïs, 1961-2004



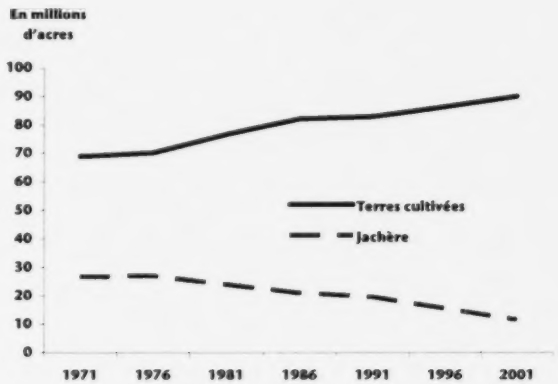
Source : Statistique Canada.

L'amélioration des technologies de gestion réduit les besoins de mise en jachère

- **Au cours des 30 dernières années, la surface en jachère dans les Prairies a fortement diminué, et les terres cultivées ont connu une augmentation correspondante.**

  Ce recul des jachères tient à l'adoption de meilleures techniques d'exploitation et de gestion des terres.

Graphique B4.8
Utilisation des terres, 1971-2001



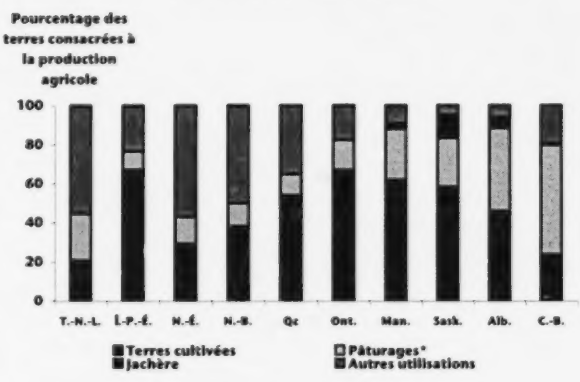
Source : Statistique Canada.

- **En 2001, 90 millions d'acres de terres agricoles étaient cultivées, 12 millions étaient en jachère et 12 millions étaient en prairies artificielles.** Les 53 millions d'acres restants étaient des pâturages marginaux ainsi que des terres à bois, des marécages, des tourbières et des terres ancestrales.

  L'Île-du-Prince-Édouard et l'Ontario consacrent la plus forte proportion de leurs terres agricoles totales à la culture. L'Alberta et la Colombie-Britannique y consacrent surtout des prairies naturelles et artificielles, tandis que la Saskatchewan et l'Alberta consacrent la plus grande partie de leurs terres à la jachère.

  Le recours à la jachère dans l'Est du Canada est très faible; il ne représente que moins de 1 % des terres agricoles.

Graphique B4.9
Utilisation des terres, 2001



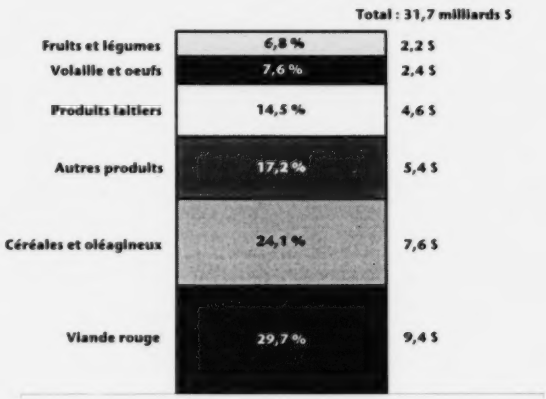
Source : Statistique Canada.

Nota : *Y compris les prairies artificielles (terres cultivées) et les pâturages marginaux (non cultivés).

Le Canada produit un éventail de denrées agricoles; leur importance relative varie selon les régions

- **En 2004, la viande rouge, les céréales, les oléagineux et les produits laitiers ont été les principaux produits agricoles. Ils ont généré près de 70 % des recettes totales des marchés agricoles.**

Graphique B4.10
Recettes des marchés agricoles par produit, 2004



Source : Statistique Canada.

- **L'importance des différentes catégories de produits varie d'une région à l'autre.**

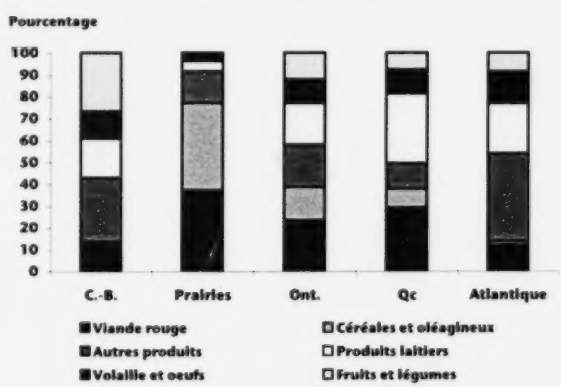
  En Colombie-Britannique, les recettes des marchés s'équilibrent d'une catégorie à l'autre, mais les plus importantes sont les fruits et légumes, la floriculture et les pépinières.

  Dans les Prairies, la viande rouge, les céréales et les oléagineux génèrent habituellement plus de 80 % des recettes commerciales.

  En Ontario et au Québec, la viande rouge et les produits laitiers dominent.

  Au Canada atlantique, les pommes de terre et les produits laitiers sont les denrées les plus importantes.

Graphique B4.11
Recettes des marchés agricoles régionaux par catégorie de produit, 2004

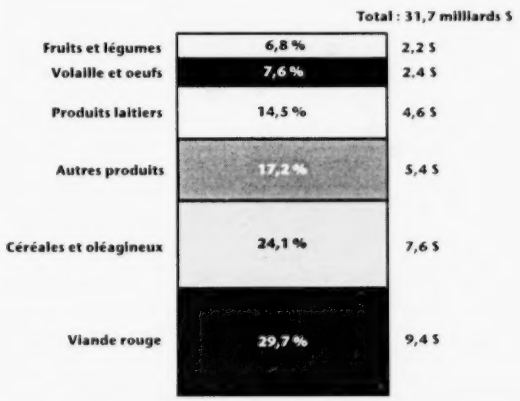


Source : Statistique Canada.

Le Canada produit un éventail de denrées agricoles; leur importance relative varie selon les régions

- **En 2004, la viande rouge, les céréales, les oléagineux et les produits laitiers ont été les principaux produits agricoles. Ils ont généré près de 70 % des recettes totales des marchés agricoles.**

Graphique B4.10
Recettes des marchés agricoles par produit, 2004



Source : Statistique Canada.

- **L'importance des différentes catégories de produits varie d'une région à l'autre.**

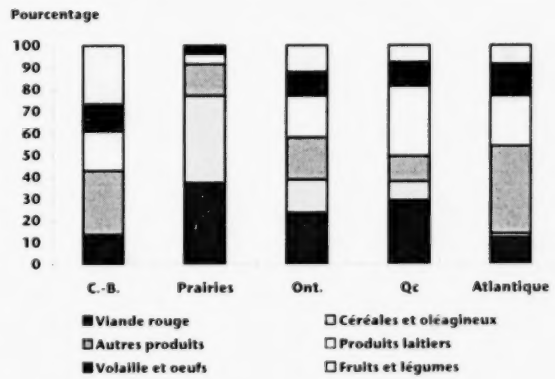
  En Colombie-Britannique, les recettes des marchés s'équilibrent d'une catégorie à l'autre, mais les plus importantes sont les fruits et légumes, la floriculture et les pépinières.

  Dans les Prairies, la viande rouge, les céréales et les oléagineux génèrent habituellement plus de 80 % des recettes commerciales.

  En Ontario et au Québec, la viande rouge et les produits laitiers dominent.

  Au Canada atlantique, les pommes de terre et les produits laitiers sont les denrées les plus importantes.

Graphique B4.11
Recettes des marchés agricoles régionaux par catégorie de produit, 2004



Source : Statistique Canada.

Les producteurs mettent sur le marché une part importante de leur production agricole par l'entremise de coopératives

- **En 2002, les coopératives ont assuré la mise en marché de 8,6 milliards de dollars de produits agricoles canadiens.**

Les agriculteurs utilisent les coopératives pour assurer la mise en marché en commun de leurs produits. Il existe au Canada près de 300 coopératives agricoles constituées en sociétés. Elles représentent près de 87 000 membres et comptent plus de 27 000 employés.

Les recettes des activités de mise en marché des coopératives ont diminué ces dernières années à la suite de la disparition de la fonction de transformation des produits laitiers de l'entreprise Agrifoods International et de la démutualisation de la coopérative de manutention de céréales Agricore. De plus, le Syndicat du blé de la Saskatchewan, la principale coopérative agricole, a récemment cédé ses intérêts dans trois exploitations d'élevage.

En 2002, les coopératives au Canada ont assuré la mise en marché de plus de 40 % de la production laitière, de près d'un tiers de la production totale de céréales et d'oléagineux et de plus de la moitié de la production de volaille et d'œufs.

Graphique B4.12
Ventes de produits agricoles par les coopératives, 2002

Classement	Ventes assurées par les coopératives (en millions $)	Part de marché des coopératives (%)
Produits laitiers	3 164	42
Céréales et oléagineux	1 845	30
Bétail et porcs	1 839	15
Volaille et oeufs	1 451	52
Fruits et légumes	223	6
Miel et produits de l'érable	86	29
Total	**8 666**	

Source : Secrétariat aux coopératives et Statistique Canada.

Nota : 1) La part de marché est calculée à partir du prix à la production.
2) Le total des ventes des coopératives comprend les autres recettes commerciales.

Les producteurs mettent sur le marché une part importante de leur production agricole par l'entremise de coopératives

- **En 2002, les coopératives ont assuré la mise en marché de 8,6 milliards de dollars de produits agricoles canadiens.**

Les agriculteurs utilisent les coopératives pour assurer la mise en marché en commun de leurs produits. Il existe au Canada près de 300 coopératives agricoles constituées en sociétés. Elles représentent près de 87 000 membres et comptent plus de 27 000 employés.

Les recettes des activités de mise en marché des coopératives ont diminué ces dernières années à la suite de la disparition de la fonction de transformation des produits laitiers de l'entreprise Agrifoods International et de la démutualisation de la coopérative de manutention de céréales Agricore. De plus, le Syndicat du blé de la Saskatchewan, la principale coopérative agricole, a récemment cédé ses intérêts dans trois exploitations d'élevage.

En 2002, les coopératives au Canada ont assuré la mise en marché de plus de 40 % de la production laitière, de près d'un tiers de la production totale de céréales et d'oléagineux et de plus de la moitié de la production de volaille et d'œufs.

Graphique B4.12
Ventes de produits agricoles par les coopératives, 2002

Classement	Ventes assurées par les coopératives (en millions $)	Part de marché des coopératives (%)
Produits laitiers	3 164	42
Céréales et oléagineux	1 845	30
Bétail et porcs	1 839	15
Volaille et oeufs	1 451	52
Fruits et légumes	223	6
Miel et produits de l'érable	86	29
Total	**8 666**	

Source : Secrétariat aux coopératives et Statistique Canada.

Nota : 1) La part de marché est calculée à partir du prix à la production.
2) Le total des ventes des coopératives comprend les autres recettes commerciales.

Certains secteurs sont fortement axés sur les exportations, mais pas tous

- **Les producteurs de céréales et d'oléagineux ont toujours beaucoup dépendu des exportations.**

  En 2001, les céréaliers ont réalisé environ la moitié de leurs recettes grâce aux exportations, mais cette proportion a chuté à 33 % en 2002. La baisse de la production, due à la sécheresse, explique la diminution de la part des recettes des céréaliers liées aux exportations. En 2003, l'augmentation de la production de céréales a permis aux recettes de rebondir et d'atteindre 40 % sur les marchés d'exportation.

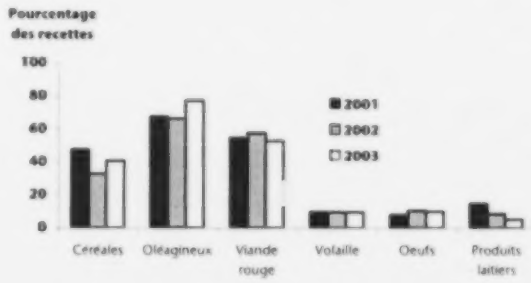
  La dépendance des producteurs de viande rouge à l'égard des exportations a presque doublé au cours de la dernière décennie.

  Le nouveau règlement de l'OMC en 2002 sur le lait d'exportation commercial ainsi que les limites imposées par l'OMC en matière d'exportation des produits subventionnés ont contribué à la baisse de la dépendance à l'égard des exportations de produits laitiers en 2003.

- **Dans l'ensemble, les producteurs agricoles du Canada dépendent beaucoup plus des exportations que leurs homologues des États-Unis et de l'UE des 15.**

Graphique B4.13

Part des recettes agricoles provenant des exportations, 2001, 2002 et 2003

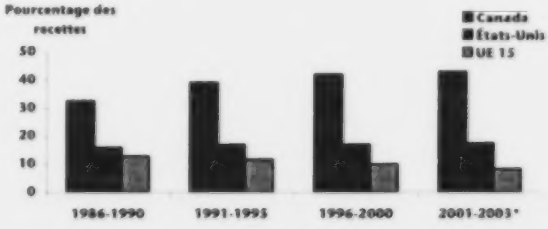


Source : Statistique Canada et AAC.

Nota : On calcule la dépendance aux exportations en fonction des volumes de façon à annuler la différence entre le prix à l'exportation et le prix à la ferme. La dépendance à l'exportation des producteurs de céréales et d'oléagineux est calculée en fonction de l'année agricole; celle des producteurs laitiers, en fonction de l'année laitière.

Graphique B4.14

Part des recettes agricoles provenant des exportations, pour le Canada, les États-Unis et l'UE 15, 1986-2003



Source : Statistique Canada, OCDE et AAC.

Nota : On calcule la dépendance aux exportations à partir de la valeur de la moyenne pondérée de la production des produits suivants, absorbée sur les marchés d'exportation : blé, céréales secondaires, oléagineux, bœuf, porc, produits laitiers et volaille. Ces denrées représentent environ la moitié de la production agricole totale de l'UE 15, 60 % de celle des États-Unis et 75 % de celle du Canada.
*La moyenne pour l'UE des 15 est disponible uniquement pour 2001-2002.

Les exploitants diversifient la composition de leur production

- **Les exploitants diversifient la composition de leur production afin d'augmenter la valeur ajoutée et de répartir le risque.**

  Dans les Prairies, la part des recettes commerciales représentée par les céréales a décliné de 37 % en 1988 à environ 24 % en 2004; elle s'accompagne d'une hausse correspondante de la part de la viande rouge et des cultures spéciales.

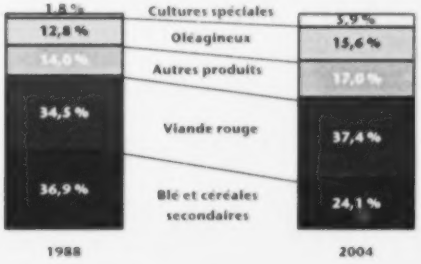
  Entre autres facteurs, cette diversification reflète la baisse des prix des céréales et les réformes nationales, comme l'abolition de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest en 1995.

- **Si l'on examine la part des recettes liées à l'exportation des produits, on constate que, dans les Prairies où la production céréalière est en baisse, la diversification est encore plus radicale.**

  L'augmentation de la part réservée à la viande rouge est notable, en hausse constante jusqu'à la crise de l'ESB en 2003.

Graphique B4.15

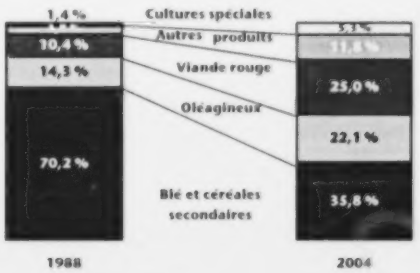
Évolution des recettes agricoles dans la région des Prairies par type de produit, 1988 et 2004



Source : Statistique Canada et AAC.

Graphique B4.16

Évolution des exportations des Prairies par type de produit, 1988 et 2004



Source : Statistique Canada et AAC.

- **La production de produits biologiques augmente également. Au cours des six dernières années, le nombre de producteurs biologiques certifiés a augmenté d'environ 70 % et le nombre d'acres de terres agricoles destinées aux cultures biologiques a triplé.**

Graphique B4.17

Nombre de producteurs biologiques certifiés, 1998-2003

	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Nombre de producteurs certifiés	1 932	2 321	2 981	3 216	3 120	3 317
Nombre d'exploitations en transition	229	304	512	277	390	250
Nombre d'acres en production biologique	404 850	455 800	839 250	1 064 000	1 181 921	1 261 959

Source : Canadian Organic Growers Inc., Organic Statistics 2003, CANADA et The Canadian Organic Grower magazine, divers numéros.

Les exploitants diversifient la composition de leur production

- **Les exploitants diversifient la composition de leur production afin d'augmenter la valeur ajoutée et de répartir le risque.**

  Dans les Prairies, la part des recettes commerciales représentée par les céréales a décliné de 37 % en 1988 à environ 24 % en 2004; elle s'accompagne d'une hausse correspondante de la part de la viande rouge et des cultures spéciales.

  Entre autres facteurs, cette diversification reflète la baisse des prix des céréales et les réformes nationales, comme l'abolition de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest en 1995.

- **Si l'on examine la part des recettes liées à l'exportation des produits, on constate que, dans les Prairies où la production céréalière est en baisse, la diversification est encore plus radicale.**

  L'augmentation de la part réservée à la viande rouge est notable, en hausse constante jusqu'à la crise de l'ESB en 2003.

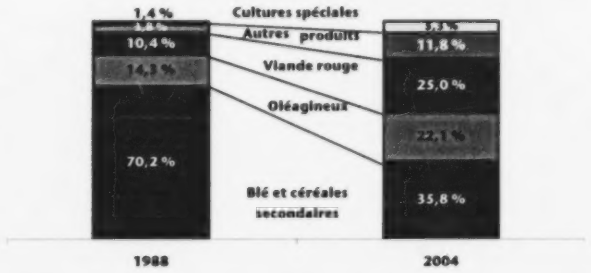
Graphique B4.15

Évolution des recettes agricoles dans la région des Prairies par type de produit, 1988 et 2004

Source : Statistique Canada et AAC.

Graphique B4.16

Évolution des exportations des Prairies par type de produit, 1988 et 2004



Source : Statistique Canada et AAC.

- **La production de produits biologiques augmente également. Au cours des six dernières années, le nombre de producteurs biologiques certifiés a augmenté d'environ 70 % et le nombre d'acres de terres agricoles destinées aux cultures biologiques a triplé.**

Graphique B4.17

Nombre de producteurs biologiques certifiés, 1998-2003

	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Nombre de producteurs certifiés	1 932	2 321	2 981	3 236	3 120	3 317
Nombre d'exploitations en transition	229	304	312	>277	>390	>250
Nombre d'acres en production biologique	>404 850	>455 800	>839 250	>1 064 000	1 181 921	1 261 959

Source : Canadian Organic Growers Inc., Organic Statistics 2003, CANADA et The Canadian Organic Grower magazine, divers numéros.

Le revenu agricole commercial est toujours faible en 2004

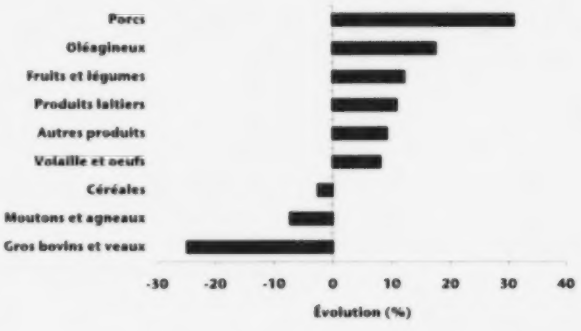
- **Le revenu agricole commercial pour 2004 était supérieur de 2,0 milliards de dollars par rapport à l'année très difficile en 2003.**

  La chute marquée des recettes liées au bétail et aux veaux reflète la perte du marché d'exportation des ruminants et de leurs produits de viande (voir les graphiques A2.10 et A2.11).

  Par rapport à la moyenne des cinq années précédentes, les recettes liées au bétail et aux veaux ont diminué de 25 %, tandis que celles liées aux porcs ont augmenté de 31 %, ce qui reflète la forte croissance du secteur.

Graphique B4.18

Recettes des marchés agricoles par produit en 2004 par rapport à la moyenne des cinq années précédentes



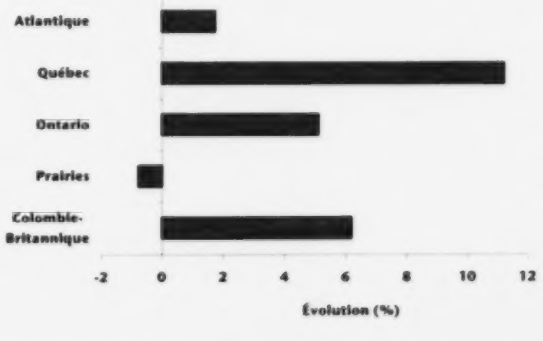
Source : Statistique Canada.

- **Par rapport aux autres régions, ce sont les Prairies qui ont subi le plus dur contrecoup de cette diminution en raison de la composition de leur production : le revenu commercial total indique une très faible croissance par rapport à la moyenne des cinq dernières années et aux autres régions.**

  En 2004, le revenu commercial au Québec était en hausse de 11 % environ par rapport à la moyenne des cinq dernières années, ce qui reflète principalement la hausse des recettes liées aux porcs et aux produits laitiers.

Graphique B4.19

Recettes des marchés agricoles par région en 2004 par rapport à la moyenne des cinq années précédentes



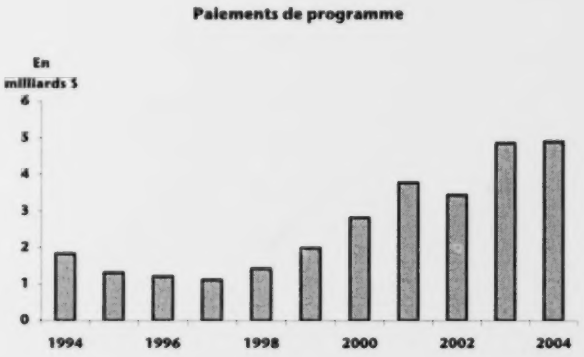
Source : Statistique Canada.

Les paiements au titre de programmes aident à surmonter le faible revenu commercial en 2004

- **Le revenu agricole net réalisé en 2004 a augmenté par rapport à 2003, mais il correspond toujours à une diminution des recettes agricoles.** Cette situation est le résultat des difficultés permanentes en raison de l'ESB, de céréales de mauvaise qualité et de la hausse des prix mondiaux du pétrole.

Graphique B4.20
Revenu agricole net réalisé total, 1994-2004

- Les paiements au titre de programmes ont atteint un niveau record pour s'établir à 4,9 milliards de dollars en 2004.



- **Le revenu net réalisé pour l'ensemble de l'agriculture primaire était de 2,0 milliards de dollars en 2004.**

  Toutefois, en ce qui concerne le revenu, la situation variera d'un producteur à un autre selon la denrée produite, la taille de l'exploitation et la situation financière.

Source : Statistique Canada et AAC.

Le revenu des familles agricoles peut se comparer à celui des familles non agricoles

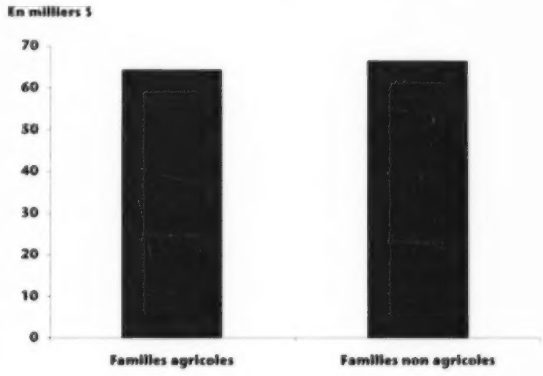
- **La plupart du temps, le revenu moyen des familles agricoles est comparable au revenu moyen perçu par les familles non agricoles.**

  En 2000, le revenu moyen total d'une famille agricole, toutes sources confondues, était de 64 160 $; celui des familles canadiennes moyennes était de 66 263 $.

  Le revenu tiré d'une petite ou d'une moyenne exploitation agricole est souvent légèrement en dessous de la moyenne du revenu des familles non agricoles; les familles qui ont une grande exploitation ont en général un revenu supérieur à la moyenne.

  Le revenu des familles agricoles représente la somme du revenu total de l'exploitant et des membres de sa famille. Il comprend les sources de revenu agricoles et autres.

Graphique B4.21
Revenu familial moyen, 2000



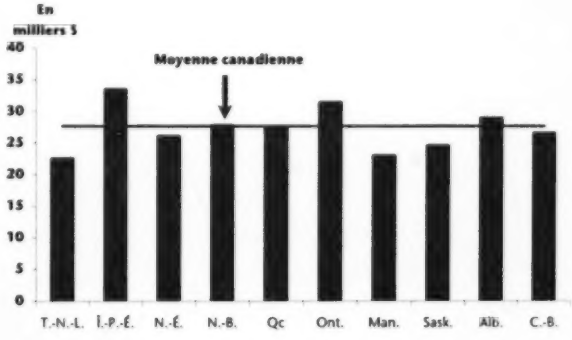
Source : Statistique Canada.

- **En 2000, le revenu moyen des agriculteurs, toutes sources confondues, était de 27 600 $.**

  Dans l'ensemble, les exploitants agricoles de l'Île-du-Prince-Édouard, de l'Ontario et de l'Alberta ont gagné un revenu supérieur à cette moyenne.

Graphique B4.22

Revenu total, toutes sources confondues, des exploitants agricoles et des gestionnaires d'exploitations agricoles, 2000



Source : Statistique Canada.

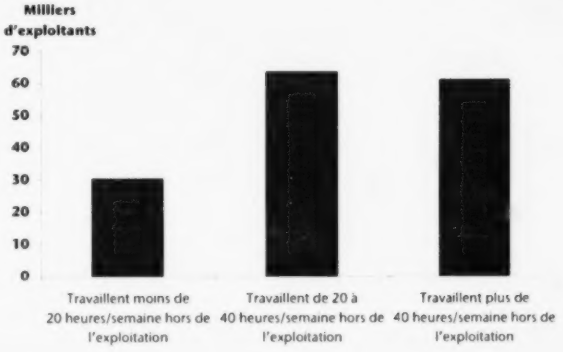
Les revenus tirés d'une activité non agricole représentent une part importante du revenu des familles agricoles

- En 2000, le revenu agricole net équivalait à seulement 0,18 $, en moyenne, par dollar gagné par l'ensemble de la famille[11].

  Les petites et moyennes exploitations n'ont pas l'envergure suffisante pour que le revenu agricole apporte une contribution significative au revenu familial total. Pour ces familles agricoles, le revenu non agricole est encore plus important pour leur niveau de vie, puisqu'il génère la quasi totalité de leur revenu.

Graphique B4.23

Nombre d'exploitants agricoles qui tirent un revenu d'activités non agricoles, 2000



Source : Statistique Canada.

- **En 2000, près de 45 % des exploitants agricoles tiraient une partie de leur revenu d'un travail non agricole.**

  C'est en Colombie-Britannique que l'on relève la plus importante proportion d'exploitants agricoles qui travaillent à l'extérieur de l'exploitation : ils forment une tranche de 53 %. Terre-Neuve-et-Labrador arrive au deuxième rang (50 %).

  Les agriculteurs du Québec étaient beaucoup moins nombreux que les exploitants des autres provinces à tirer un revenu de sources non agricoles, en 2000.

Graphique B4.24

Pourcentage des exploitants agricoles qui tirent un revenu d'activités non agricoles, 2000

	% des exploitants qui travaillent moins de 20 heures/semaine hors de l'exploitation	% des exploitants qui travaillent de 20 à 40 heures/semaine hors de l'exploitation	% des exploitants qui travaillent plus de 40 heures/semaine hors de l'exploitation
T.-N.-L.	9,0	19,9	21,2
Î.-P.-É.	7,9	19,3	15,7
N.-É.	8,9	19,4	20,1
N.-B.	7,1	19,8	21,3
Qc	5,3	14,3	10,7
Ont.	7,9	17,9	19,6
Man.	10,7	19,0	16,0
Sask.	9,3	17,5	16,5
Alb.	9,7	19,4	20,1
C.-B.	10,4	23,0	19,3

Source : Statistique Canada.

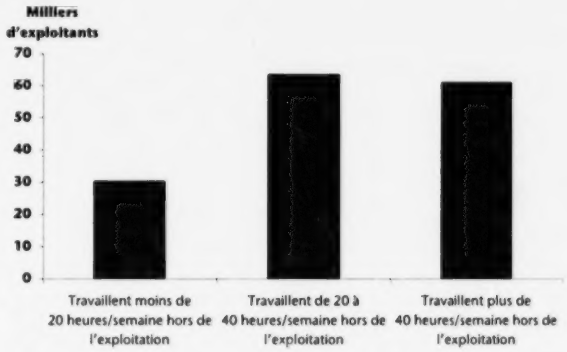
Les revenus tirés d'une activité non agricole représentent une part importante du revenu des familles agricoles

- En 2000, le revenu agricole net équivalait à seulement 0,18 $, en moyenne, par dollar gagné par l'ensemble de la famille[1].

  Les petites et moyennes exploitations n'ont pas l'envergure suffisante pour que le revenu agricole apporte une contribution significative au revenu familial total. Pour ces familles agricoles, le revenu non agricole est encore plus important pour leur niveau de vie, puisqu'il génère la quasi totalité de leur revenu.

Graphique B4.23

Nombre d'exploitants agricoles qui tirent un revenu d'activités non agricoles, 2000



Source : Statistique Canada.

- **En 2000, près de 45 % des exploitants agricoles tiraient une partie de leur revenu d'un travail non agricole.**

  C'est en Colombie-Britannique que l'on relève la plus importante proportion d'exploitants agricoles qui travaillent à l'extérieur de l'exploitation : ils forment une tranche de 53 %. Terre-Neuve-et-Labrador arrive au deuxième rang (50 %).

  Les agriculteurs du Québec étaient beaucoup moins nombreux que les exploitants des autres provinces à tirer un revenu de sources non agricoles, en 2000.

Graphique B4.24

Pourcentage des exploitants agricoles qui tirent un revenu d'activités non agricoles, 2000

	% des exploitants qui travaillent moins de 20 heures/semaine hors de l'exploitation	% des exploitants qui travaillent de 20 à 40 heures/semaine hors de l'exploitation	% des exploitants qui travaillent plus de 40 heures/semaine hors de l'exploitation
T.-N.-L.	9,0	19,9	21,2
Î.-P.-É.	7,9	19,3	15,7
N.-É.	8,9	19,4	20,1
N.-B.	7,1	19,8	21,3
Qc	5,3	14,3	10,7
Ont.	7,9	17,9	19,6
Man.	10,7	19,0	16,0
Sask.	9,3	17,5	16,5
Alb.	9,7	19,4	20,1
C.-B.	10,4	23,0	19,3

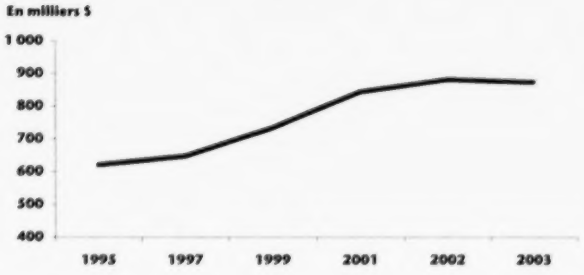
Source : Statistique Canada.

La valeur nette des ménages agricoles est plus élevée que celle des ménages canadiens moyens et elle augmente au fil du temps

- **La valeur nette totale des exploitations agricoles a légèrement chuté en 2003, après avoir connu une augmentation ces dernières années.** En 2003, la valeur nette totale d'une exploitation agricole atteignait 874 000 $, soit 1% de moins qu'en 2002.

Graphique B4.25

Valeur nette moyenne d'une exploitation agricole, 1995-2003

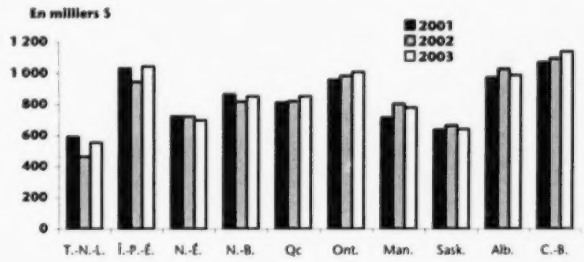


Source : Statistique Canada et AAC.

- **La tendance en termes de valeur nette varie d'une province à l'autre.** Dans les Prairies et en Nouvelle-Écosse, la valeur nette a chuté, tandis que dans la région centrale du Canada et en Colombie Britannique, la tendance à la hausse de ces dernières années se poursuit.

Graphique B4.26

Valeur nette moyenne d'une exploitation agricole par province, 2001, 2002 et 2003

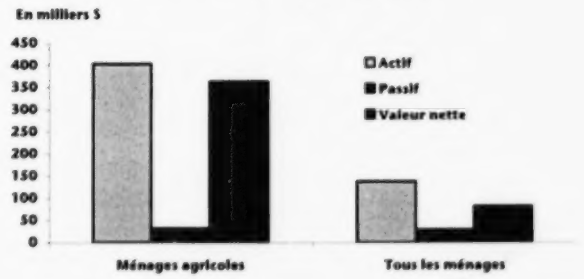


Source : Statistique Canada et AAC.

- **Les ménages agricoles valent beaucoup plus que la moyenne des ménages canadiens.** Cette situation s'explique par le fait que les familles agricoles réinvestissent une bonne partie de leur revenu dans les actifs agricoles.

Graphique B4.27

Valeur nette moyenne des ménages canadiens et des ménages agricoles, 1999



Source : Statistique Canada.

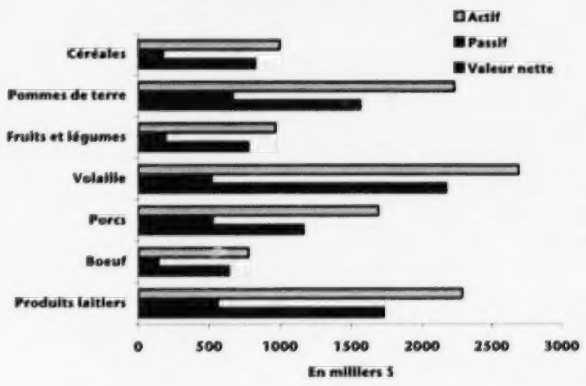
La valeur nette des exploitations varie d'un secteur à l'autre

- **En moyenne, les élevages de volaille et les producteurs de pommes de terre et de produits laitiers enregistrent la valeur nette la plus élevée (entre 2,2 et 1,6 millions de dollars en 2003).**

  Les exploitations de pommes de terre sont les plus endettées (environ 670 000 $ par exploitation), suivies des exploitations laitières, porcines et avicoles (entre 560 000 et 520 000 $ par exploitation).

Graphique B4.28

Moyenne de l'actif, du passif et de la valeur nette par type d'exploitation, 2003



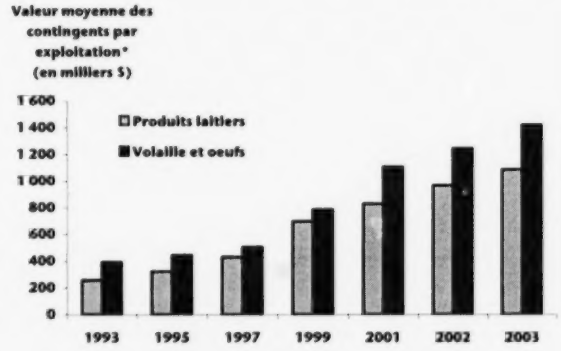
Source : AAC.

- **Les valeurs des contingents dans les industries à offre réglementée ont fortement augmenté ces dernières années.** Elles représentent aujourd'hui une part importante des actifs totaux de ces types d'exploitations.

  En 2003, la valeur du contingent de l'exploitation laitière moyenne était d'environ 1,1 million de dollars, et celle de l'exploitation avicole, d'environ 1,4 million de dollars, ce qui représente 47 % et 53 % de leurs actifs respectifs.

Graphique B4.29

Valeur moyenne des contingents pour les exploitations à offre réglementée, 1993-2003



Source : Statistique Canada et AAC.

Nota : *Valeur marchande.

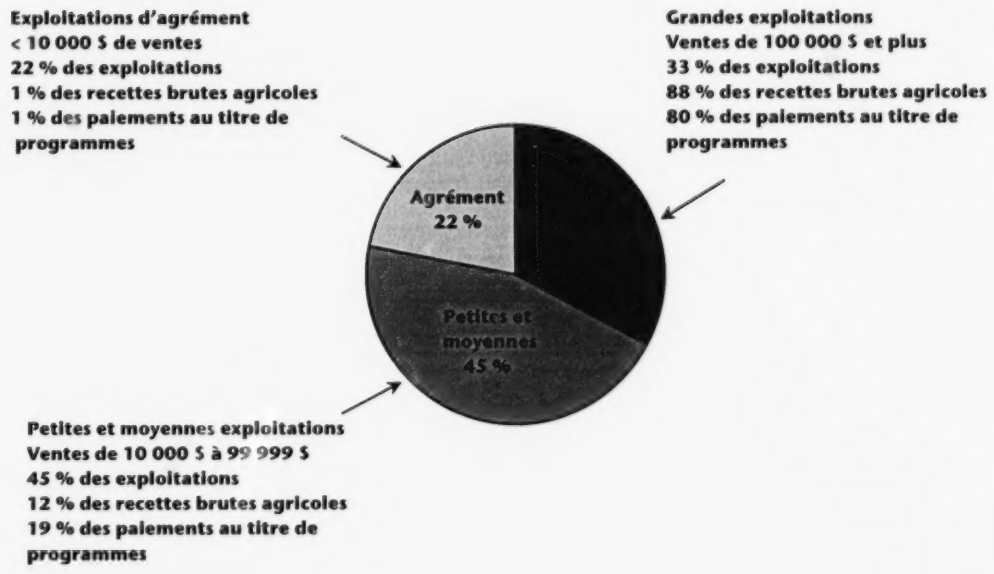
Les grandes exploitations agricoles génèrent la plus grande partie de la production

- **Le tiers seulement des exploitations recensées sont considérées comme grandes, avec des ventes égales ou supérieures à 100 000 $, mais ces exploitations réalisent près de 90 % de la production agricole et perçoivent 80 % des paiements au titre de programmes agricoles.**

Les petites et moyennes exploitations représentent près de la moitié des exploitations au Canada, mais elles génèrent seulement 12 % de la production et perçoivent la quasi totalité des 20 % restants des paiements au titre de programmes.

Les fermes d'agrément représentent le cinquième restant des exploitations. L'exploitation agricole d'agrément est un choix de vie et n'apporte aucune contribution importante au revenu familial. Toutes les exploitations dont les recettes sont inférieures à 10 000 $ sont considérées comme des fermes d'agrément. On en compte 54 000 au Canada.

Graphique B4.30
Répartition des 247 000 exploitations agricoles canadiennes par revenu brut, 2001



Source : Statistique Canada.

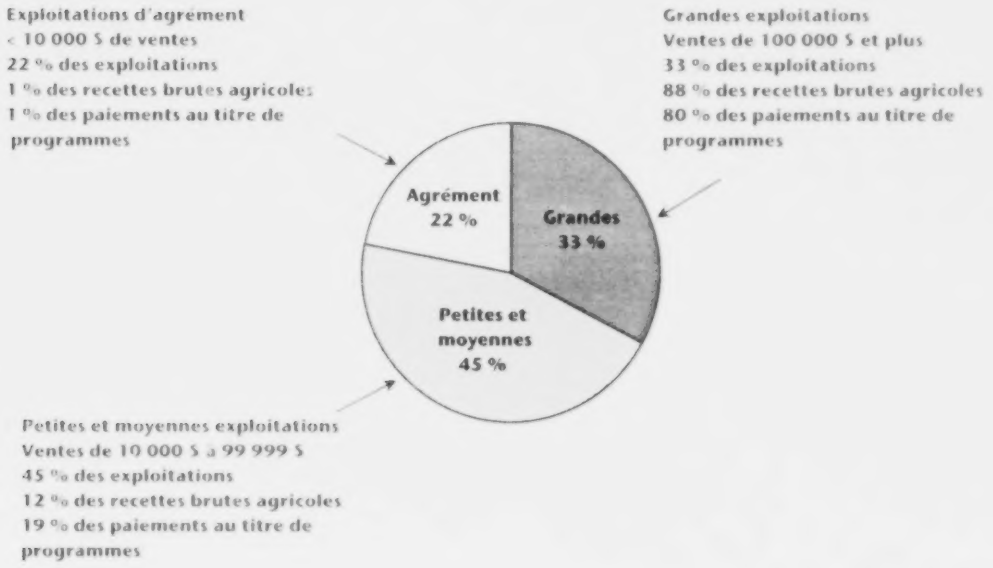
Les grandes exploitations agricoles génèrent la plus grande partie de la production

- **Le tiers seulement des exploitations recensées sont considérées comme grandes, avec des ventes égales ou supérieures à 100 000 $, mais ces exploitations réalisent près de 90 % de la production agricole et perçoivent 80 % des paiements au titre de programmes agricoles.**

Les petites et moyennes exploitations représentent près de la moitié des exploitations au Canada, mais elles génèrent seulement 12 % de la production et perçoivent la quasi totalité des 20 % restants des paiements au titre de programmes.

Les fermes d'agrément représentent le cinquième restant des exploitations. L'exploitation agricole d'agrément est un choix de vie et n'apporte aucune contribution importante au revenu familial. Toutes les exploitations dont les recettes sont inférieures à 10 000 $ sont considérées comme des fermes d'agrément. On en compte 54 000 au Canada.

Graphique B4.30
Répartition des 247 000 exploitations agricoles canadiennes par revenu brut, 2001



Source : Statistique Canada

Les exploitants agricoles n'ont pas tous les mêmes motivations

- **Exception faite des exploitations d'agrément, les exploitations agricoles peuvent aussi être classées dans des catégories fondées sur l'âge, la motivation commerciale ou la situation financière de l'exploitant.**
  - Près de 30 % des exploitations sont gérées par des retraités ou des personnes en quête d'un mode de vie différent.
  - Une autre tranche de 17 % comprend les exploitations qui dégagent un revenu familial total inférieur à 30 000 $.
  - Toutes les autres exploitations sont des entreprises commerciales et on peut encore une fois les classer en fonction de l'envergure de leurs activités, en allant des petites fermes aux très grandes exploitations.

Graphique B4.31

Répartition des exploitations dont le revenu agricole brut est d'au moins 10 000 $, par type, 2003

Source : Statistique Canada et AAC.

Nota : Ces données ne tiennent pas compte des exploitations d'agrément.

Types d'exploitations

Retraite - exploitations gérées par une personne âgée de 60 ans ou plus

Mode de vie - petites exploitations gérées par des familles dont le revenu non agricole est supérieur à 50 000 $

Faible revenu - petites et moyennes exploitations gérées par des familles dont le revenu total est inférieur à 30 000 $

Commerciales - toutes les autres exploitations

Petites - recettes se situant entre 10 000 et 49 999 $

Moyennes - recettes se situant entre 50 000 et 99 999 $

Grandes - recettes se situant entre 100 000 et 499 999 $

Très grandes - recettes de 500 000 $ ou plus

Exploitations non familiales - colonies huttériennes, autres activités commerciales, entreprises non familiales et coopératives

Les résultats des exploitants agricoles sont variables

- **Les résultats financiers varient d'un exploitant à l'autre, même parmi les producteurs ayant une taille d'exploitation et une spécialisation identiques.** Ces différences de résultats sont cohérentes dans le temps.

Les tendances sont les suivantes :

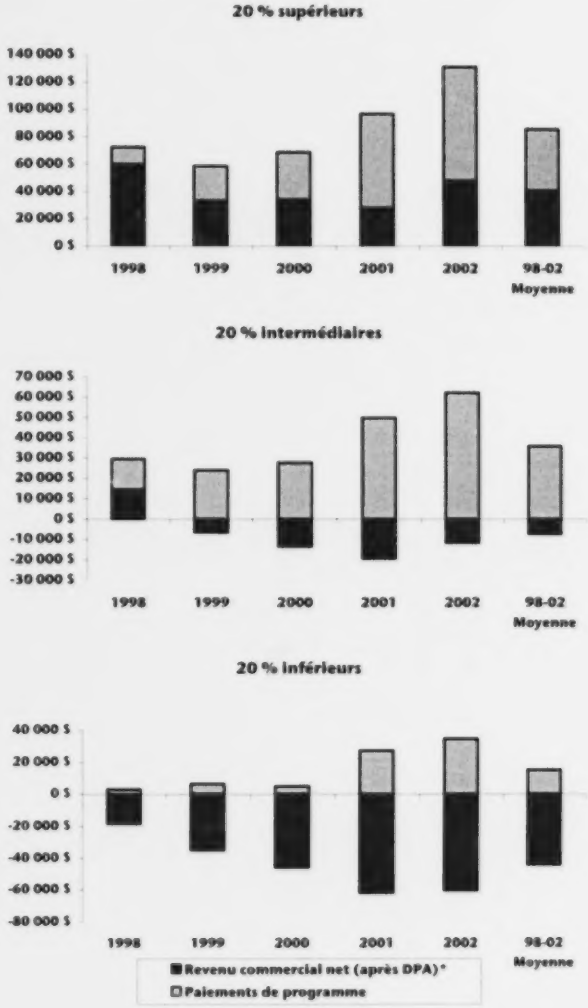
Les exploitants qui affichent les meilleurs résultats génèrent toujours des profits, quelles que soient les conditions du marché. Ils tirent la plus grande partie de leur revenu du marché.

Le groupe intermédiaire génère quelquefois des profits, mais, en moyenne, son revenu commercial net est peu élevé.

Les exploitations qui réussissent le moins bien sont toujours déficitaires; les exploitants comptent énormément sur les paiements du gouvernement.

Graphique B4.32

Revenu net des grandes exploitations canadiennes de céréales et d'oléagineux, 1998-2002



Source : Base de données CSRN.

Nota : *DPA – Déduction pour amortissement.
On a classé les exploitations selon leur revenu net moyen des cinq années. Les graphiques visent trois échantillons établis à partir de cette moyenne. On a ensuite recueilli, pour chacune des cinq années, les données relatives aux producteurs de chaque échantillon.

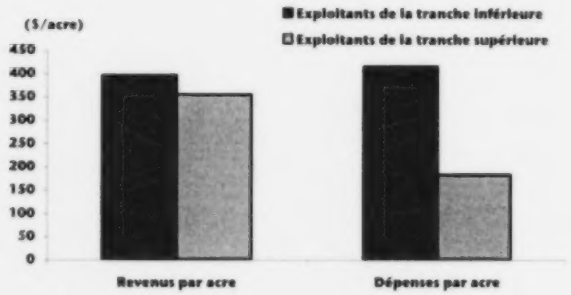
L'efficacité du contrôle des coûts est la principale différence entre les exploitations les plus rentables et les moins rentables

- **Les exploitants qui réussissent le mieux exercent un contrôle plus efficace des dépenses principales que ceux qui réussissent moins bien.**

  Il existe une différence marquée entre les exploitants qui réussissent le mieux et ceux qui réussissent le moins bien au chapitre des dépenses par acre, même si les recettes par acre sont semblables.

Graphique B4.33

Recettes et dépenses des grandes exploitations dans les Prairies axées sur la production de céréales et d'oléagineux, 2003



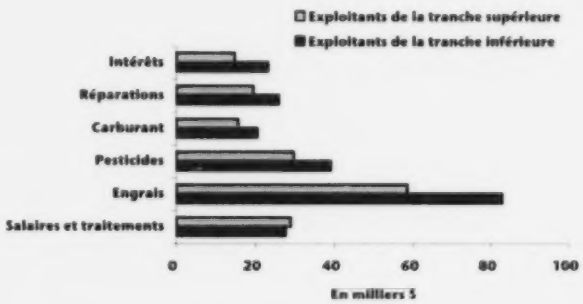
Source : Statistique Canada et AAC.

Nota : Exploitants qui constituent respectivement la tranche de 20 % supérieure et inférieure.

- Par exemple, dans les grandes exploitations de céréales et d'oléagineux du Manitoba, les exploitants qui réussissent le mieux paient moins d'intérêts et dépensent moins pour les intrants, comme les engrais, les pesticides et le carburant.

Graphique B4.34

Dépenses moyennes de certaines grandes exploitations de céréales et d'oléagineux du Manitoba, 1998-2002



Source : Base de données CSRN et AAC.

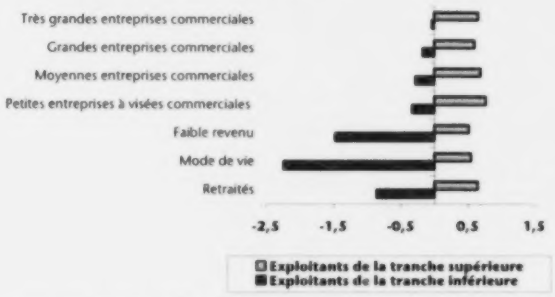
Nota : Exploitants qui constituent respectivement la tranche de 20 % supérieure et inférieure.

Les petites exploitations peuvent être aussi rentables que les grandes

- **La taille de l'exploitation n'est pas un frein à la rentabilité financière.** Les exploitants qui réussissent le mieux dans une petite exploitation obtiennent un ratio de marge brute comparable à celui des exploitants qui réussissent le mieux dans les grandes exploitations.

Graphique B4.35

Ratios de marge bénéficiaire brute réalisés par les exploitants de la tranche supérieure et de la tranche inférieure, par type d'exploitation, 2003



Source : Statistique Canada et AAC.

Nota : Le ratio de marge bénéficiaire brute exprime le rapport entre la marge brute de l'exploitation et ses recettes commerciales.
Exploitants qui constituent respectivement la tranche de 20 % supérieure et inférieure.

SECTION B5

Fournisseurs d'intrants et de services agricoles

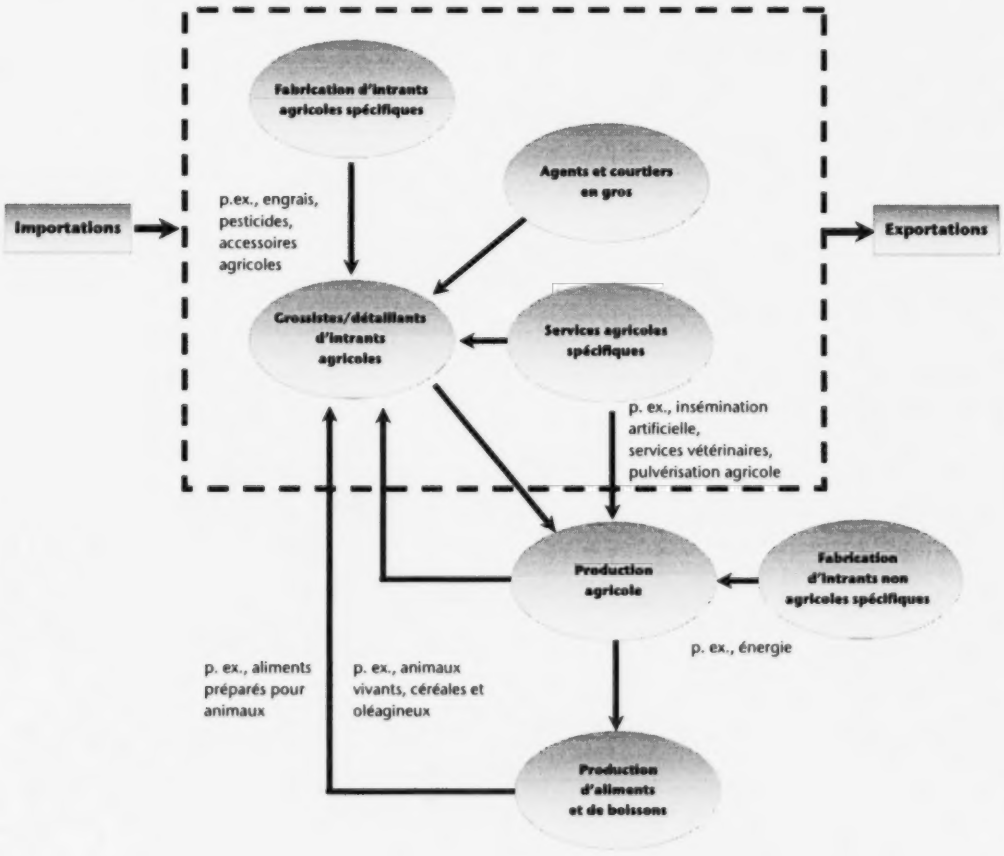
Les fournisseurs d'intrants constituent une chaîne de valeur complète

- **Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles spécifiques forment une chaîne de valeur complète dans le système agricole et agroalimentaire qui englobe les activités de fabrication, les services et la vente au détail et en gros.** Ils approvisionnent et soutiennent l'agriculture primaire et font également office d'acheteurs pour les industries en aval (p. ex., aliments préparés pour animaux achetés aux moulins à grains et à oléagineux, ou veaux d'engraissement achetés aux élevages de vaches allaitantes).

  Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles sont hétérogènes, allant d'entreprises multinationales qui fabriquent des machines et des instruments agricoles aux petites entreprises locales qui vendent de la pâture et des pesticides, et de courtiers internationaux en produits aux petits fournisseurs qui travaillent à l'unité.

Graphique B5.1

Chaîne de valeur des fournisseurs d'intrants et de services agricoles spécifiques

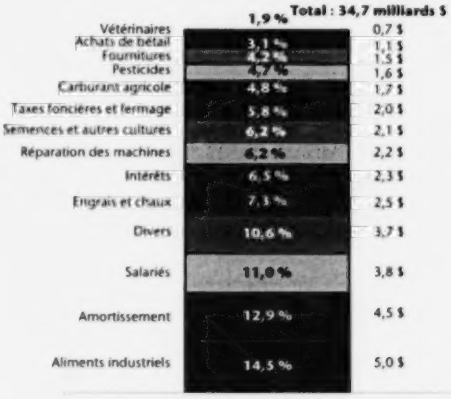


Globalement, les prix des intrants augmentent régulièrement

- **En 2004, les producteurs agricoles ont consacré près de 30,2 milliards de dollars aux dépenses d'exploitation après remises** et ils ont engagé des dépenses d'amortissement de 4,5 milliards de dollars.

  Le premier poste de dépenses concerne les aliments industriels (5,0 milliards de dollars), suivi des salariés (3,8 milliards de dollars).

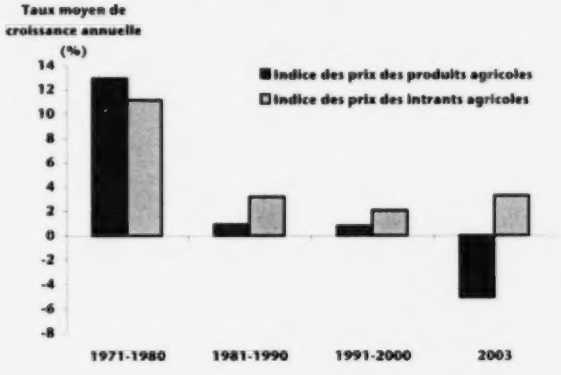
Graphique B5.2
Dépenses des exploitations agricoles, 2004



Source : Statistique Canada.

- **Depuis 1981, la hausse des prix des produits agricoles n'a pas suivi la hausse des prix des intrants agricoles.** Le taux de croissance négatif des prix des produits en 2003 est dû en partie à la crise suscitée par l'ESB.

Graphique B5.3
Prix des intrants agricoles et prix des produits agricoles, 1971-2003



Source : Statistique Canada.

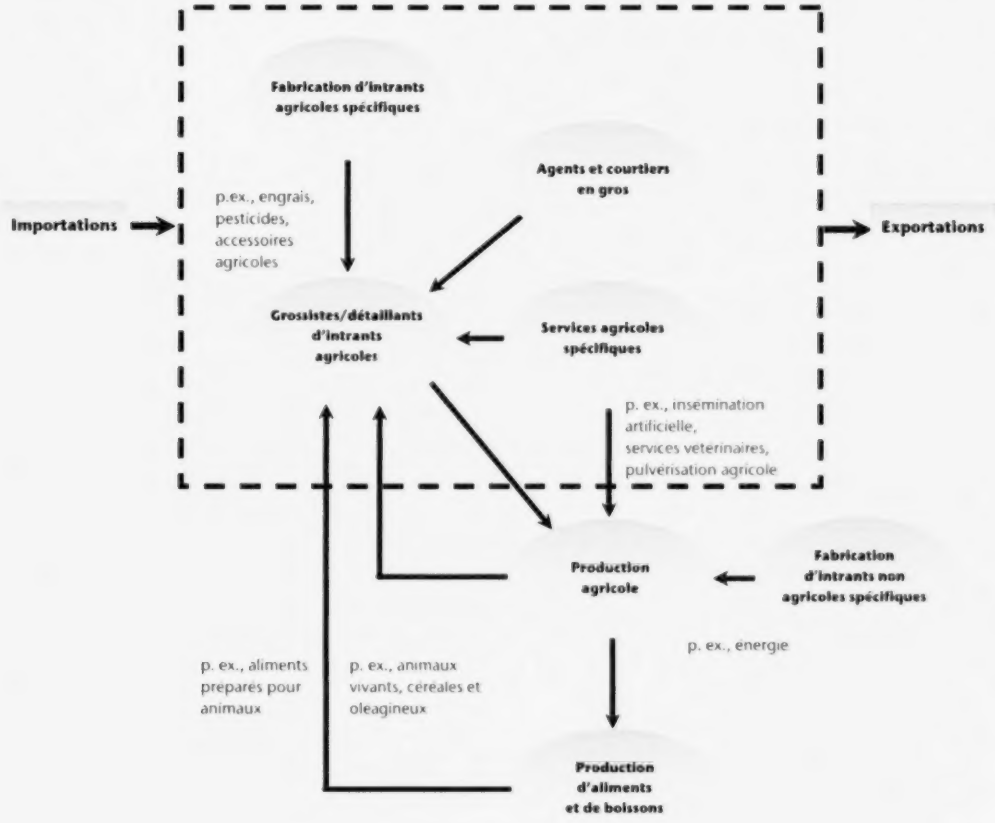
Les fournisseurs d'intrants constituent une chaîne de valeur complète

- **Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles spécifiques forment une chaîne de valeur complète dans le système agricole et agroalimentaire qui englobe les activités de fabrication, les services et la vente au détail et en gros.** Ils approvisionnent et soutiennent l'agriculture primaire et font également office d'acheteurs pour les industries en aval (p. ex., aliments préparés pour animaux achetés aux moulins à grains et à oléagineux, ou veaux d'engraissement achetés aux élevages de vaches allaitantes).

  Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles sont hétérogènes, allant d'entreprises multinationales qui fabriquent des machines et des instruments agricoles aux petites entreprises locales qui vendent de la pâture et des pesticides, et de courtiers internationaux en produits aux petits fournisseurs qui travaillent à l'unité.

Graphique B5.1

Chaîne de valeur des fournisseurs d'intrants et de services agricoles spécifiques

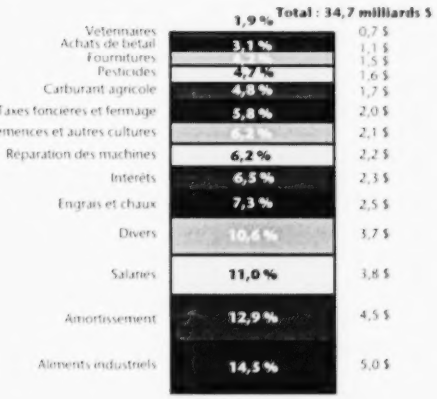


Globalement, les prix des intrants augmentent régulièrement

- **En 2004, les producteurs agricoles ont consacré près de 30,2 milliards de dollars aux dépenses d'exploitation après remises** et ils ont engagé des dépenses d'amortissement de 4,5 milliards de dollars.

  Le premier poste de dépenses concerne les aliments industriels (5,0 milliards de dollars), suivi des salariés (3,8 milliards de dollars).

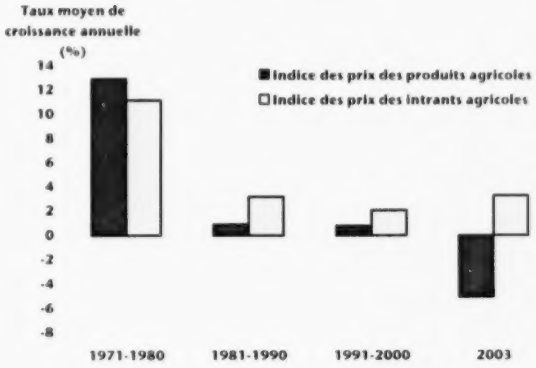
Graphique B5.2
Dépenses des exploitations agricoles, 2004



Source : Statistique Canada.

- **Depuis 1981, la hausse des prix des produits agricoles n'a pas suivi la hausse des prix des intrants agricoles.** Le taux de croissance négatif des prix des produits en 2003 est dû en partie à la crise suscitée par l'ESB.

Graphique B5.3
Prix des intrants agricoles et prix des produits agricoles, 1971-2003



Source : Statistique Canada.

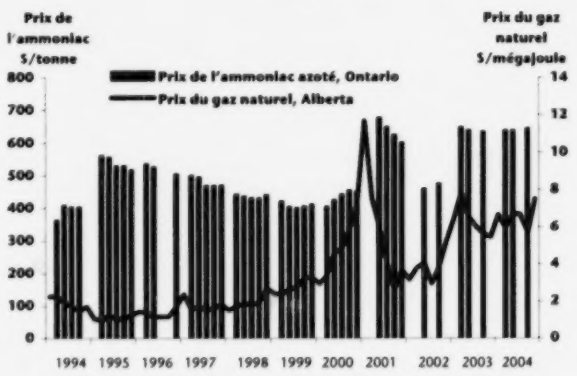
Les améliorations relatives aux intrants et les techniques agronomiques en évolution ont contribué à la hausse des coûts des intrants

- **Les prix du gaz naturel se répercutent sur le coût des engrais azotés.** Cela est dû au fait que le gaz naturel est le principal intrant de la production d'ammoniac et l'ammoniac, à son tour, est l'élément de base de la fabrication des engrais azotés.

  Toutefois, cette relation n'a pas toujours existé. Au milieu des années 1990, la demande soutenue d'engrais, conjuguée à l'utilisation de la quasi-totalité des capacités de production, a maintenu les prix des engrais à un niveau élevé, alors que les prix du gaz naturel étaient bas.

Graphique B5.4

Prix de l'ammoniac azoté et du gaz naturel, 1994-2004



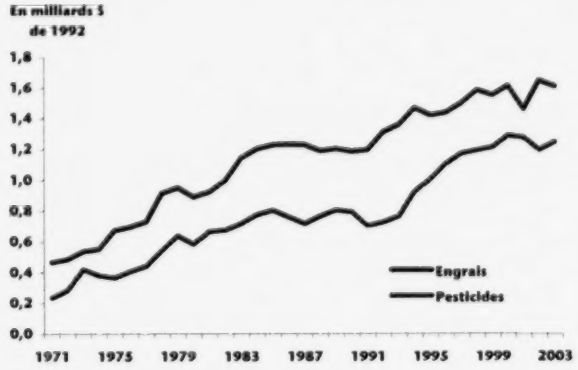
Source : Ressources naturelles Canada et Collège de Ridgetown, Université de Guelph.

- **Au fil du temps, les producteurs agricoles ont adopté différentes pratiques agricoles, soit pour améliorer les rendements, pour réduire les coûts ou soit pour différencier leurs produits, ce qui crée une demande de différents types d'intrants.**

  Par exemple, avec le recul des jachères et une production agricole plus intensive, l'utilisation des produits chimiques, tels que les engrais et les pesticides, augmente régulièrement au fil du temps.

Graphique B5.5

Utilisation des produits chimiques dans les exploitations agricoles, 1971-2003



Source : Statistique Canada et AAC.

La valeur des terres agricoles reflète l'évolution du prix des denrées

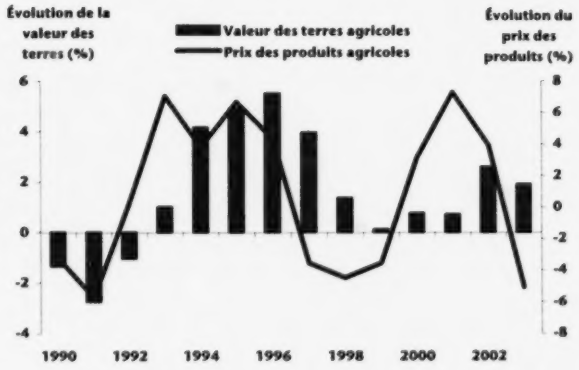
- **L'un des principaux éléments déterminants de la valeur des terres agricoles est la santé générale de l'agriculture.**

  Comme la terre est un intrant fixe, les prix des produits et les paiements des programmes publics ont tendance à déterminer la valeur.

  D'autres facteurs influent sur la valeur des terres agricoles, notamment la qualité de la terre proprement dite, son éloignement des grands centres urbains et la situation économique générale.

Graphique B5.6

Valeur des terres agricoles et prix des produits agricoles au Canada, 1990-2003



Source : Financement agricole Canada, Statistique Canada et AAC.

- **Par exemple, le prix des terres en Saskatchewan suit en général, avec un léger retard, l'évolution du prix du blé.**

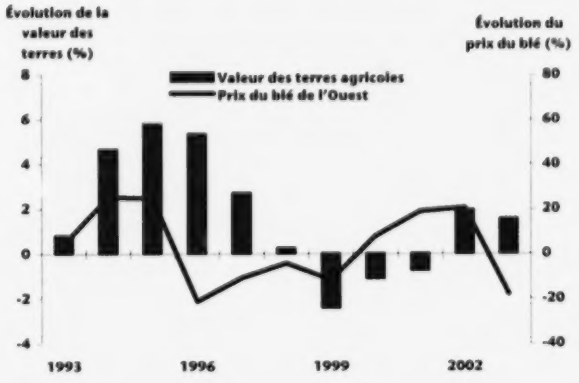
  La hausse du prix du blé observée depuis 2000 a permis d'éviter la chute du prix des terres et a probablement contribué à son augmentation, en 2002.

  Si la tendance historique se poursuit, le prix des terres en Saskatchewan devrait chuter en 2004, en raison de la chute du prix du blé en 2003.

  Le rétablissement du prix des terres en Saskatchewan s'est fait avec un léger retard par rapport au reste du Canada; cela est en partie attribuable à la sécheresse.

Graphique B5.7

Valeur des terres agricoles en Saskatchewan et prix du blé de l'Ouest, 1993-2003



Source : Financement agricole Canada, Commission canadienne du blé et AAC.

Les producteurs achètent une partie importante de leurs intrants auprès de coopératives

- **La part de marché pour les carburants agricoles vendus par les coopératives a augmenté depuis 1986,** essentiellement du fait de l'extension des activités dans l'Ouest canadien.

  On a observé une baisse importante de la part de marché pour les engrais et les produits chimiques vendus par les coopératives. La démutualisation de la coopérative Agricore, qui a vendu une grande quantité d'engrais et de produits chimiques en 2001, est la cause principale de la baisse de la part de marché des coopératives en 2002.

Graphique B5.8

Parts de marché des fournitures agricoles détenues par les coopératives, 1986-2002

	1986	1991	1996	2002
	% du total des dépenses agricoles			
Engrais et produits chimiques	31	36	35	23
Carburant agricole	22	29	27	43
Semences	23	17	17	6
Aliments pour animaux	26	25	17	13

Source : Secrétariat aux coopératives et Statistique Canada.

- **En 2002, les coopératives ont vendu pour 4,4 milliards de dollars de fournitures.**

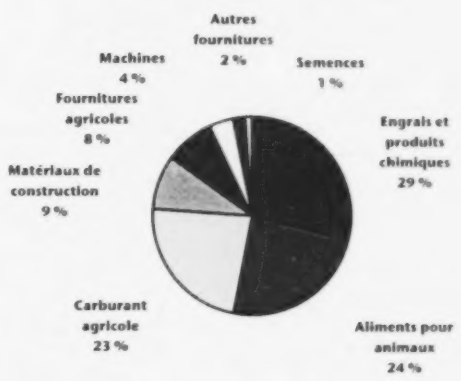
  En 2002, une période de sécheresse prolongée dans l'Ouest canadien a réduit la zone de terres cultivées, ce qui s'est traduit par des répercussions négatives sur la demande de fournitures agricoles.

  Les coopératives vendent une large gamme de produits : des engrais et des substances chimiques, de la pâture, des machines et des fournitures agricoles (abreuvoirs et brouettes) et non agricoles (semences pour jardins privés et vêtements de jardin).

  Les coopératives de fournitures agricoles sont des entreprises appartenant à des exploitants agricoles qui s'efforcent de fournir aux agriculteurs des produits de grande qualité à prix abordable. Les surplus générés par ces coopératives sont redistribués aux membres, augmentant ainsi le revenu agricole.

Graphique B5.9

Ventes des coopératives, 2002



Source : Secrétariat aux coopératives.

Les producteurs achètent une partie importante de leurs intrants auprès de coopératives

- **La part de marché pour les carburants agricoles vendus par les coopératives a augmenté depuis 1986,** essentiellement du fait de l'extension des activités dans l'Ouest canadien.

  On a observé une baisse importante de la part de marché pour les engrais et les produits chimiques vendus par les coopératives. La démutualisation de la coopérative Agricore, qui a vendu une grande quantité d'engrais et de produits chimiques en 2001, est la cause principale de la baisse de la part de marché des coopératives en 2002.

Graphique B5.8

Parts de marché des fournitures agricoles détenues par les coopératives, 1986-2002

	1986	1991	1996	2002
	% du total des dépenses agricoles			
Engrais et produits chimiques	31	36	35	23
Carburant agricole	22	29	27	43
Semences	23	17	17	6
Aliments pour animaux	26	25	17	13

Source : Secrétariat aux coopératives et Statistique Canada.

- **En 2002, les coopératives ont vendu pour 4,4 milliards de dollars de fournitures.**

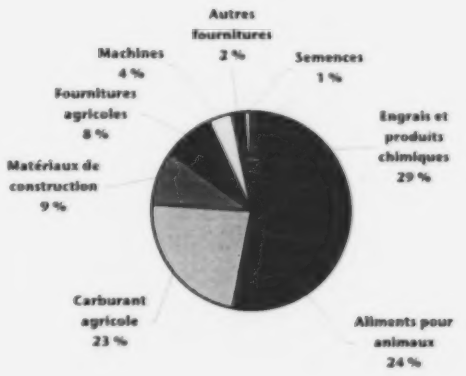
  En 2002, une période de sécheresse prolongée dans l'Ouest canadien a réduit la zone de terres cultivées, ce qui s'est traduit par des répercussions négatives sur la demande de fournitures agricoles.

  Les coopératives vendent une large gamme de produits : des engrais et des substances chimiques, de la pâture, des machines et des fournitures agricoles (abreuvoirs et brouettes) et non agricoles (semences pour jardins privés et vêtements de jardin).

  Les coopératives de fournitures agricoles sont des entreprises appartenant à des exploitants agricoles qui s'efforcent de fournir aux agriculteurs des produits de grande qualité à prix abordable. Les surplus générés par ces coopératives sont redistribués aux membres, augmentant ainsi le revenu agricole.

Graphique B5.9

Ventes des coopératives, 2002



Source : Secrétariat aux coopératives.

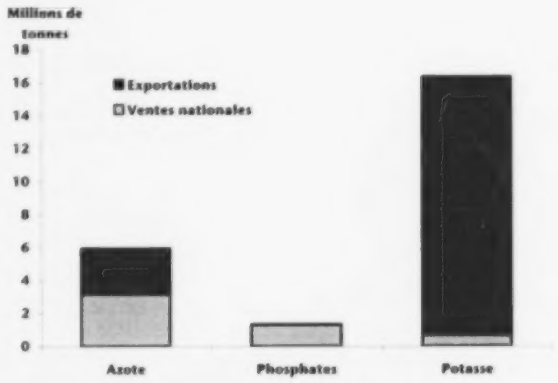
Le Canada est un important producteur d'engrais à l'échelle internationale

- **Le Canada produit environ 30 % de la potasse mondiale et possède l'essentiel des réserves mondiales.**

  La production d'engrais se concentre en Alberta (azote et phosphate) et en Saskatchewan (potasse et azote). La seule mine de phosphate du Canada se trouve dans le nord de l'Ontario, mais le phosphate est transformé en Alberta.

  Le Canada exporte environ 95 % de sa production de potasse et environ la moitié de ses produits azotés.

Graphique B5.10
Ventes et exportations d'engrais, 2003



Source : Institut canadien des engrais.

SECTION C

Le **gouvernement** et le **système agricole** et **agroalimentaire**

Même si l'appui du gouvernement au secteur agricole et agroalimentaire est demeuré vigoureux en 2004-2005, il y a eu un recul par rapport à l'exercice antérieur

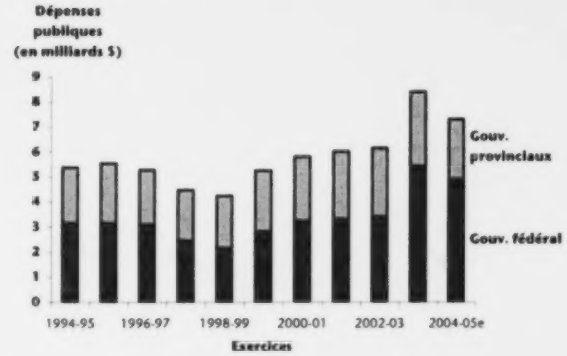
- **En 2004-2005, les gouvernements fédéral et provinciaux ont accordé au secteur agricole et agroalimentaire une aide qui approche son sommet historique.**

  On évalue à 7,3 milliards de dollars les dépenses publiques totales dans ce secteur pour l'exercice 2004-2005.

  Les dépenses publiques sont une estimation des sommes que les gouvernements versent au secteur agricole et agroalimentaire pour un exercice donné. Cela comprend les dépenses consacrées à la recherche et à l'inspection, à l'administration générale et à la gestion, à la politique, aux services d'information et de statistiques et aux paiements au titre de programmes.

  L'exercice du gouvernement commence le 1er avril et se termine le 31 mars.

Graphique C1.1
Dépenses publiques pour le soutien du secteur agricole et agroalimentaire, exercices 1994-1995 à 2004-2005

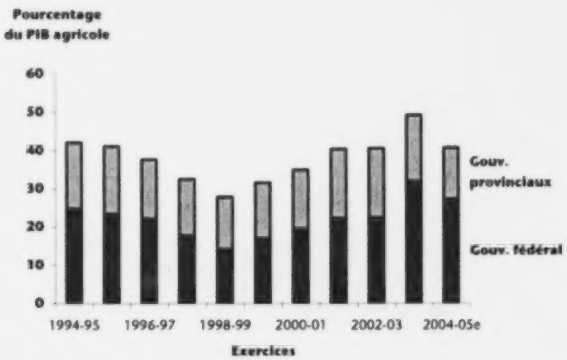


Source : AAC.

Nota : Les données de 2004-2005 sont des estimations.

- Les dépenses publiques totales consacrées au secteur agricole et agroalimentaire sont évaluées à environ 41 % du PIB agricole pour l'exercice 2004-2005.

Graphique C1.2
Dépenses publiques pour le soutien du secteur agricole et agroalimentaire, exercices 1994-1995 à 2004-2005



Source : AAC.

Nota : Les données de 2004-2005 sont des estimations.

Le soutien public varie d'une province à l'autre

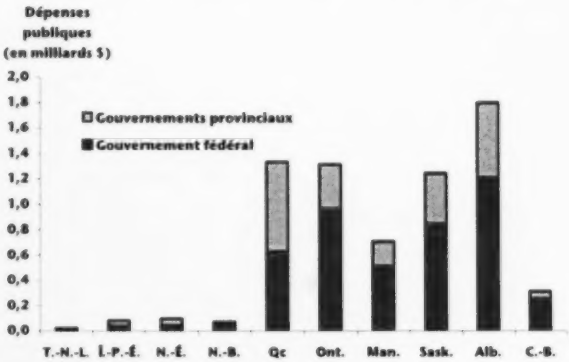
- **Pendant l'exercice 2004-2005, les dépenses publiques totales devraient dépasser le milliard de dollars attribué à quatre provinces. Ces provinces sont l'Alberta (1,80 G$), le Québec (1,33 G$), l'Ontario (1,31 G$) et la Saskatchewan (1,25 G$).**

  L'agriculture est une compétence commune du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux, qui consacrent des ressources considérables pour soutenir le secteur. Ces deux paliers de gouvernement se sont entendus sur la répartition du financement des programmes de gestion du risque. Toutefois, la part respective du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux varie d'une province à l'autre en raison des différents programmes offerts par les provinces et des autres types de soutien.

  Pendant l'exercice 2004-2005, le gouvernement fédéral a fourni l'essentiel du soutien public total dans toutes les provinces, à l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador, du Québec et de la Nouvelle-Écosse.

- **Exprimé en fonction du PIB agricole, le soutien agricole montre aussi des écarts entre les provinces.** Dans cette optique, on peut dire que les secteurs agricoles de l'Île-du-Prince-Édouard, de l'Alberta et de la Saskatchewan sont ceux qui reçoivent le plus d'aide gouvernementale.

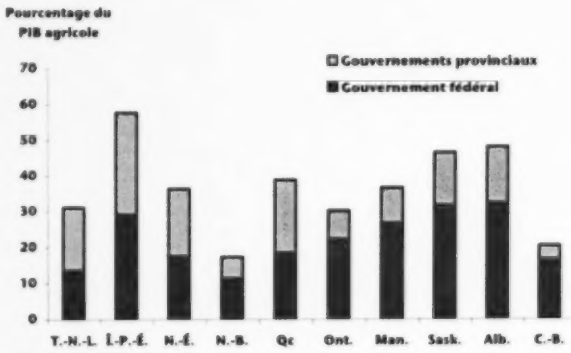
Graphique C1.3
Dépenses publiques pour le soutien du secteur agricole et agroalimentaire, par province, exercice 2004-2005



Source : AAC.

Nota : Les données de 2004-2005 sont des estimations.

Graphique C1.4
Dépenses publiques pour le soutien du secteur agricole et agroalimentaire, par province, exercice 2004-2005



Source : AAC.

Nota : Les données de 2004-2005 sont des estimations.

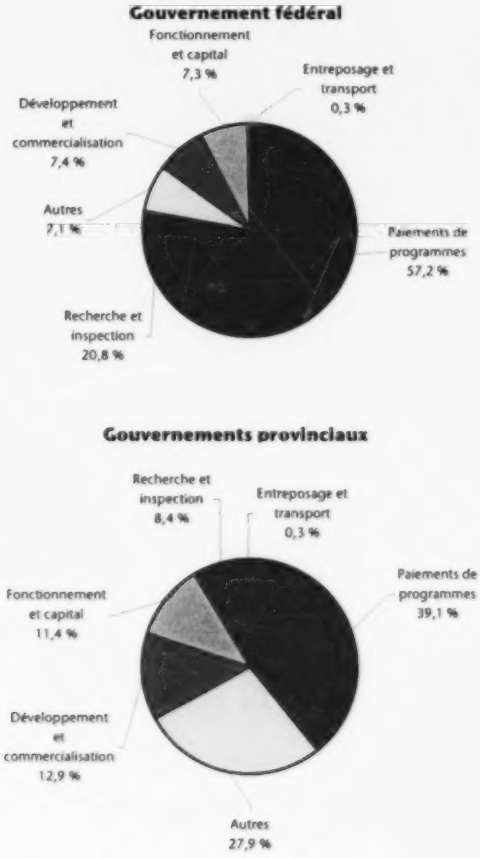
Les paiements au titre de programmes constituent la majeure partie de l'aide publique

- **Pendant l'exercice 2004-2005, les paiements au titre de programmes fédéraux représentaient 57 % des dépenses publiques totales consacrées au soutien du secteur agricole et agroalimentaire, tandis que les paiements au titre de programmes provinciaux en représentaient environ 39 %.**

Au niveau fédéral, les activités de recherche et d'inspection constituent le deuxième poste de dépenses publiques et représentent 21 %; au niveau provincial, elles représentent 8 %. « Autres » représente le deuxième poste de dépenses provinciales. Ce poste comprend les dépenses consacrées à l'extension, à l'éducation ainsi que les dépenses fiscales et représente 28 % des dépenses provinciales.

Graphique C1.5

Dépenses publiques pour le soutien du secteur agricole et agroalimentaire, par catégorie principale, exercice 2004-2005



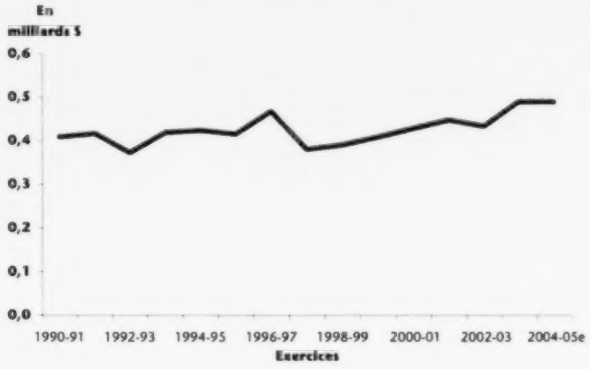
Source : AAC.

Nota : Les données de 2004-2005 sont des estimations.

Les dépenses publiques consacrées par le Canada à la recherche sur l'agriculture sont inférieures à celles des États-Unis

- **Les dépenses publiques totales consacrées à la recherche sur le secteur agricole et agroalimentaire sont restées relativement stables ces dix dernières années;** elles s'établissent à environ 400 millions de dollars par année.

Graphique C1.6
Dépenses publiques consacrées à la recherche sur l'agriculture, 1990-1991 à 2004-2005



Source : AAC.

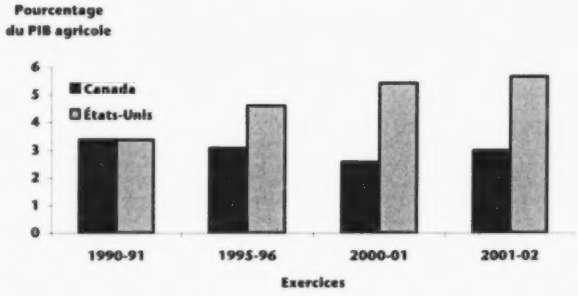
Nota : Les données de 2004-2005 sont des estimations.

- **La proportion du PIB agricole que représentent les dépenses de recherche en 2001-2002 est légèrement inférieure à celle de 1990-1991** (3 % contre 3,4 %)

  C'est le contraire qui se passe aux États-Unis : la proportion du PIB agricole que représentent ces dépenses augmente; elle s'établit maintenant à environ 5 %.

  Au Canada, le gouvernement fédéral finance une bonne partie de la recherche, même s'il accorde des subventions et des contributions au secteur privé pour mener des recherches (voir le graphique A4.5). Aux États-Unis, ce sont les entreprises privées et les universités à vocation agricole qui mènent la plus grande partie des recherches financées par le gouvernement.

Graphique C1.7
Dépenses publiques consacrées à la recherche sur l'agriculture, au Canada et aux États-Unis, 1990-1991 à 2001-2002



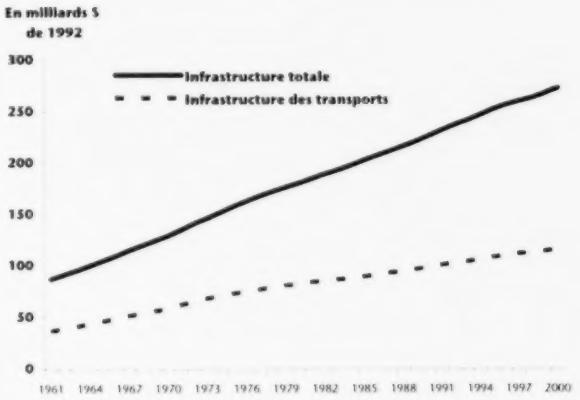
Source : Statistique Canada, AAC, département de l'Agriculture des États-Unis, département du Commerce des États-Unis.

Nota : Aux États-Unis, l'exercice commence le 1er octobre et se termine le 30 septembre; au Canada, il commence le 1er avril et se termine le 31 mars.

Les investissements dans l'infrastructure publique ont eu un effet bénéfique sur la croissance de la productivité dans le domaine de la transformation alimentaire

- **Le volume total de l'infrastructure publique* augmente chaque année depuis 1961; la croissance a cependant ralenti au fil des ans.** Le taux de croissance annuel est passé d'environ 4,6 % dans les années 1960 à près de 2 % depuis les années 1980. Le taux de croissance de l'infrastructure des transports ** a aussi reculé, ce qui reflète l'expansion moindre des systèmes routiers.

Graphique C1.8
Infrastructure publique au Canada, 1961-2000

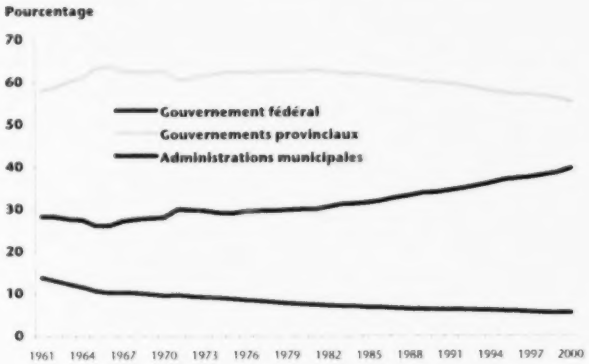


Source : Statistique Canada, Section de la richesse nationale et du stock de capital.

- **Les recherches révèlent que les investissements dans l'infrastructure publique ont eu un effet bénéfique important sur la croissance de la productivité du secteur de la transformation alimentaire** en réduisant les coûts de production et de distribution des extrants.[12] Par exemple, la pose d'un nouveau revêtement sur les routes pourrait permettre aux entreprises de transformation d'utiliser leur capital de transport de façon plus efficace et de distribuer leurs produits aux consommateurs à un coût moindre.

- Alors que la majeure partie de l'infrastructure des transports appartient aux gouvernements provinciaux, les administrations municipales assument des responsabilités croissantes en matière de construction et d'amélioration des routes locales et des autoroutes. Dans les années 1960, la part du gouvernement fédéral dans l'infrastructure nationale des transports atteignait à peine 12 %; elle est tombée à 6 % dans les années 1990.

Graphique C1.9
Part de l'infrastructure des transports pour chaque ordre de gouvernement, 1961-2000



Source : Calculs d'AAC.

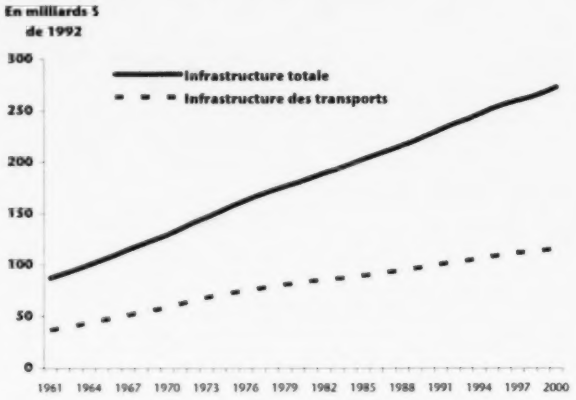
*Par infrastructure publique, on entend l'ensemble du capital physique appartenant aux gouvernements provinciaux ou fédéral ou aux administrations municipales du Canada. L'infrastructure comprend des édifices (écoles, bibliothèques, bureaux de poste, etc.), des ouvrages de génie civil (routes, canalisations, etc.) et des machines (véhicules pour l'enlèvement de la neige, ambulances, etc.).

**L'infrastructure des transports est une sous-catégorie des ouvrages de génie civil. Elle comprend les autoroutes, les routes, les rues, les pistes, les chemins de fer, les ponts et les tunnels.

Les investissements dans l'infrastructure publique ont eu un effet bénéfique sur la croissance de la productivité dans le domaine de la transformation alimentaire

- **Le volume total de l'infrastructure publique* augmente chaque année depuis 1961; la croissance a cependant ralenti au fil des ans.** Le taux de croissance annuel est passé d'environ 4,6 % dans les années 1960 à près de 2 % depuis les années 1980. Le taux de croissance de l'infrastructure des transports ** a aussi reculé, ce qui reflète l'expansion moindre des systèmes routiers.

Graphique C1.8
Infrastructure publique au Canada, 1961-2000

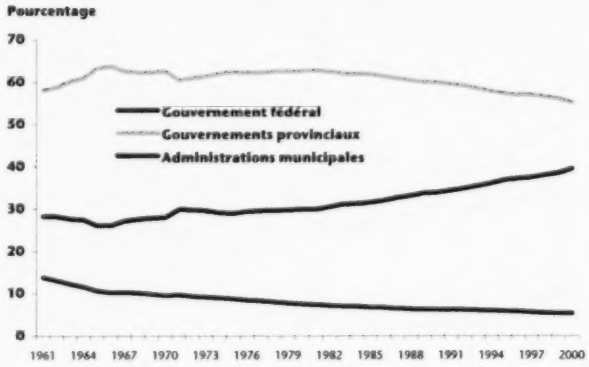


Source : Statistique Canada, Section de la richesse nationale et du stock de capital.

- **Les recherches révèlent que les investissements dans l'infrastructure publique ont eu un effet bénéfique important sur la croissance de la productivité du secteur de la transformation alimentaire** en réduisant les coûts de production et de distribution des extrants.[12] Par exemple, la pose d'un nouveau revêtement sur les routes pourrait permettre aux entreprises de transformation d'utiliser leur capital de transport de façon plus efficace et de distribuer leurs produits aux consommateurs à un coût moindre.

- Alors que la majeure partie de l'infrastructure des transports appartient aux gouvernements provinciaux, les administrations municipales assument des responsabilités croissantes en matière de construction et d'amélioration des routes locales et des autoroutes. Dans les années 1960, la part du gouvernement fédéral dans l'infrastructure nationale des transports atteignait à peine 12 %; elle est tombée à 6 % dans les années 1990.

Graphique C1.9
Part de l'infrastructure des transports pour chaque ordre de gouvernement, 1961-2000



Source : Calculs d'AAC.

*Par infrastructure publique, on entend l'ensemble du capital physique appartenant aux gouvernements provinciaux ou fédéral ou aux administrations municipales du Canada. L'infrastructure comprend des édifices (écoles, bibliothèques, bureaux de poste, etc.), des ouvrages de génie civil (routes, canalisations, etc.) et des machines (véhicules pour l'enlèvement de la neige, ambulances, etc.).
**L'infrastructure des transports est une sous-catégorie des ouvrages de génie civil. Elle comprend les autoroutes, les routes, les rues, les pistes, les chemins de fer, les ponts et les tunnels.

Le soutien public au secteur agricole et agroalimentaire prend aussi la forme de mesures fiscales

- **Les revenus fiscaux auxquels renonce le gouvernement équivalent à une importante source de soutien public pour le secteur agricole et agroalimentaire.**

  À l'exercice 2004-2005, les exemptions fiscales et les remboursements de taxes accordés au secteur de l'agriculture primaire ont atteint environ 421 millions de dollars. Ce total n'inclut pas le remboursement de la taxe de vente ni de l'impôt sur le revenu.

Graphique C1.10
Appui aux producteurs agricoles sous forme de remboursements de taxes et d'exemptions d'impôt, exercices 1992-1993 à 2004-2005

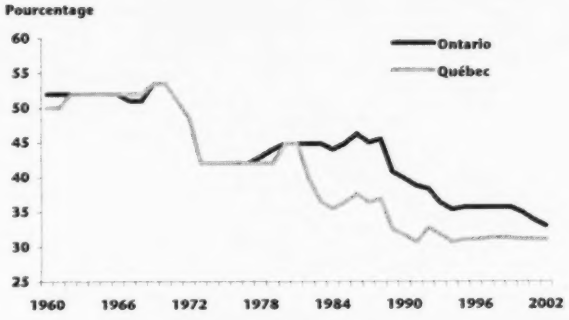
Source : AAC.

Nota : Y compris la ristourne et les exemptions de taxe sur le carburant et la réduction d'impôt foncier, exception faite des remboursements de taxe sur les ventes et d'impôt sur le revenu.
Les données de 2004-2005 sont des estimations.

- Depuis le début des années 1960, le taux combiné fédéral-provincial de l'impôt des sociétés du secteur de la fabrication et de la transformation* a chuté dans toutes les provinces. En Ontario et au Québec, les taux étaient d'environ 52 %; en 2002, ils variaient entre 33 % et 31%, respectivement. Ces taux s'appliquent aux entreprises dont la principale activité est la transformation d'aliments et (ou) de boissons, et non aux exploitations agricoles constituées en société.

  *Il s'agit du (taux d'impôt de base fédéral moins le taux d'abattement de l'impôt fédéral) [1 plus (taux de la surtaxe fédérale)] moins (crédit d'impôt fédéral pour les fabricants/transformateurs) plus (taux provincial pour les fabricants/transformateurs)

Graphique C1.11
Taux combiné fédéral-provincial de l'impôt des sociétés du secteur de la fabrication et de la transformation en Ontario et au Québec, de 1960 à 2002



Source : Cahill(2005).

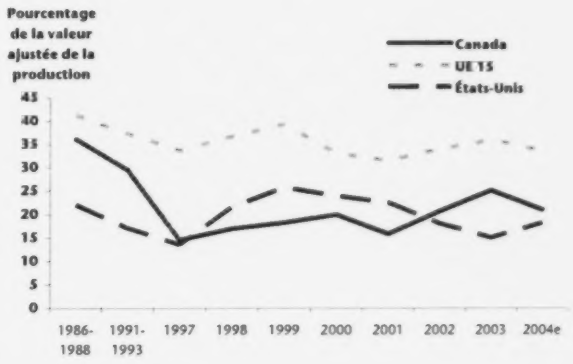
En % de l'ESP, l'aide aux producteurs canadiens est comparable à celle que reçoivent les producteurs américains, mais son effet entraîne moins de perturbations

- **Au fil des ans, les producteurs agricoles canadiens sont devenus moins dépendants du soutien public, tel que mesuré par l'indice ESP (estimation du soutien aux producteurs).**

  Toutefois, ces trois dernières années, le soutien public a été supérieur au Canada qu'aux États-Unis, notamment du fait de l'intervention des gouvernements fédéral et provinciaux en raison de la crise causée par l'ESB.

  En 2004, l'ESP du Canada était de 21 % de la valeur ajustée de la production, contre 34 % pour l'UE des 15 et 18 % pour les États-Unis.

Graphique C1.12
Estimation du soutien aux producteurs, 1986-2004



Source : Estimations de l'OCDE et d'AAC.

Nota : Les données de 2004 sont des estimations.

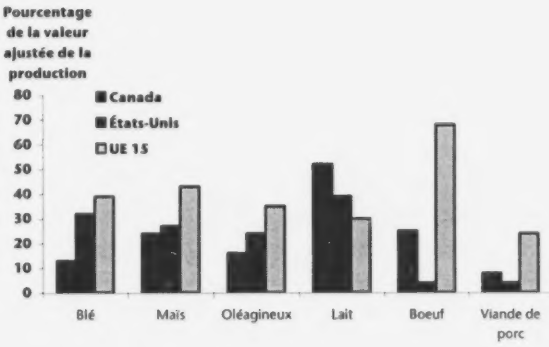
- **Le soutien, exprimé en pourcentage de l'ESP, varie d'une denrée à l'autre dans un pays, et aussi d'un pays à un autre pour une denrée donnée.**

  L'indice pour le bœuf au Canada est relativement plus élevé en 2004 en raison des mesures gouvernementales prises à la suite de la crise de l'ESB, mais il est toutefois nettement inférieur à celui de l'UE des 15.

  Tandis que l'ESP pour la viande rouge est plus élevée au Canada qu'aux États-Unis, l'ESP pour les céréales et les oléagineux au Canada est inférieure à celle des États-Unis.

  Exception faite des produits soumis à la gestion de l'offre, les programmes canadiens sont axés sur une approche « de l'ensemble de l'exploitation agricole » qui permet de voir les signaux du marché.

Graphique C1.13
Estimation du soutien aux producteurs, par denrée, 2004



Source : Estimations de l'OCDE et d'AAC.

Nota : Les données de 2004 sont des estimations.

Notes

Notes

1. À moins d'indication contraire, les catégories du système agricole et agroalimentaire sont définies conformément au Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Le glossaire renferme une liste détaillée des industries appartenant à chaque catégorie du système.

2. Aliments Maple Leaf Inc. et(ou) Canada Bread Company Limited, 2002, Food Safety, What We Do: Our Policies and Practices, 2002.

3. Wendy's International Inc., Corporate Initiatives, 2003.

4. McCain Foods Limited, McCain Worldwide.

5. Macdonald & Associates Limited www.canadavc.com.

6. GlobeScan, Food Issues Monitor 2002, janvier 2003, page 7.

7. Ipsos Reid, New Thoughts for Food: Consumer Trends, une présentation devant le Conseil agricole et agroalimentaire, 23 novembre 2003, présentée par Joanne Karman, vice-présidente directrice et directrice générale, Agroalimentaire.

8. GlobeScan Inc., Food Issues Monitor 2003, décembre 2003, page 18.

9. Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires, CREST/NPD Information Group; NPD Group Eating Patterns in Canada Report, octobre 2003 www.crfa.ca.

10. Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires, InfoStats Quarterly, 2003.

11. Statistique Canada, Recensement de l'agriculture 2001.

12. Harchaoui et Tarkhani, « Le capital public et sa contribution à la productivité du secteur des entreprises du Canada », Série de documents de recherche sur l'analyse économique (AE), N° 11FOO27MIF au catalogue - N° 017.

Glossaire

Les composantes du système

Système agricole et agroalimentaire canadien
Le système agricole et agroalimentaire canadien est une chaîne de valeur des industries qui produisent des denrées agricoles et alimentaires. Il comprend les fournisseurs d'intrants et de services agricoles, l'agriculture primaire, les entreprises de transformation des aliments, des boissons et du tabac, les détaillants et grossistes en alimentation et les établissements de services alimentaires.

Fournisseurs d'intrants et de services agricoles
Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) :

au niveau des 4 chiffres :

1151 Activités de soutien aux cultures agricoles
1152 Activités de soutien à l'élevage
3253 Fabrication de pesticides, d'engrais et d'autres produits chimiques agricoles
4171 Grossistes-distributeurs de machines et matériel pour l'agriculture, l'entretien des pelouses et le jardinage
4183 Grossistes-distributeurs de fournitures agricoles

au niveau des 5 chiffres

33311 Fabrication de machines agricoles

Agriculture primaire
L'agriculture primaire comprend les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

au niveau des 4 chiffres :

1111 Culture de plantes oléagineuses et céréalières
1112 Culture de légumes et de melons
1113 Culture de fruits et de noix
1114 Culture en serre, pépinière et floriculture
1119 Autres cultures agricoles
1121 Élevage de bovins
1122 Élevage de porcs
1123 Élevage de volailles et production d'œufs
1124 Élevage de moutons et de chèvres
1125 Aquaculture
1129 Autres types d'élevage

Entreprises de transformation des aliments, des boissons et du tabac
Les entreprises de transformation des aliments, des boissons et du tabac comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

au niveau des 3 chiffres :

311 Fabrication des aliments
312 Fabrication des boissons et des produits du tabac

Les composantes du système (suite)

Détaillants et grossistes en alimentation
Les détaillants et grossistes en alimentation comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

au niveau des 3 chiffres :

411 Grossistes-distributeurs de produits agricoles
413 Grossistes-distributeurs de produits alimentaires, de boissons et de tabac
445 Magasins d'alimentation et de boissons

au niveau des 5 chiffres :

41911 Agents et courtiers de produits agricoles
41913 Agents et courtiers de produits alimentaires, de boissons et de tabac
44422 Pépinières et centres de jardinage
49312 Entreposage frigorifique
49313 Entreposage de produits agricoles

Établissements de services alimentaires
Les établissements de services alimentaires comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

au niveau des 3 chiffres :

722 Services alimentaires et débits de boissons

au niveau des 4 chiffres :

4542 Exploitants de distributeurs automatiques

Secteur agricole et agroalimentaire
Le secteur agricole et agroalimentaire comprend toutes les industries dont l'activité principale consiste à produire des produits alimentaires et agricoles. Il comprend l'agriculture primaire et les transformateurs d'aliments, de boissons et de tabac.

Services d'alimentation commerciaux
Les services d'alimentation commerciaux comprennent les restaurants à service complet, les restaurants à service restreint, les traiteurs et les traiteurs à contrat ainsi que les tavernes.

Les restaurants à service complet comprennent les restaurants chic avec ou sans permis d'alcool, les restaurants de type familial et les restaurants-bars.

Les restaurants à service restreint comprennent les cafétérias, les restaurants-minute, les espaces-restauration, les établissements de mets à emporter et les établissements qui font la livraison.

Les traiteurs fournissent des services d'alimentation lors d'événements spéciaux.

Les traiteurs à contrat fournissent des services d'alimentation aux compagnies aériennes, aux compagnies de chemin de fer, aux organismes et dans les installations récréatives.

Les tavernes sont des établissements dont la principale activité consiste à servir des boissons alcoolisées pour consommation immédiate, par exemple, les brasseries, les bars-salons et les boîtes de nuit.

Les composantes du système (suite)

Secteur de la distribution alimentaire
Le secteur de la distribution alimentaire comprend toutes les industries dont l'activité principale consiste à fournir directement des produits agricoles et alimentaires au consommateur final ainsi qu'à assurer les services y afférents. Il englobe les détaillants et les grossistes en alimentation et les établissements de services alimentaires.

Entreprises de transformation de denrées alimentaires seulement
Les entreprises de transformation de denrées alimentaires seulement sont les fabricants d'aliments au sens le plus étroit de ce terme (c.-à-d. boissons et produits du tabac exclus).

Enterprises de transformation non alimentaire
La transformation non alimentaire comprend toutes les utilisations industrielles des produits agricoles autres que la consommation des aliments ou des aliments pour animaux. Ce secteur comprend les fabricants de produits biologiques ainsi que les industries non alimentaires plus traditionnelles, comme les tanneries et les usines de textile.

Services d'alimentation non commerciaux et services d'alimentation divers
Les autres services d'alimentation comprennent la restauration hôtelière, la restauration collective, les services d'alimentation de détail et les autres services d'alimentation.

La restauration hôtelière concerne les services d'alimentation offerts dans les hôtels, les motels et les centres de villégiature.

La restauration collective concerne les services d'alimentation offerts dans les hôpitaux, les établissements de soins, les écoles, les prisons, les usines et les bureaux.

Les services d'alimentation de détail sont offerts dans les grands magasins et les dépanneurs.

Les autres services d'alimentation comprennent les distributeurs automatiques ainsi que les services offerts dans les cinémas, les stades et les autres établissements consacrés aux loisirs ou à des activités saisonnières.

Emplois

Emplois dans le secteur de l'agriculture primaire

Les exploitants agricoles et les gestionnaires d'exploitations agricoles
Dirigent les activités et les travaux dans une exploitation agricole. Ils cultivent et récoltent les produits de la terre, élèvent du bétail, de la volaille et d'autres animaux et commercialisent les produits de la ferme.

Les superviseurs d'exploitations agricoles et les ouvriers spécialisés dans l'élevage du bétail
Surveillent le travail de la main-d'œuvre et des ouvriers agricoles et exécutent des tâches agricoles générales. Ils exécutent des programmes d'alimentation, de soins de santé et de reproduction des animaux.

Les ouvriers agricoles
Sèment, cultivent et récoltent les produits agricoles, élèvent des animaux et entretiennent et réparent les bâtiments et les machines agricoles; ils utilisent les machines agricoles.

Les manœuvres agricoles
Aident les autres ouvriers à récolter, à trier et à empaqueter les produits agricoles.

Les propriétaires-exploitants et les gestionnaires de pépinières et de serres
Planifient, organisent, dirigent et contrôlent les activités des employés de pépinières et de serres qui cultivent et vendent des arbres, des arbustes, des fleurs et des plantes.

Les ouvriers de pépinières et de serres
Plantent, cultivent et récoltent des arbres, des arbustes, des fleurs et des plantes et servent les clients des pépinières et des serres.

Emplois dans le secteur de la transformation alimentaire

Les superviseurs dans la transformation des aliments, des boissons et du tabac
Supervisent et coordonnent les tâches des ouvriers qui font fonctionner des machines utilisées dans la transformation, l'emballage et le classement des aliments, des boissons et du tabac.

Les opérateurs de machines dans la transformation des aliments, des boissons et du tabac et le personnel assimilé
Comprennent les opérateurs de machines multifonctionnelles de procédés industriels; les bouchers industriels et les dépeceurs-découpeurs de viande; les préparateurs de volaille et le personnel assimilé; les travailleurs des usines de conditionnement du poisson; les opérateurs des machines de transformation du tabac; les vérificateurs et les trieurs.

Les manœuvres dans la transformation des aliments, des boissons et du tabac
Effectuent des tâches de manutention de matériel, de nettoyage, d'emballage et d'autres activités se rapportant à la transformation des aliments, des boissons et du tabac ou au conditionnement du poisson.

Emplois dans le secteur de la distribution alimentaire

Les exploitants d'élévateurs à grains
Achètent le grain des producteurs, établissent le grade, le poids et le pourcentage d'impuretés du grain et tiennent des dossiers pour les producteurs et les compagnies.

Les superviseurs, vente au détail
Supervisent et coordonnent les activités des caissiers, des commis d'épicerie et des autres garnisseurs de tablettes.

Occupations

Les boulangers-pâtissiers et les bouchers
Les boulangers-pâtissiers font des pains, des petits pains, des muffins, des tartes, des pâtisseries, des gâteaux et des biscuits; ils travaillent dans des boulangeries-pâtisseries, des magasins d'alimentation, des services de traiteur, des hôtels, des restaurants, des centres hospitaliers et d'autres établissements. Les bouchers et les découpeurs de viande préparent des coupes régulières de viande, de volaille, de poisson et de crustacés qui seront vendues par des détaillants ou des grossistes de produits alimentaires.

Les caissiers
Se servent de caisses enregistreuses, de lecteurs optiques des prix, d'ordinateurs et d'autres matériels pour consigner et recevoir les paiements. Ils travaillent dans les magasins et les restaurants.

Les directeurs des services de restauration et des services alimentaires
Planifient, organisent, dirigent, contrôlent et évaluent les activités des restaurants, des bars, des cafétérias et des autres services d'alimentation et de boissons.

Les superviseurs des services alimentaires
Supervisent, dirigent et coordonnent les activités des travailleurs qui préparent, répartissent et servent des aliments. Ils travaillent dans des centres hospitaliers et d'autres établissements de soins de santé et dans des cafétérias, des services de traiteur et d'autres établissements de services alimentaires.

Le personnel du service des aliments et boissons
Comprend les maîtres d'hôtel, les hôtes et hôtesses, les barmans et barmaids et les serveurs et serveuses d'aliments et de boissons.

Les serveurs au comptoir, les aides de cuisine et le personnel assimilé
Comprennent les serveurs au comptoir, les préparateurs d'aliments, les aides de cuisine, les aides de services alimentaires et les plongeurs.

Pour de plus amples renseignements sur la Classification nationale des professions (CNP), veuillez consulter le site suivant : http://www.statcan.ca/francais/Subjects/Standard/soc/2001/nocs01-menu_f.htm.

Définitions du commerce

Exportations agricoles et agroalimentaires
Les exportations agricoles et agroalimentaires comprennent l'exportation des produits agricoles, des aliments (à l'exception du poisson et des produits du poisson), des boissons non alcoolisées (y compris les eaux embouteillées), des boissons alcoolisées et des produits du tabac, de la floriculture et des pépinières.

Importations agricoles et agroalimentaires
Les importations agricoles et agroalimentaires comprennent l'importation des produits agricoles, des aliments (à l'exception du poisson et des produits du poisson), des boissons non alcoolisées (y compris les eaux embouteillées), des boissons alcoolisées et des produits du tabac, de la floriculture et des pépinières.

Commerce intrasectoriel
Le commerce intrasectoriel désigne le commerce d'un même produit ou d'une même marchandise entre deux pays.

Commerce interne
Le commerce interne désigne les transactions entre différentes parties d'entreprises multinationales situées dans différents pays. Il comprend également l'affectation par le siège social de produits en exclusivité différents à divers centres de production.

Classification commerciale
Les statistiques commerciales pour le système agricole et agroalimentaire sont classées selon le système de classification BICO, qui sépare les produits en trois différents groupes : vrac, intermédiaires et de consommation.

- **Vrac (B)**
  Les produits en vrac sont ceux qui ont fait l'objet d'une transformation minime ou nulle, comme le blé, les céréales fourragères et les oléagineux.

- **Intermédiaires (I)**
  Les produits intermédiaires sont ceux qui ont fait l'objet d'une certaine transformation, mais qui ne sont pas normalement encore prêts à la consommation, par exemple, la farine de blé, les huiles végétales et les animaux de boucherie.

- **De consommation (CO)**
  Les produits de consommation nécessitent peu de transformation supplémentaire ou n'en nécessitent pas, et ils sont en général prêts pour la consommation humaine. Il s'agit notamment des produits laitiers, des œufs, du bœuf, des fruits frais, des produits de la floriculture, des soupes en conserve, des repas surgelés, des aliments pour bébés, etc.

Commece à valeur ajoutée
Les exportations et importations à valeur ajoutée sont celles qui concernent tous les produits intermédiaires et de consommation.

.

Catégories de soutien gouvernemental

Dépenses publiques
Les dépenses publiques (à tous les paliers) en matière d'agriculture et de transformation alimentaire au cours d'une année, directes et indirectes, engagées au bénéfice de particuliers, d'organismes ou d'associations.

Directes
Comportent un transfert direct de fonds entre les contribuables et les exploitants agricoles.

Indirectes
Dépenses publiques qui soutiennent le secteur agricole et agroalimentaire, mais qui ne sont pas directement destinées aux producteurs.

Principales catégories de dépenses

Dépenses de programme liées au développement, au commerce et à l'environnement
Comprennent les dépenses d'administration et d'immobilisations engagées par le gouvernement pour favoriser le développement régional, le marketing et le commerce et protéger l'environnement, ainsi que les subventions et contributions accordées par le gouvernement pour le travail consacré à ces activités.

Dépenses d'exploitation et d'immobilisations
Comprennent les dépenses publiques consacrées à l'administration générale et à la gestion ainsi qu'aux politiques, aux services d'information et aux statistiques.

Autres dépenses
Comprennent les dépenses publiques consacrées à l'aide alimentaire et à l'aide internationale, à la vulgarisation et à l'éducation, ainsi que les paiements au titre de programmes sociaux.

Paiements au titre de programmes
Comprennent les paiements au titre des programmes de soutien et de stabilisation du revenu, des programmes spéciaux et de réduction des coûts, des programmes d'assurance-récolte et des programmes d'aide financière.

Dépenses liées à la recherche et à l'inspection
Comprennent les dépenses d'administration et d'immobilisations engagées par le gouvernement pour les activités de recherche et d'inspection, ainsi que les subventions et contributions accordées par le gouvernement pour le travail consacré à ces activités.

Dépenses d'aide à l'entreposage et au fret
Paiements au titre de programmes liés à l'entreposage et au fret.

Catégories de soutien gouvernemental (suite)

Estimation du soutien aux producteurs (ESP)

Mesure annuelle du soutien aux producteurs agricoles qui est la somme du soutien des prix du marché et des dépenses budgétaires sous forme de paiements aux producteurs, exprimée en pourcentage de la valeur unitaire du produit ou de sa valeur ajustée de production.

Valeur ajustée de la production (VAP)
La valeur de la production, plus les transferts directs reçus par les producteurs au cours de l'année.

Infrastructure publique
Par infrastructure publique, on entend l'ensemble du capital physique appartenant aux gouvernements provinciaux ou fédéral ou aux administrations municipales du Canada. L'infrastructure comprend des édifices (écoles, bibliothèques, bureaux de poste, etc.), des ouvrages de génie civil et des machines (véhicules pour l'enlèvement de la neige, ambulances, etc.).

Infrastructure des transports
L'infrastructure des transports est une sous-catégorie des ouvrages de génie civil. Elle comprend autoroutes, routes, rues, pistes, chemins de fer, ponts et tunnels.

Termes de nature économique et statistique

Ferme de recensement
Une exploitation agricole ayant un revenu agricole brut supérieur à 2 499 $ où est produit, dans l'intention de le vendre, au moins un des produits suivants : produits cultivés (grande culture, fruits ou noix, baies ou raisins, légumes, graines), bétail (bovins, porcs, moutons, chevaux, oiseaux exotiques, etc.), produits d'origine animale (lait ou crème, œufs, laine, fourrure, viande) ou autres produits agricoles (produits de serre ou de pépinière, arbres de Noël, champignons, gazon, miel, produits de la sève d'érable).

Ratio de concentration (CR4)
Le ratio de concentration mesure le niveau de concentration d'un secteur d'activité et exprime les ventes d'un nombre fixe d'entreprises parmi les plus importantes de ce secteur d'activité, c'est-à-dire le pourcentage de la valeur des ventes du secteur que totalisent ces entreprises. CR4 est l'acronyme pour le ratio de concentration des quatre principales entreprises du secteur.

Ratio d'endettement
On calcule le ratio d'endettement en additionnant les emprunts, les prêts et les comptes auprès des sociétés affiliées et en divisant ce total par le total de l'avoir.

Revenu commercial agricole
Le revenu commercial agricole désigne le revenu monétaire provenant de la vente de produits agricoles, à l'exception des paiements directs au titre des programmes au bénéfice des producteurs.

Valeur nette agricole
La valeur nette agricole est mesurée comme le total de l'actif de l'exploitation agricole évalué à sa valeur marchande en cours, moins le total du passif.

Investissement étranger direct (IED)
L'investissement étranger direct désigne l'investissement par des non-résidents dans une entreprise où ces non-résidents possèdent 10 % ou plus des actions ordinaires ou des droits de vote lorsqu'il s'agit d'entreprises constituées en sociétés, ou l'équivalent dans le cas d'entreprises non constituées en sociétés.

Produit intérieur brut (PIB)
Le produit intérieur brut d'un pays est la valeur totale nette des produits et des services produits dans ce pays pendant une période donnée.

Revenu agricole brut
Le revenu agricole brut comprend le revenu monétaire provenant de la vente des produits agricoles et les paiements directs au titre de programmes; il est compilé à partir des formulaires de recensement envoyés aux exploitants agricoles tous les cinq ans.

Ratio de marge bénéficiaire brute
Le ratio de marge bénéficiaire brute est le ratio de la marge bénéficiaire brute gagnée par une exploitation agricole par rapport à son revenu commercial.

Fermes d'agrément
Fermes de recensement qui déclarent moins de 10 000 $ de ventes en produits agricoles.

Dépenses intra-muros consacrées à la R-D
Les dépenses intra-muros consacrées à la R-D sont toutes les dépenses liées à la recherche et au développement engagées par un organisme au cours d'une période donnée, y compris le travail financé par des tiers.

Termes de nature économique et statistique (suite)

Productivité du travail
La productivité du travail est une mesure des extrants de l'industrie par heure de travail.

Productivité multifactorielle
La productivité multifactorielle mesure l'efficacité de l'utilisation de tous les intrants. Sa croissance est calculée comme le taux de croissance des extrants, moins le taux de croissance de tous les intrants.

Ratio de marge bénéficiaire
On calcule le ratio de marge bénéficiaire en divisant les bénéfices d'exploitation par les revenus d'exploitation.

Taux de rendement sur le capital à long terme
Le taux de rendement sur le capital à long terme est le revenu d'exploitation (sans déduire les impôts ni les intérêts payés), divisé par le capital à long terme, celui-ci étant la somme des avoirs des actionnaires et de la dette à long terme.

Revenu agricole net réalisé
Le revenu agricole net réalisé est le revenu commercial net réalisé, plus les paiements au titre de programmes gouvernementaux.

Revenu commercial net réalisé
Le revenu commercial net réalisé est le revenu commercial agricole, plus le revenu en nature, moins les dépenses d'exploitation et l'amortissement.

Ratio du rendement de l'avoir
On calcule le ratio du rendement de l'avoir en multipliant par quatre le bénéfice après impôt et en divisant le produit par le total de l'avoir.

Production à valeur ajoutée
La production à valeur ajoutée désigne les produits qui ont fait l'objet d'une certaine transformation.

Définitions diverses

UE des 15
Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni et Suède.

Autres définitions de termes utilisés dans les graphiques

Dépenses agricoles diverses
Les dépenses agricoles diverses comprennent les réparations des bâtiments et des clôtures, l'assurance d'entreprises, le travail sur commande, les primes de stabilisation, les frais juridiques et de comptabilité et d'autres dépenses non répertoriées ailleurs.

Autres sources canadiennes
Comprennent les fonds versés par les compagnies affiliées, les fonds liés aux contrats de R-D accordés à d'autres entreprises ainsi que les subventions et les contrats des gouvernements provinciaux.

Autres produits
Les autres produits agricoles comprennent les betteraves sucrières, les pommes de terre, les produits de la floriculture et de pépinière, le tabac, le ginseng, les graines de moutarde, les graines de tournesol, les lentilles, les graines à canaris, les haricots secs, les pois secs, les graines fourragères et les semences de gazon, le foin et le trèfle, les produits de l'érable, les produits forestiers, les arbres de Noël, les cultures diverses, la laine, le miel, la fourrure et le bétail divers.

Autres aliments
Fabrication des grignotines, du café et du thé, des sirops aromatisants et des concentrés, d'assaisonnements et de sauces et d'autres produits non répertoriés ailleurs.

Autres terres
Les autres terres comprennent la terre sur laquelle sont situés les bâtiments agricoles, les enclos, les passages, les jardins, les serres et champignonnières, les friches, les boisés, les érablières, les arbres brise-vent, les plantations d'arbres de Noël, les tourbières, les marais, les marécages, etc.

Autres dépenses personnelles en biens
Dépenses personnelles consacrées aux médicaments, aux produits pharmaceutiques et aux effets personnels non répertoriées ailleurs.

Autres dépenses personnelles en services
Dépenses personnelles consacrées aux services d'aménagement de locaux, aux soins personnels, à l'entretien du ménage et à la garde d'enfants, à l'éducation et à la culture; dépenses de fonctionnement des organismes sans but lucratif et autres services connexes.

Autres produits des Prairies
Les autres produits des Prairies comprennent les betteraves sucrières, les pommes de terre, les légumes, les fruits, les produits de la floriculture et de pépinière, le tabac, les graines fourragères et les semences de gazon, le foin et le trèfle, les produits de l'érable, les produits forestiers, les arbres de Noël, les cultures diverses, les produits laitiers, la volaille, les œufs, la laine, la fourrure, le miel et le bétail divers.

Prairie artificielle
Prairie qui a été cultivée et ensemencée, irriguée, fertilisée et(ou) désherbée.

Définitions diverses (suite)

Services d'alimentation non commerciaux et services d'alimentation divers

Hôtellerie - services d'alimentation offerts dans l'hôtellerie tels que les hôtels et les motels;

Collective - services d'alimentation offerts dans les établissements tels que les établissements d'enseignement, les hôpitaux, les prisons et les établissements militaires;

Détail - services d'alimentation offerts dans les grands magasins, les dépanneurs et les autres établissements de vente au détail;

Autres services d'alimentation - comprennent les distributeurs automatiques, les clubs de sport et privés, les cinémas, les stades et les autres établissements consacrés aux loisirs ou à des activités saisonnières.

Bibliographie et sources des données

Bibliographie

Beaulieu, M., « Caractéristiques financières des entreprises acquises dans l'industrie alimentaire canadienne », Statistique Canada. Série de documents de travail sur l'agriculture et le milieu rural; document de travail nº 57, 2002.

Canadian Grocer, rapport 2002.

Dobson Consulting, « Buyer Power and Its Impact on Competition in the Food Retail Distribution Sector of the European Union », Royaume-Uni, 1999.

Drake. J., « National Market Survey, Canadian Food Stores Sales, 2000 » Canadian Grocer, janvier-février, pp. 22 à 31, 2001.

GlobeScan Inc. Food Issues Monitor 2003, Food Issues Monitor International Report, 2003.

Harchaoui et Tarkhani, « Le capital public et sa contribution à la productivité du secteur des entreprises du Canada », Série de documents de recherche sur l'analyse économique (AE), No 11FOO27MIF au catalogue - No 017.

Harper, D. et R. Burroughs, « Analyse de la rentabilité dans le secteur de la transformation des aliments au Canada », document de travail d'AAC, 2003.

Harper, D. et D. Smith, « Profitability in the Agri-Food System, 1990-1998 », non publié, 2001.

Hategekimana, B. et M. Beaulieu. « Les cultures génétiquement modifiées : croissance stable en Ontario et au Québec », Statistique Canada, Division de l'agriculture, nº de catalogue 21-004-XIE, décembre 2002.

Hobbs, J. et L. Young, « Vertical Linkages in Agri-Food Supply Chains in Canada and the United States », rapport préparé à l'intention d'AAC, juin 2001.

International Fertilizer Development Center, Muscle Shoals, Alabama.

Korol, M., « Consommation, livraison et commerce des engrais au Canada 2000/2001 », document de travail, avril 2002.

Macdonald & Associates Limited www.canadavc.com.

Ministère canadien des Affaires étrangères et du Commerce international, « Troisième rapport annuel sur le commerce international du Canada », 2002.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Source OCDE, « Comptes nationaux des pays de l'OCDE - Tableaux détaillés », volume II.

Smith, D. et M. Trant, « Rendement du secteur du commerce de détail des aliments dans la chaîne agroalimentaire », document de travail d'AAC, 2003.

USDA -- Département de l'Agriculture des États-Unis, Economic Research Service Briefing Room - Food CPI, Prices and Expenditures, extrait le 4 octobre 2002.

USDA -- Département de l'Agriculture des États-Unis, Effects of NAFTA on Agriculture and the Rural Economy, « Economic Research Service », rapport WRS 02-1.

Vaughan, O., « Incidence de l'investissement étranger direct sur l'industrie canadienne des aliments et boissons », document de travail d'AAC, nº 2/95, mars 1995.

Zafiriou, M., L. Robbins, D. Karamchandani et P. Ominski, « Changing Consumer Demand and Its Impact on Canadian Agricultural Policy and Trade », exposé présenté par AAC dans le cadre de la International Trade Research Consortium Conference, 15 décembre 2002.

Sources des données

Agriculture et agroalimentaire Canada (AAC) www.agr.gc.ca

Base de données

- Base de données du compte de stabilisation du revenu net (CSRN).

Publications et documents

- Cahill, S. A., « Corporate Income Tax Rate Database : Canada and the Provinces, 1960-2002 », non publié, Direction de la recherche et de l'analyse, Direction générale des politiques stratégiques, Agriculture et Agroalimentaire Canada, janvier 2005.
- Publications de la Politique sur le revenu agricole et l'adaptation, Données sur le revenu agricole, Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale, Recueil de données, divers numéros.
- Publications de la Politique sur le revenu agricole et l'adaptation, Intrants agricoles et questions gouvernementales, Consommation, livraison et commerce des engrais au Canada.
- Publications de la Politique sur le revenu agricole et l'adaptation, Typologie, « Caractéristiques du secteur agricole diversifié du Canada », janvier 2002.
- Secrétariat aux coopératives, Secrétariat aux coopératives -- Publications, Publications générales : LES COOPÉRATIVES AU CANADA (Données de 2001) et LES COOPÉRATIVES AU CANADA (Données de 2000).

Agriculture et Agroalimentaire Canada et Statistique Canada

- Publications de la Politique sur le revenu agricole et l'adaptation, Données sur le déclarant (et les familles agricoles).
- Publications de la Politique sur le revenu agricole et l'adaptation, Enquête financière sur les exploitations agricoles, ou Statistique Canada, Produits et services, nº de catalogue 21-F0008-XIB.
- Smith, D. et M. Trant, « Le rendement du marché dans le secteur de l'alimentation au détail de la chaîne agroalimentaire », Rapport de recherche, 2003, nº de catalogue 21-601-MIF, nº 056.

Agence canadienne de classement du bœuf www.telusplanet.net/public/cbga

Institut canadien des engrais www.cfi.ca

- Établissement des prix des engrais au Canada.

Canadian Grocer Magazine www.bizlink.com/cangrocer.htm

- Jan.-févr. 2001, Étude de marché nationale, Ventes des magasins canadiens d'alimentation, 2000.
- Février 2003.
- Rapport, 2002.

Canadian Organic Growers www.cog.ca

- Eco-Farm and Garden Magazine, divers numéros.

Sources des données (suite)

Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires www.crfa.ca

- Foodservice Facts.
- Quarterly InfoStats.

Association canadienne d'études fiscales www.ctf.ca

Commission canadienne du blé www.cwb.ca

Conference Board du Canada www.conferenceboard.ca

- Totalisations spéciales de données pour AAC

Deloitte www.deloitte.com

Dobson Consulting. 1999. « Buyer Power and Its Impact on Competition in the Food Retail Distribution Sector of the European Union. » Royaume-Uni.

Financement agricole Canada (FAC) www.fcc-fac.ca

- Rapport sur la valeur des terres agricoles.

Food Engineering Magazine www.foodengineeringmag.com

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

- FAOSTAT, Commerce agroalimentaire. http://faistat.fao.org

Global Trade Information Services, Inc. www.gtis.com

- World Trade Atlas.

Globe and Mail www.theglobeandmail.com

GlobeScan Inc. www.globescan.com

- Food Issues Monitor 2003, Food Issues Monitor International Report 2003.
- Food Issues Monitor 2003, Canada Tables (du 14 au 25 mai, 2003).

Industrie Canada www.strategis.gc.ca

- Données en ligne de Strategis sur le commerce.

Macdonald & Associates Limited www.canadavc.com

McCain Foods Limited www.mccain.com

Ressources naturelles Canada www.nrcan-rncan.gc.ca

Collège Ridgetown, Université de Guelph (Ontario) www.ridgetownc.on.ca

Sources des données (suite)

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) www.oecd.org

- Agricultural Policies in OECD Countries, Monitoring and Evaluation.
- Source OECD National Accounts Database.

Statistique Canada www.statcan.ca

Bases de données

- Base de données sur le commerce international canadien de marchandises.
- CANSIM.

Publications et documents

- Aperçu historique de l'agriculture canadienne, nº de catalogue 93-358-XPB.
- Beaulieu, M., « Caractéristiques financières des entreprises acquises dans l'industrie alimentaire canadienne », Statistique Canada, Document de travail sur l'Agriculture et le milieu rural, nº 57, 2002.
- Dépenses et personnel de l'Administration fédérale en sciences naturelles et sociales, 1993-1994 à 2002-2003, nº de catalogue 88F006XIB2001008.
- Estimations du personnel affecté à la recherche et au développement au Canada, 1979 à 2000, nº de catalogue 88-F0006XIE2003011.
- Hategekimana, B. et M. Beaulieu, « Les cultures génétiquement modifiées : croissance stable en Ontario et au Québec », Statistique Canada, Division de l'agriculture, Vista, décembre 2002, nº de catalogue 21 004-XIF.
- L'observateur économique canadien, décembre 2003.
- Le Quotidien, Le lundi 20 décembre 2004, Croissance de la productivité par industrie.
- Recensement de l'agriculture de 2001, nº de catalogue 95F0301XIF, 95F0303XIE et 95F0355XIE.
- Série de documents de travail sur l'agriculture et le milieu rural Document de travail nº 70 « Mesure de la concentration dans les industries de transformation des aliments » 1990-2001. Nº 21-601-MIF au catalogue Nº 070.
- Statistiques des sciences, vol. 28, nº 9, nº de catalogue 88-001-XIF.
- Statistiques sur les aliments, vol. 3 Nº 1, nº de catalogue 21-020XIF.

Données spéciales demandées

- Division de l'agriculture, Recensement de l'agriculture, 2001.
- Division de l'investissement et du stock de capital, section de la richesse nationale et du stock de capital.
- Division de l'organisation et des finances de l'industrie, Statistiques financières (trimestrielles) des entreprises.
- Division de la balance des paiements.
- Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie, Enquête annuelle des manufactures (EAM).

Sources des données (suite)

- Division de la statistique du revenu, Enquête sur la sécurité financière.
- Division de la statistique du travail, Enquête sur la population active (EPA)
- Division des comptes des revenus et des dépenses.
- Division des entrées-sorties, Tableaux d'entrées-sorties.
- Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique, Enquête sur l'innovation.
- Tableaux personnalisés, Recensement de 2001, réf. DO0413.

Supermarket News www.supermarketnews.com

- SN's Top 75 and Top 25.

Bureau de recensement des États-Unis www.census.gov

Département du Commerce des États-Unis www.bea.gov

- Bureau of Economic Analysis, Industry Economic Accounts.

Département de l'Agriculture des États-Unis (USDA) www.fsis.usda.gov

- Economic Research Service, Special Data Request.